

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le 45^e congrès de Lutte ouvrière Textes et discussions



Au sommaire de ce numéro

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| Le 45 ^e congrès de Lutte ouvrière | 1 |
| 2015-2016: menaces de krach et soubresauts de la crise de l'économie capitaliste | 2 |
| Situation internationale | 11 |
| Situation intérieure | 22 |
| Discussion sur les textes d'orientation | 27 |
| Interventions des groupes invités (extraits) | 35 |
| En conclusion | 60 |

Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
- Outre-mer, par avion 17 €
- Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
- Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

En couverture,
de gauche à droite et de haut en bas

Homs, en Syrie, ravagée par les bombes.
© Stringer/Reuters

Le rétablissement des frontières
en Europe, ici en Hongrie.
© Georgi Licovski

Paris, après les attentats
du 13 novembre 2015. © lemonde.fr

Nathalie Arthaud, candidate de Lutte
ouvrière à l'élection présidentielle. © LDC

Pendant la manifestation du 9 mars, à
Paris, contre le projet de loi travail.
© LDC

Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 -
75865 Paris Cedex 18

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 45^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et les interventions du 45^e congrès de Lutte ouvrière, qui s'est tenu les 12 et 13 mars 2016.

Quatre textes étaient soumis à la discussion :

- 2015-2016 : menaces de krach et soubresauts de la crise de l'économie capitaliste
- Situation internationale
- Élections régionales et grandes manœuvres politiques
- Situation intérieure

Ces textes ont été largement discutés dans les assemblées préparatoires de militants et soumis aux votes. Le troisième texte a été rédigé en décembre 2015, à l'issue des élections régionales ; les autres ont été achevés au début du mois de février, et ne faisaient donc pas référence, par exemple, à la loi travail et aux réactions qu'elle a suscitées dans la classe ouvrière et dans la jeunesse. Les quatre textes ont été adoptés à l'unanimité. Nous les publions intégralement dans ce numéro, à l'exception du troisième texte, déjà paru à l'issue des élections régionales dans *Lutte de classe* n° 172 (décembre 2015 – janvier 2016).

Le congrès a également adopté la motion suivante :

« *Afin d'assurer la présence*

du courant communiste révolutionnaire à l'élection présidentielle de 2017 et d'y faire entendre le camp des travailleurs, Lutte ouvrière décide de présenter la candidature de Nathalie Arthaud. »

Certes, aucun scrutin ne peut suffire à changer le sort des classes populaires. Aucune élection ne peut même permettre de résister aux attaques du patronat, comme celles aujourd'hui menées par ses serviteurs Hollande et Valls. Seule une contre-offensive du monde du travail, avec des grèves et des manifestations de masse, permettrait d'y faire face. Mais il faut aussi que les travailleurs soient capables d'affirmer leur point de vue de classe, d'exprimer leurs exigences, y compris lors des échéances électorales. Il faut qu'ils puissent apparaître comme une force politique, contre cette gauche gouvernementale si dévouée à la classe capitaliste, contre cette droite qui n'aspire qu'à prendre sa place, contre le Front national qui rêve également d'accéder au pouvoir, pour faire pire encore. Ce sera le sens de la candidature de Nathalie

Arthaud.

Nous publions des extraits de la discussion menée sur les textes d'orientation. Enfin, une grande partie des débats ont été consacrés à l'aggravation de la crise et aux changements dans la situation politique, en France et à l'étranger. Les interventions de militants de groupes qui partagent les orientations de Lutte ouvrière et de l'Union communiste internationaliste (UCI), que ce soit outre-mer (Antilles françaises, île de La Réunion) ou à l'étranger (Allemagne, Belgique, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Haïti, Italie et Turquie) vont dans le même sens. Elles témoignent largement des attaques menées contre la classe ouvrière dans des pays aussi divers. Nous publions de larges extraits de ces interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière : comité central et comité exécutif. Lundi 14 mars, Nathalie Arthaud a tenu une conférence de presse pour rendre compte des principales décisions de notre congrès.

15 mars 2016



2015-2016 : menaces de krach et soubresauts de la crise de l'économie capitaliste

Peu de krachs financiers auront été autant annoncés que celui à venir. Depuis les premiers jours du mois de janvier, les propos catastrophistes se succèdent dans la presse.

LA MENACE D'UNE NOUVELLE CRISE FINANCIÈRE

Les Échos du 5 janvier 2016 : « *Le spectre d'un krach chinois a resurgi... La Bourse de Shanghai a plongé de 7% avant la suspension de cotation. Elle a entraîné dans son sillage les places du monde entier.* »

L'Expansion de janvier 2016 titre en une : « *2016 : la re-crise. Déprime chinoise, retour des bulles, risque géopolitique. Pourquoi la reprise est un leurre.* »

Même le quotidien populaire *Le Parisien* titrait le 6 janvier : « *Une économie mondiale pourrie, une autre crise nous menace* », et d'ajouter : « *Les leçons de la crise des subprimes de 2008 n'ont pas été tirées. Fébrilité boursière en Asie et remontée annoncée des taux aux États-Unis suscitent une inquiétude majeure.* » Le ton est resté le même tout au long de janvier.

Le 1^{er} février, *Les Échos* publie une interview de Patrick Artus, chef économiste de Natixis, une grande banque de financement : « *La prochaine crise sera extraordinairement violente.* »

Les têtes pensantes de l'économie capitaliste divergent quant au secteur où la bulle

financière éclatera en premier : titres obligataires, actions, gaz de schiste, immobilier chinois ou crédit à la consommation dans l'automobile américaine. Sera-ce le marché des dettes souveraines, ou celui des changes ? La crise financière partira-t-elle d'une défaillance du Brésil ou d'un autre grand pays dont l'économie est devenue instable ? Les uns pointent la Chine d'un doigt accusateur, les autres la « *folie des banques centrales* », pour reprendre le titre d'un ouvrage récent du même Patrick Artus. Mais beaucoup partagent la prédiction de ce dernier, en sous-titre de son ouvrage : « *La prochaine crise sera pire.* »

La cause fondamentale de cette situation est connue de tous et dénoncée avec une quasi-unanimité. Après la crise bancaire de 2008, les banques centrales des puissances impérialistes, la Réserve fédérale américaine, suivie par la Banque d'Angleterre puis par la Banque du Japon, et enfin par la Banque centrale européenne (BCE), se sont lancées dans de vastes opérations de fabrication monétaire pour venir au secours des banques. Ces opérations consistaient à ce qu'une banque centrale achète des obligations, des crédits, des titres détenus par les banques

et des institutions financières diverses, avec de la monnaie qu'elle crée. Au lendemain de la crise de 2008, ces rachats portaient sur des quantités astronomiques, y compris et surtout sur les titres représentant des crédits pourris, c'est-à-dire des crédits où l'espoir de se faire rembourser était nul.

Dans le même mouvement, les banques centrales ont abaissé pratiquement à zéro leur taux directeur, c'est-à-dire le taux d'intérêt auquel les banques privées peuvent leur emprunter de l'argent. Autant dire que le système financier avait accès presque gratuitement à de l'argent frais en quantité illimitée.

Derrière l'expression récemment forgée de « *quantitative easing* » (ou assouplissement quantitatif), il s'agit partout de variantes modernes de la bonne vieille planche à billets.

Au total, depuis 2008, quelque 6 674 milliards de dollars ont été injectés dans l'économie, l'équivalent du produit intérieur brut annuel de la France et de l'Allemagne réunies.

La masse monétaire des pays de l'OCDE, c'est-à-dire l'ensemble des pays industriels, a triplé depuis sept ans, alors même que la production de biens et de services stagnait et

que la circulation de marchandises ne pouvait pas absorber cet accroissement vertigineux de la masse monétaire. La monnaie créée par les banques centrales représente aujourd'hui près de 30 % du PIB mondial, contre 6 % à la fin des années 1990. L'endettement mondial est désormais supérieur à celui de 1946, avec des niveaux que l'on n'avait observés jusque-là qu'après les guerres. Et encore...

Les groupes financiers, grandes banques, assureurs, fonds de pension, fonds spéculatifs, hedge funds, qui ont de l'argent à placer en quantité quasi illimitée, sont à la recherche permanente du secteur le plus profitable. Mais plus s'accroît la masse monétaire, moins elle s'investit dans la production. À quoi bon investir dans la construction de nouvelles usines, dans la fabrication d'instruments de production, si on ne peut pas vendre la production supplémentaire avec bénéfice ? Depuis des décennies le capitalisme se heurte à sa contradiction fondamentale entre la capacité illimitée d'accroître la production et les limites du marché, c'est-à-dire de la consommation solvable.

Avec l'accroissement de la masse monétaire, s'accroît ce que les économistes de la bourgeoisie appellent la fébrilité des investisseurs. L'expression devient un leitmotiv dans tous les articles consacrés à l'économie. Quel est l'actif financier, comme ils disent, qui rapporte le plus en un moment donné, fût-ce d'un infime pourcentage de plus que les autres ? À la moindre alerte, à la moindre information (vraie ou fausse), à la moindre déclaration d'un responsable de banque centrale, au moindre frémissement de l'économie productive, à la moindre menace de crise sociale ou politique, les milliards se déplacent dans un sens ou dans l'autre.

L'économie capitaliste res-

semble à un train lancé à grande vitesse vers le précipice. Le conducteur et le personnel de bord sont conscients du danger mais ne peuvent freiner la locomotive. Les voyageurs poussent des hurlements en criant au secours. Mais personne ne fait rien pour la bonne raison que, dans ce train, il n'y a ni frein ni aucun autre moyen d'empêcher la catastrophe...

Les dirigeants politiques justifiaient cette politique d'argent facile en répétant comme des perroquets que c'est indispensable pour relancer l'économie. Mais, depuis la crise de 2008, l'économie n'a jamais été véritablement relancée. Ou, plus exactement, elle n'a été relancée que dans le secteur financier. La monnaie qui inonde l'économie a été pour l'essentiel absorbée par des opérations financières. Avec des hauts et des bas en fonction de la conjoncture sectorielle, les CAC 40 et autres indices boursiers sont globalement en croissance. Mais en même temps, pour ne prendre que l'exemple de la zone euro, l'investissement productif a reculé de 15 % par rapport à son niveau de 2007.

Le système financier est drogué jusqu'à l'overdose de l'argent gratuit que lui fournissent les banques centrales et qui ne retourne pas dans l'économie productive sous forme d'investissements. Mais que faire ? Sevrer la sphère financière de cette drogue en relevant le taux directeur des banques centrales, c'est la tuer. Ne pas la sevrer, c'est la tuer aussi.

La banque centrale américaine s'est livrée tout au long de l'année à une valse-hésitation entre l'annonce d'une augmentation de ses taux directeurs, puis un recul devant la réaction paniquée des marchés financiers, et enfin quand même une légère hausse pour la première fois depuis la crise financière de 2008. Une hausse prudente,

de 0,25 % à 0,5 % : autant dire que l'argent reste encore quasi gratuit pour la finance.

Quant à la BCE, elle n'hésite même pas. Elle accroît la dose de drogue ! Et son président, Draghi, d'annoncer qu'« *il n'y a pas de limite* » à sa politique monétaire, c'est-à-dire à la fabrication de monnaie.

LES BRICS DANS LA TOURMENTE

De soubresaut en soubresaut, l'ampleur et la violence des déplacements de capitaux sont croissantes. Pour ne prendre qu'un exemple : à un véritable déferlement de capitaux vers les marchés dits émergents, est en train de succéder leur fuite brutale. Dans les années qui ont suivi la crise financière de 2008, des capitaux à la recherche de rendements intéressants se sont rués vers l'Inde, la Russie, le Brésil, l'Indonésie, la Turquie et surtout la Chine. *Le Monde* (27 janvier 2016) cite la Chine, dont la banque centrale disposait à l'été 2014 de 4 000 milliards de dollars, alors qu'en 2002, ses réserves se limitaient à 220 milliards de dollars. Presque vingt fois plus. Mais l'été 2014 était le moment du tournant. Inquiets de la récession au Brésil, en Russie, et du ralentissement économique en Chine, les capitaux fuient aussi brutalement qu'ils étaient venus. Les sorties de capitaux des pays regroupés sous l'acronyme de BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) sont estimées actuellement de 300 à 400 milliards de dollars par mois ! Les sommes en mouvement sont si énormes qu'elles provoquent des krachs dans les Bourses des pays d'où les capitaux partent ou sur le taux de change de leur devise. Elles contribuent à former des bulles spéculatives là où ces capitaux se placent massivement.

La vague des capitaux en cir-

culatation a fait sombrer le real brésilien et secoué le rouble russe. Elle menace le yuan chinois. Les secousses du marché des changes se répercutent sur les échanges internationaux avec des conséquences sur la production. Elles créent par la même occasion de nouveaux champs pour la spéculation à la baisse sur la monnaie de plusieurs grands pays dits émergents. Les dirigeants chinois, dont l'État dispose pourtant de moyens plus importants que ses semblables pour contrecarrer la spéculation sur sa monnaie, en sont à dénoncer dans les colonnes du *Quotidien du peuple* les fonds spéculatifs conseillés par George Soros. Pour mémoire, il s'agit du même gérant de fonds spéculatifs qui, en 1992, obligèrent le gouvernement britannique à dévaluer la livre sterling et à la retirer du système monétaire européen.

Les devises des pays dits émergents, hors Chine, auraient perdu en moyenne 30 % par rapport au dollar depuis

janvier 2014. Cela signifie pour les pays concernés un renchérissement de leurs importations, alors que la situation du marché mondial ne leur permet pas nécessairement d'exporter plus pour compenser. Il en résulte un appauvrissement des classes populaires de ces pays. Cette crise des pays émergents montre que les intellectuels de la bourgeoisie peuvent bien jongler avec les mots et inventer de nouvelles expressions, cela ne change pas la réalité, à savoir que ces pays, même les plus grands d'entre eux, subissent la loi du grand capital des pays impérialistes, en l'occurrence les conséquences multiples des spéculations des magnats de la finance.

Les inquiétudes des marchés financiers se concentrent en ce moment plus particulièrement sur la Chine. Cela semble paradoxal parce que c'est un pays qui est crédité officiellement de 7 % de croissance, taux de croissance dont les dirigeants de France, d'Allemagne ou des

États-Unis n'osent même pas rêver.

Même en faisant la part de l'exagération dans ce chiffre, même en le divisant par deux ou trois, la situation économique de la Chine apparaît encore enviable à bien d'autres pays. Le 27 janvier, *Les Échos* titrait d'ailleurs: «*Pétrole, métaux, céréales... la Chine continue à importer.*» Et de faire même état d'un accroissement de ses achats de cuivre ou de nickel.

Mais le problème n'est pas là. Il n'est pas, ou pas encore, dans la baisse des achats de matières premières par la Chine. Il est dans l'idée que s'en font, pour la période à venir, les possesseurs des grands capitaux. Il est dans l'ampleur des opérations spéculatives qui se sont greffées sur les échanges réels. Pendant des années, la production industrielle était certes en croissance en Chine. Les bas salaires y ont pendant des années attiré des capitaux des pays impérialistes, Japon, Taïwan,



Shanghai et le quartier d'affaires de Pudong (2015).

États-Unis, mais aussi France et Grande-Bretagne.

Grâce à ces capitaux et grâce, surtout, à ses travailleurs, à l'exploitation de centaines de millions d'individus chassés des campagnes pour qu'ils aillent s'agglutiner dans les villes industrielles, la Chine est devenue l'atelier du monde.

Même une partie des capitaux des pays impérialistes qui se sont réellement investis dans la production ont été attirés par des calculs spéculatifs. Spéculation d'abord sur l'élargissement et l'enrichissement d'une bourgeoisie chinoise susceptible d'acheter des voitures de grosse cylindrée, des articles de luxe, des logements haut de gamme et de se payer des fantaisies de nouveaux riches. Pour mieux satisfaire cette couche en train de s'enrichir, il fallait être dans la place. Et la Chine attirait aussi, dans le même mouvement, des capitaux purement spéculatifs. La Bourse de Shanghai est devenue une des places de la finance mondiale, où il faut être présent. C'est la Chine elle-même, avec le développement illimité du marché chinois, qui est devenu l'objet de la spéculation.

La croissance économique de la Chine était cependant fondée dans une large mesure sur du vent, même lorsque les économistes pouvaient encore évoquer une croissance à deux chiffres. Les fameuses classes moyennes qui s'élargissaient en Chine au point d'attirer des investissements, de Renault ou PSA à Mercedes en passant par Louis Vuitton, les grands du BTP (bâtiments et travaux publics) et bien d'autres, s'enrichissaient dans une large mesure grâce à des opérations spéculatives, notamment immobilières ou boursières.

La plupart des fortunes extravagantes qui ont surgi en Chine et qui font partie aujourd'hui du gotha des fortunes mondiales se sont bâties dans

l'immobilier. Il a suffi que l'immobilier chinois s'essouffle ou que la Bourse de Shanghai entraîne la ruine d'une couche de bourgeois petits et moyens pour que s'enclenchent des réactions en chaîne, finissant par affecter les prévisions des groupes financiers.

La presse économique est pleine de reportages sur ces constructions pharaoniques, sur ces cités artificielles dont on a engagé la construction au temps du boom économique et de l'enrichissement de la nouvelle bourgeoisie chinoise et qui, aujourd'hui, se transforment en cités fantômes avant même d'avoir vécu. *Le Figaro* du 27 janvier 2016 décrit ainsi la copie conforme de Venise, Grand Canal compris, construit à Dabian (ex-Port-Arthur), où les lots ont été vendus d'avance à des privilégiés chinois mais où, aujourd'hui, « des logements vendus plus de deux millions d'euros sont vides, et le nouveau complexe commercial traversé par des courants d'air ».

Mais le développement industriel de la Chine a déclenché bien d'autres spéculations, celles notamment sur les matières premières. Si la Chine passait pour la locomotive de l'économie mondiale, ce n'est pas seulement parce que les besoins de son industrie tiraient en avant la demande en fer, nickel, cuivre, etc., Elle tirait encore plus en avant les investissements spéculatifs.

Les grands fonds spéculatifs avaient mis la main sur la poule aux œufs d'or en achetant des actions dans les mines de fer, nickel, cuivre, etc. Mais, l'année dernière déjà, ces fonds, sentant le vent tourner, ont commencé à s'en dégager. Le recul général pour les matières premières, un des aspects marquants de la situation économique d'aujourd'hui, n'est pas simplement l'effet mécanique d'un ralentissement de la demande chinoise. C'est

surtout la fuite des placements spéculatifs qui a entraîné la baisse des prix des principales matières premières. Amorcée il y a plus de deux ans, elle s'est encore accentuée en 2015 : - 3 % pour l'aluminium, - 9 % pour le cuivre, - 15 % pour le nickel, - 28 % pour le fer. Sans oublier le pétrole brut qui participe au même mouvement, mais pour lequel interviennent également des facteurs géostratégiques.

Les conséquences de cette baisse du prix du pétrole brut et du gaz sont déjà catastrophiques pour le Venezuela et en train de le devenir pour l'Algérie et même pour la Russie.

La baisse ne se limite pas aux matières premières industrielles. Elle touche également la production agricole capitaliste : - 8 % pour le blé à la Bourse de Chicago, - 8 % pour l'huile de palme, - 16 % pour le maïs, - 25 % pour le soja.

Comme l'an dernier, ces baisses de prix entraînent des licenciements, des fermetures de mines, l'effondrement de l'économie de nombre de pays dont le commerce extérieur se limite à un ou deux produits.

LA FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE

L'amplification et l'accélération de la financiarisation de l'économie mondiale ne datent pas de la crise bancaire de 2008. Pour nombre d'économistes même lucides sur les conséquences de la financiarisation accélérée et sur les dangers dont elle menace, faire débiter l'histoire à partir de 2008 est une façon de dissimuler que la crise financière de 2008 était elle-même le résultat de toute l'évolution antérieure.

Cette façon de commencer l'histoire par la dernière en date des crises permet de s'en prendre à telle ou telle cause circonstancielle – ainsi, s'en prendre aux seules banques

centrales et à leur politique après 2008 – pour ne pas parler de la crise de l'ensemble de l'économie capitaliste !

C'est l'histoire de l'économie mondiale depuis plusieurs décennies : depuis pratiquement le début des années 1970, l'économie capitaliste survit en se dopant de crédit (et donc de dettes), aussi bien public que privé. Elle est secouée de crises, plus ou moins amples, plus ou moins générales. La médication inventée pour surmonter un accès de fièvre finit par aggraver la maladie et par déboucher sur un accès fiévreux supplémentaire, plus grave que le précédent.

La financiarisation que la presse bourgeoise elle-même met en cause et qu'elle désigne comme la menace la plus grave qui pèse sur l'économie, nous en parlons depuis bien des années pour constater qu'elle est devenue un aspect majeur de l'évolution économique au cours de quatre décennies. Nous avons affirmé à plusieurs reprises, y compris dans des textes de congrès, qu'il ne s'agit même plus d'une de ces crises périodiques qui secouent l'économie capitaliste depuis son émergence, mais de la façon de fonctionner du capitalisme d'aujourd'hui. L'expression « stagnation séculaire », récemment inventée par des économistes bourgeois, se rencontre de plus en plus souvent sous la plume de certains d'entre eux.

La politique d'argent facile des banques centrales à l'égard du système financier est aggravée et accélérée par la financiarisation de l'économie, avec toutes ses conséquences. C'est une politique suicidaire pour le fonctionnement de l'économie et pourtant elle n'est pas près de s'arrêter. Car c'est une politique qui correspond aux intérêts du grand capital lui-même, une politique de classe. En faisant le bilan pessimiste de la dernière période, même

un économiste aussi en vue que Patrick Artus, après avoir affirmé que « *le quantitative easing fabrique la hausse des prix d'actifs* », constate en réalité que « *les banques centrales servent de ces bulles sur les prix des actifs (titres divers, actions, obligations, etc.), notamment des actions et de l'immobilier, comme d'un instrument de la politique monétaire afin de faire apparaître les effets de richesses nécessaires à la stimulation de la demande par l'enrichissement des détenteurs de portefeuilles* ». Cette phrase tarabiscotée signifie que cette politique vise l'enrichissement des actionnaires et de toute la hiérarchie du grand capital qui vit et prospère grâce à la finance et au détriment principalement de la classe laborieuse, mais aussi du tout-venant subalterne de la bourgeoisie. C'est le triomphe des actionnaires qui s'enrichissent tout à la fois par la hausse globale des prix des actions, malgré des variations spectaculaires, mais aussi grâce aux dividendes distribués et aux rachats d'actions. Le montant global des rachats de leurs propres actions opérés par les firmes américaines aurait franchi pour la première fois la barre des mille milliards de dollars en 2015.

Pour que le transfert au détriment principalement de la classe ouvrière vers les actionnaires puisse se poursuivre, il est indispensable que les banques centrales maintiennent leur politique d'argent facile. Mais ce n'est que de l'huile dans un mécanisme dont la raison d'être est d'accroître l'exploitation de la classe ouvrière, d'accroître sans cesse la plus-value extorquée aux salariés, plus-value absolue comme plus-value relative. D'où, partout dans l'économie capitaliste, à la fois les pressions pour intensifier le rythme de travail et l'allongement du temps de travail. D'où la course à la compétitivité que les laquais poli-

tiques de la bourgeoisie présentent comme un moyen de surmonter la crise.

C'est un mensonge grossier car l'accroissement de la compétitivité d'une entreprise ou d'un pays n'influe pas sur la situation économique globale et n'a pas le pouvoir de surmonter la crise. Il permet seulement aux grandes entreprises concernées de damer le pion à leurs concurrents en aggravant la guerre commerciale.

L'aggravation de l'exploitation que ces courses à la compétitivité impliquent a pour résultat d'accroître la masse de plus-value à partager entre capitalistes, et ce partage se fait de plus en plus au profit du capital financier. Elle favorise donc le très grand capital et ceux qui le possèdent, c'est-à-dire la très grande bourgeoisie, alors même qu'une fraction croissante de la classe ouvrière est poussée au chômage et à la pauvreté.

Le bras de fer entre les institutions officielles de la grande bourgeoisie (FMI, BCE, Commission européenne) et la Grèce, et surtout son dénouement, constituent une des expressions les plus frappantes de la dictature mondiale de la haute finance. Dans l'objet même du bras de fer, les institutions cherchaient à imposer au gouvernement grec des mesures draconiennes contre ses classes laborieuses, au nom de la dette accumulée au fil des ans par l'État grec.

Nous ne discuterons même pas ici du fait que c'est la bourgeoisie elle-même, grecque ou pas, qui a contracté cette dette et en a profité, et pas les salariés, les fonctionnaires, les chômeurs ou les retraités grecs, obligés de payer la facture. Mais au moment même où cette dette grecque était ainsi mise en avant, les banques centrales faisaient marcher la planche à billets à toute vitesse, imprimant de la fausse monnaie

en une quantité sans commune mesure avec la dette grecque. Illustration du fait que tout ce mécanisme de la dette n'est là que comme moyen de racketter les classes populaires au profit du capital financier. Tout le reste, les discours lénifiants des politiques, les explications pseudo-scientifiques des économistes bourgeois ne sont qu'écran de fumée. Mais la pression sur l'État grec à laquelle le gouvernement Tsipras, présenté comme d'extrême gauche, a cédé comme ses prédécesseurs, illustre aussi comment les États deviennent des exécuteurs de basses œuvres du capital financier et de la grande bourgeoisie qui le monopolise. Ce sont les États eux-mêmes ou leurs associations internationales qui assurent le transfert dans les caisses de la haute finance des sommes extorquées aux classes laborieuses.

Nous avons également souligné à plusieurs reprises que ce détournement d'une fraction croissante du grand capital des investissements productifs vers le placement dans des opérations financières n'est pas seulement un prélèvement sur l'économie au profit de la finance. Cela modifie le fonctionnement même de l'économie dans son ensemble.

En constatant le gonflement de la finance par rapport à la production, on résume la dynamique du grand capital à notre époque. Il ne s'agit cependant pas de deux secteurs distincts de l'économie, encore moins de deux fractions distinctes de la grande bourgeoisie qui monopolise le grand capital. Il s'agit du comportement des mêmes grands groupes industriels et financiers.

La plupart des faits et des événements de l'économie capitaliste qui paraissent chaotiques et sans rapport entre eux sont des expressions concrètes, directes ou indirectes de la financiarisation.

Depuis le début de cette évolution du capitalisme en crise, nous avons eu à discuter, explicitement ou implicitement, avec toutes sortes de courants réformistes, staliniens ou altermondialistes, pour combattre l'idée que cette évolution est le fait de la politique des États et des gouvernements. Il fut un temps où ces courants mettaient en cause Thatcher, Reagan et quelques autres. Ces gens-là sont morts et enterrés depuis longtemps : l'évolution continue cependant et s'amplifie...

La financiarisation ne résulte pas d'une orientation politique. Les politiques dans ce domaine comme dans bien d'autres ne servent qu'à justifier, parfois avec du retard et souvent en anticipant, l'orientation du grand capital. Il s'agit d'une évolution de fond du capitalisme impérialiste lui-même, dont la politique des États est un des éléments, décisif à certains moments, mais parmi d'autres.

Le colonialisme, cette première forme de l'impérialisme, ne fut pas le seul fait d'un Jules Ferry ou d'un Gallieni. L'impérialisme lui-même, tel que l'a analysé Lénine, ne résultait pas de choix, de décisions des États dans les pays économiquement avancés à la fin du 19^e siècle. Lénine décrivait l'évolution du capitalisme lui-même à un certain stade de son développement, dont la politique des États n'était qu'une expression.

Ce n'est pas un simple débat théorique, cela ne l'a jamais été, et certainement pas au temps de Lénine. C'était une opposition de fond entre les communistes révolutionnaires et les réformistes. À l'époque, cela portait sur les raisons fondamentales de la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, derrière la mise en cause des seuls gouvernements et de leurs choix de politique économique, il y a l'idée qu'une autre politique est possible dans le cadre du système capitaliste.

La financiarisation croissante de l'économie, avec ses conséquences catastrophiques pour la société, est l'expression du parasitisme croissant du capitalisme lui-même. Prétendre la combattre sur la base de l'économie de marché et de la propriété privée des moyens de production est une escroquerie.

Les capitaux ne se contentent pas de se déverser sur le marché des produits financiers. Ils poussent sans cesse à élargir ce marché. Cela passe par l'invention de ce que les financiers appellent des « nouveaux produits financiers ». La création d'une multitude de nouveaux titres a joué le même rôle sur le marché financier que l'invention des téléphones portables et des smartphones dans le domaine productif, quoique à une tout autre échelle.

Les produits financiers sont aujourd'hui innombrables et incontrôlables. Ils se vendent et s'achètent à la vitesse permise par les techniques les plus modernes et en utilisant les interconnexions de notre époque. Certains de leurs moyens, comme le trading haute fréquence, se passent même de l'intervention humaine pour profiter du moindre décalage entre les prix des produits financiers sur les Bourses des quatre coins de la planète.

MAIN BASSE SUR LE SECTEUR PUBLIC

Les capitaux privés sont poussés sans cesse à élargir le marché financier. En premier lieu en y intégrant le secteur étatique, y compris et surtout les services dits publics, transports, système hospitalier, protection sociale, qui brassent des sommes considérables.

Les capitaux privés parasitent depuis toujours les services dits publics. Même étatique à 100 %, la SNCF fait prospérer depuis toujours une

multitude de fournisseurs et de sous-traitants. Mais avec la financiarisation, les capitaux privés pénètrent à l'intérieur même du secteur étatique pour le soumettre de plus en plus aux lois du marché et de la concurrence, et donc de la finance.

Les services publics, comme les appellent les réformistes de tout poil, du PCF aux syndicalistes, n'ont jamais été vraiment au service du public. Ils ont été mis en place, pour la plupart d'entre eux, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, pour assurer des services indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste, mais pas assez profitables à l'époque pour que les capitaux privés s'y intéressent. Ils résultent, en outre, des nécessités politiques d'un certain contexte économique et social, où il s'agissait de désamorcer la menace que cette guerre aboutisse, comme la Première Guerre mondiale, à des événements révolutionnaires.

Le fait que la santé, la protection sociale ou une partie des transports publics aient échappé à l'économie de marché représentait et représente encore un avantage pour la majorité de la population. Il faut défendre ce qui, dans le service public, va dans le sens des classes populaires, mais pas le « service public » en général. Il faut, au contraire, mettre en évidence, derrière l'abstraction, l'opposition des intérêts de classe.

Remplacer le système actuel des retraites par la retraite par capitalisation, la protection de la Sécurité sociale par l'assurance privée, est l'expression de la même évolution fondamentale qu'a été, par exemple, la coupure de la SNCF en deux puis trois entités qui ont remplacé leurs relations internes, c'est-à-dire planifiées, par des relations commerciales, marchandes. Et qui dit relations marchandes entre les entités issues du démantèlement de la

SNCF, dit aussi autre champ ouvert aux banques, aux prêts et à l'endettement.

Il en va de même pour le système hospitalier. Dans une évolution à long terme, la notion de rentabilité a été introduite dans le fonctionnement des hôpitaux. Puis, au nom de la modernisation, on a poussé vers l'endettement. Résultat : les hôpitaux publics restent publics, au sens où ils n'ont pas d'actionnaires privés, et donc ils ne versent pas de dividendes ; en revanche, ils paient des intérêts de plus en plus élevés aux banques. Et, en réalité, c'est pour dégager l'argent nécessaire à payer ces intérêts aux banques qu'on réorganise en ce moment sur le dos du personnel et des patients.

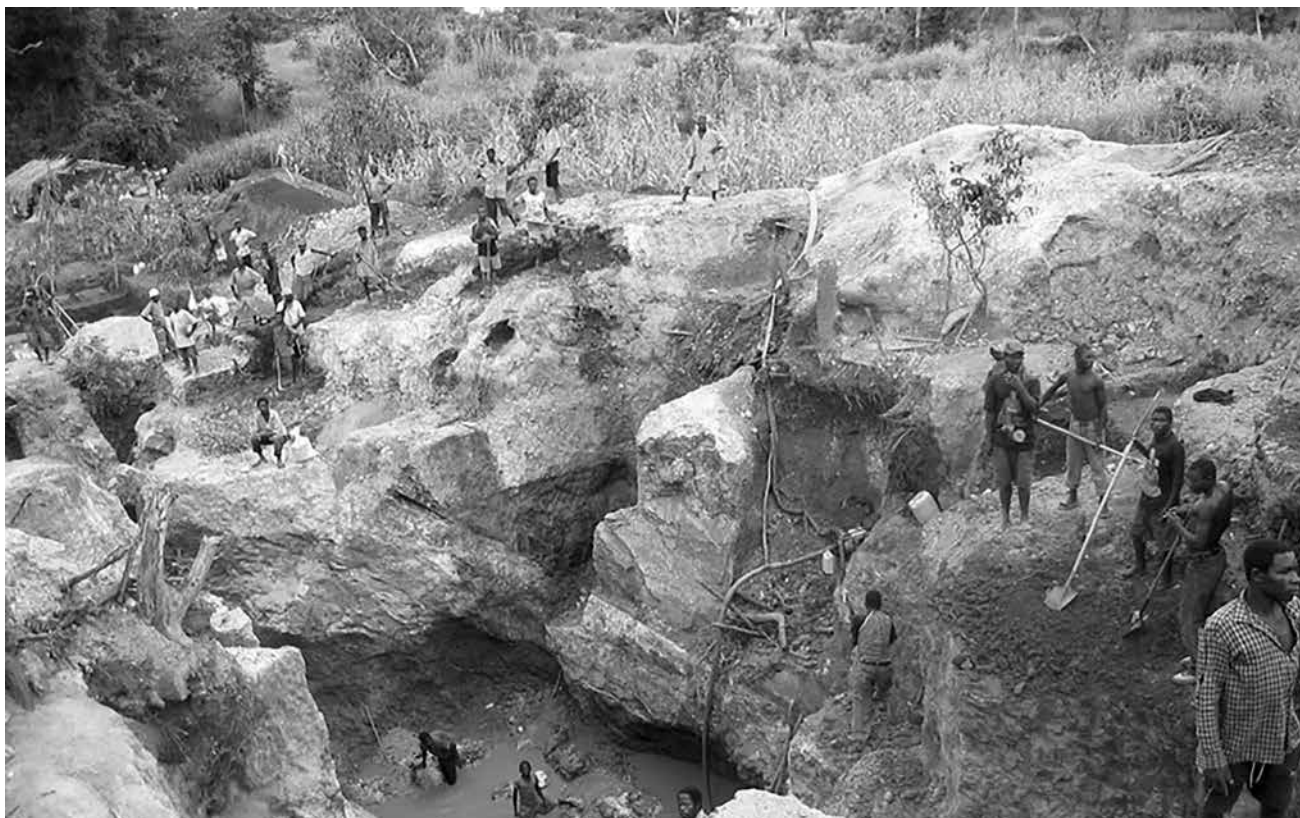
La même évolution explique les difficultés croissantes des collectivités territoriales. Ces difficultés viennent, d'une part, de la baisse des dotations de l'État, ce qui découle déjà du propre endettement de l'État, et, d'autre part, de l'endettement des collectivités locales. Là aussi, les banques ont poussé à l'endettement en proposant des produits financiers plus ou moins sophistiqués pour financer la construction, ici, d'une piscine, là, d'un terrain de sport, dépenses qui aujourd'hui leur reviennent en boomerang avec une envolée de l'endettement. (cf. la faillite de la banque Dexia).

Rappelons aussi pour mémoire que les sociétés d'assurance, dont les plus importantes sont aussi de grands groupes financiers, lorgnent vers la Sécurité sociale. Démolir la Sécurité sociale par la concurrence extérieure ou par l'intégration d'une partie de la sécurité sociale elle-même dans l'économie de marché ouvrira au secteur privé l'accès à des sommes considérables qui pourront à leur tour entrer dans la danse de la finance et de la spéculation.

Une autre conséquence de la financiarisation, et non des moindres, est que si les liquidités déversées dans l'économie profitent au grand capital, elles démolissent en même temps le rôle de régulateur que jouent les crises cycliques dans l'économie capitaliste. Ce sont les crises cycliques qui régulent l'économie capitaliste anarchique, qui adaptent après coup la production à la consommation solvable, dans la brutalité des fermetures d'usine, de l'envolée du chômage et de l'effondrement des prix. En élaguant l'économie de ses secteurs bancals, elles provoquent la concentration croissante des capitaux et, le point le plus bas atteint, conduisent au redémarrage de la production.

Dans l'économie financiarisée, même cette régulation brutale est faussée. Le caractère anarchique du capitalisme prend un caractère encore plus violent et de plus en plus déconnecté de l'économie productive.

Quant à imposer aux banques des règles de fonctionnement susceptibles de freiner les emballements financiers, ce que promettaient les dirigeants des puissances impérialistes paniqués par la crise du système bancaire en 2008, il s'agit d'une fumisterie. La circulation des titres financiers est de plus en plus assurée par des établissements non bancaires : assureurs, fonds de pension, fonds d'investissement, fonds spéculatifs multiples. Créer des filiales non bancaires est d'ailleurs un des biais par lesquels les grandes banques qui dominent l'économie mondiale contournent même le peu de réglementations que les États tentent de leur imposer. La folie que dénonce le titre du livre de Patrick Artus n'est pas seulement celle des banques centrales, c'est la folie du système capitaliste lui-même. Une folie exacerbée, aggravée encore par la financiarisation.



BGR-Hannover

Extraction du coltan, destiné aux téléphones mobiles, au Mozambique.

La crise et la financiarisation croissante de l'économie ont affecté la classe ouvrière par l'aggravation du chômage et de la précarité, y compris dans les pays impérialistes. En outre, la division internationale du travail, en entraînant sans cesse des modifications dans l'économie, a eu pour conséquence des modifications dans la composition de la classe ouvrière et sa répartition géographique. Les activités productives se sont de plus en plus déplacées vers les pays pauvres, où les salaires sont plus bas. Dans les pays impérialistes se sont développés ce qu'on regroupe sous le nom générique très vague de services : les usines et zones industrielles où étaient concentrés des dizaines de milliers d'ouvriers sont relayées dans ces pays par des concentrations de banques, de sociétés d'assurance, de sociétés de grande distribution, avec leur armada d'employés aux salaires souvent guère supérieurs, voire pas du tout, à ceux des travailleurs de l'industrie.

En même temps, la crise et le

chômage ont fourni le terreau qui permet à la bourgeoisie et à ses serviteurs de pousser à la formation de ce qu'on appelle pompeusement les auto-entreprises. Le chômeur devenu vendeur de pizza dans sa camionnette ou la chômeuse devenue couturière à domicile, n'ont pas cessé d'être des prolétaires. Ils ont surtout perdu le peu de protection qu'ils avaient, moins grâce aux lois que grâce à leur appartenance à une collectivité. Cette dislocation d'une partie de la classe ouvrière en travailleurs isolés les uns des autres n'est certainement pas une avancée. Et il est significatif que la bourgeoisie des pays impérialistes développés redécouvre les charmes de ce que, dans les pays pauvres, on appelle le secteur informel.

Le pourrissement du capitalisme dont la financiarisation est l'expression a des effets délétères sur le prolétariat et sa conscience de classe. Il favorise l'individualisme, les repliements et le préjugé que le sort de chacun est entre ses mains.

L'AVENIR APPARTIENT AU PROLÉTARIAT

La conscience de classe du prolétariat et son incarnation dans le mouvement ouvrier organisé ont émergé à travers d'innombrables combats contre ses exploiters.

De tout temps la bourgeoisie a cherché à contrecarrer cette prise de conscience. Dès les débuts en suscitant la concurrence entre travailleurs, en mettant en compétition les travailleurs les uns contre les autres, en misant sur l'aspiration de s'en sortir individuellement. Au fil du temps et du développement économique, elle a ajouté d'autres cordes à son arc en se servant des institutions que l'histoire lui a données : les curés et leurs équivalents aux quatre coins du monde au début, puis, à partir d'un certain moment, les appareils issus du mouvement ouvrier lui-même, syndicats, partis réformistes, etc.

La bourgeoisie a appris à se servir de la diversification de la classe ouvrière, conséquence

du développement économique lui-même, pour dresser de nouvelles barrières entre les uns et les autres, en fonction de leur catégorie, de leurs origines, de leur statut.

Au-delà de sa diversité, le prolétariat continue cependant à se renforcer numériquement à l'échelle du monde. Pour variées que soient leurs conditions d'existence entre pays et à l'intérieur de chaque pays, les prolétaires ont en commun de ne pouvoir vivre qu'en vendant leur force de travail, que d'être exploités. Les nécessités même de la production capitaliste lient dans une seule chaîne les chaînons dispersés à l'échelle de la planète: des enfants qui, au Congo, extraient des profondeurs de la terre, dans des conditions infâmes, les métaux rares nécessaires à la fabrication des téléphones portables, jusqu'aux manœuvres des entrepôts d'Amazon ou des vendeurs de la FNAC qui contribuent à leur vente, en passant par les gamines de 12 ou 14 ans qui assemblent ces merveilles de la technique moderne dans les usines chinoises. Ce sont eux qui font fonctionner l'économie mondiale.

L'interdépendance des prolétaires de différents pays qui participent à ces chaînes de production est inscrite dans le fonctionnement même de l'économie capitaliste, financiarisée ou pas. La bourgeoisie capitaliste combat et combattra inévitablement toute politique destinée à rendre conscients les travailleurs occupant des positions différentes dans les chaînes de production, elle essaiera de les empêcher d'être solidaires et de prendre conscience que leur intérêt à tous est de s'engager dans le même combat pour renverser la dictature de la classe capitaliste sur la société. Elle aiguillera les différences nationales ou culturelles entre les uns et les autres, les différences de

niveau de vie, le nationalisme et bien d'autres facteurs encore.

Il est indispensable d'opposer à cette attitude de la bourgeoisie une politique qui vise à développer la conscience de classe.

La grande vague révolutionnaire du lendemain de la Première Guerre mondiale avait pour centre de gravité les grandes usines avec leurs milliers d'ouvriers. En Allemagne bien sûr, mais aussi en Hongrie et surtout en Russie, malgré l'arriération de son économie. En Chine, quelques années plus tard, la montée ouvrière de Canton aussi bien que l'insurrection de Shanghai ont été le fait d'un prolétariat composé en partie des travailleurs des secteurs industriels modernes, ceux de l'industrie cotonnière ou des filatures, des mineurs et des cheminots, mais plus encore des coolies, des portefaix, des conducteurs de pousse-pousse, les rickshaws (les auto-entrepreneurs de l'époque !), auxquels s'ajoutaient des centaines de milliers de petits artisans et d'employés de boutiques. Ils se sont retrouvés dans la même insurrection prolétarienne qui, bien que vaincue, a marqué l'histoire de la Chine.

Alors, le véritable problème de l'avenir de la société est celui de la renaissance de la direction révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire des partis communistes révolutionnaires, et en même temps celle d'une internationale capable de comprendre les effets délétères d'une société capitaliste et de les combattre.

Nous écrivions dans notre texte de congrès de 2014:

« Il y a près d'un siècle déjà, au moment où les rivalités impérialistes plongeaient la planète dans une Première Guerre mondiale, Lénine qualifiait l'impérialisme de « stade sénile du capitalisme ». Faute d'avoir été détruit par le prolétariat révolu-

tionnaire, ce capitalisme sénile continue à survivre. Les lois de la biologie ne sont pas décalquables à la société humaine: une forme d'organisation sociale même anachronique depuis longtemps, devenue sénile, ne disparaît que lorsque la classe privilégiée qui en est bénéficiaire est renversée par une classe sociale porteuse d'une nouvelle forme, supérieure, de l'organisation sociale. L'humanité aura payé le retard de la révolution sociale par la crise en 1929, par la barbarie nazie, une deuxième guerre mondiale puis après trois décennies d'accalmie relative, par une nouvelle crise économique et par la croissance extraordinaire du parasitisme de la finance avec toutes les menaces qu'elle recèle.

La question qui se pose à la société dépasse, et de très loin, la nécessité de défendre les conditions d'existence de la classe ouvrière, la principale classe productive de l'économie. Elle est celle de l'avenir de l'humanité.

La société ne se développe plus sur la base du capitalisme. L'avenir de l'humanité dépend de la capacité de la classe ouvrière de s'élever au niveau de la tâche historique qui lui incombe et où aucune autre force sociale ne peut la remplacer: celle de renverser la domination de la grande bourgeoisie et de remplacer l'économie capitaliste par une organisation économique qui permette à l'humanité de reprendre sa marche en avant. »

Nous n'avons rien à ajouter à cette affirmation, sauf le constat que la situation économique s'est encore aggravée au cours de 2015 et s'annonce encore pire en 2016, avec toutes ses conséquences sur les relations sociales, sur la vie tout court. « Socialisme ou barbarie », nous vivons une des périodes de l'histoire du capitalisme où cette expression prend tout son sens.

4 février 2016



Situation internationale

Guerres au Moyen-Orient, en Afrique, dans une partie de l'ex-URSS, loi des bandes armées, bruits de bottes un peu partout: l'ordre impérialiste remis en cause en diverses régions du globe dégage la même odeur de décomposition que l'année dernière, mais en plus fort encore.

À la migration de ceux qui fuient l'Afrique, ses guerres, ses dictatures et sa pauvreté dans l'espoir illusoire de trouver une vie plus digne en Europe, s'est ajoutée la vague venant du Moyen-Orient en guerre. « *La plus grande vague migratoire depuis la Deuxième Guerre mondiale* » affirme la presse à sensation. Même si ce type d'affirmation est destiné surtout à semer la panique dans les riches pays impérialistes, la comparaison n'est pas hasardeuse. Le monde est en train de s'enfoncer dans la barbarie, d'une autre forme que celle qui a fait écrire à Victor Serge, à la fin des années trente, qu'« *il est minuit dans le siècle* », mais c'est une plongée dans la barbarie quand même.

GUERRES AU MOYEN-ORIENT

Depuis l'été 2014, la politique des puissances impérialistes au Moyen-Orient s'est centrée sur la question de « vaincre Daech ». Son irruption, le contrôle établi par ses milices sur des territoires de plus en plus étendus, leur posent problème non pas du fait de la férocité de la dictature que l'État islamique fait peser sur les populations, mais du fait qu'il est incontrôlable et rend encore plus instable le système de divisions et d'op-

positions sur lequel s'appuie la domination de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Cet État islamique n'est pas sorti de nulle part, pas plus que les différents groupes armés qui se disputent le contrôle des territoires. La politique des puissances impérialistes a été de favoriser les groupes et les régimes les plus réactionnaires. Les groupes dits djihadistes se sont développés en particulier en Afghanistan lorsque les États-Unis les ont appuyés contre l'intervention militaire soviétique. L'État américain leur a fourni armes et financements, notamment par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite, dont Ben Laden a été d'abord un agent. Ensuite, en créant l'organisation al-Qaida, en menant des actions terroristes contre des objectifs tels que les tours jumelles de New York le 11 septembre 2001, celui-ci a voulu conquérir l'aura d'un combattant contre l'influence occidentale et regrouper ainsi sous sa bannière les bandes armées existantes, de l'Afghanistan à l'Algérie.

L'aventure militaire lancée en Irak en 2003 par le président des États-Unis d'alors, George W. Bush, a ouvert un nouvel espace au développement de telles milices. En mettant en place un pouvoir politique do-

miné par les clans chiites, en licenciant l'armée irakienne de Saddam Hussein et l'ensemble de ses cadres sunnites, les dirigeants américains ont fourni à ces milices des milliers de combattants potentiels. Dans les conditions de misère et de délabrement de la société irakienne résultant de l'occupation militaire occidentale, en faire partie est souvent le seul moyen de toucher un salaire et de nourrir sa famille. Les financements et les soutiens n'ont pas manqué, des puissances comme l'Arabie saoudite ou l'Iran ayant vite compris quel parti elles pouvaient tirer de telles milices dans la lutte d'influence qui les oppose.

La déstabilisation du régime syrien, à partir de 2011, a encore élargi le terrain d'affrontement entre les différentes milices et les différentes puissances. Le régime de Bachar al-Assad a répondu par une répression violente au mouvement de contestation populaire né en Syrie en mars 2011 à la suite du « printemps arabe » de Tunisie et d'Égypte. Lorsqu'une partie de l'opposition syrienne a créé des groupes armés pour lutter contre le régime, les différentes puissances de la région ont cherché à utiliser ces groupes pour en faire les instruments de leur politique.

Depuis le début de cette guerre civile, les puissances impérialistes ont apporté aux groupes de l'opposition syrienne un soutien très calculé. Intéressés à affaiblir le régime de Damas, trop indépendant à leur égard, les dirigeants occidentaux n'étaient pas nécessairement intéressés à sa chute tant qu'ils n'avaient pas de garanties sur le pouvoir politique qui lui aurait succédé. Mais ils n'ont pas empêché la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar d'apporter un soutien ouvert aux différentes milices islamistes qui sont apparues sur le terrain, elles-mêmes le plus souvent rivales. Le régime de Bachar al-Assad lui-même, en libérant des opposants islamistes, a mené la politique du pire afin de démontrer aux dirigeants occidentaux que la seule alternative à son maintien serait un régime intégriste encore moins contrôlable.

Dans cette situation, le groupe État islamique, lui-même issu d'al-Qaïda et renforcé par d'anciens cadres de l'armée irakienne, a pu s'emparer de vastes territoires aussi bien en Irak qu'en Syrie et y établir son propre pouvoir. Produit de la politique impérialiste et des interventions concurrentes des régimes voisins de l'Irak et de la Syrie, il n'en échappe pas moins au contrôle de ces régimes autant qu'à celui des puissances occidentales et a repris la politique d'al-Qaïda en organisant des attentats terroristes en Europe et dans de nombreux autres pays dont l'Égypte, le Liban, la Turquie, le Yémen.

Les États-Unis ont fait de la lutte contre l'État islamique l'objectif immédiat de la « lutte contre le terrorisme », devenue depuis des années l'enseigne de leur politique. La lutte contre Daech et ses exactions leur a fourni un motif pour rassembler une coalition internationale dont le but véritable est

de tenter d'imposer à des États aux intérêts divergents un semblant d'unité derrière la politique de Washington. C'est en grande partie un échec car ils ne peuvent empêcher la Turquie, l'Arabie saoudite ou le Qatar de jouer leur propre jeu. Ainsi le régime turc continue de favoriser l'État islamique et de donner la priorité à la guerre contre les Kurdes, sur lesquels les États-Unis auraient souhaité s'appuyer. L'Arabie saoudite, bien plus que contre Daech, lutte prioritairement contre l'influence de l'Iran, alors que les États-Unis voudraient normaliser les relations avec ce pays pour stabiliser la situation en Irak et en Syrie. De même, tout en s'affichant aux côtés des États-Unis dans la lutte contre Daech, la France profite de leurs difficultés avec leurs alliés pour afficher sa différence, pour se placer et surtout pour vendre des armements à l'Arabie saoudite et à ses proches.

Après l'Irak, la Syrie mais aussi le Yémen sont aujourd'hui des terrains où s'affrontent, par milices interposées, les différentes puissances de la région et leurs protecteurs plus lointains. Le Moyen-Orient a été longtemps polarisé par le conflit opposant Israël d'un côté, les pays arabes et musulmans de l'autre. Ce conflit n'a pas disparu, le peuple palestinien continue à subir l'oppression de l'État d'Israël avec le soutien des puissances impérialistes. Mais ce sont les conflits qui opposent l'Arabie saoudite, la Turquie et les Émirats d'un côté, l'Iran et ses alliés de l'autre, qui dominent l'actualité, sans oublier les différentes factions kurdes qui profitent de la situation pour se tailler un territoire tout en restant rivales entre elles.

Présenter ces conflits comme opposant un grand camp musulman sunnite à un grand camp musulman chiite est une simplification abusive et trom-

peuse, même si, faute d'autre idéologie, les protagonistes s'appuient sur des solidarités fondées sur l'appartenance religieuse. Dans un contexte où l'hégémonie des grandes puissances n'est plus incontestée et où leur politique de division tend à morceler encore plus la région, les frontières tracées arbitrairement en 1919 après la fin de l'Empire ottoman ont de moins en moins de sens et les luttes d'influence, voire les affrontements entre puissances régionales, s'intensifient. Les puissances impérialistes elles-mêmes ont du mal à les maîtriser, même quand elles les ont suscitées.

L'unité de façade de la coalition anti-Daech cache mal d'énormes fissures et le fait qu'elle n'a pas d'objectif politique défini, sinon de maintenir envers et contre tout la présence de l'impérialisme dans une région en voie d'éclatement, en gérant au jour le jour des contradictions toujours plus insolubles. Dans ces conditions, l'intervention militaire de la Russie en Syrie, commencée à l'automne 2015, certainement concertée avec les États-Unis, est venue tirer ceux-ci d'un mauvais pas. Après cinq ans de guerre civile, sauf à faire de la Syrie un pays définitivement livré à des bandes armées incontrôlables se disputant les territoires et pillant la population, il est clair qu'il n'existe pas d'alternative politique au régime de Damas. Les dirigeants américains savent fort bien que celui-ci peut être un interlocuteur fiable, d'autant plus prêt à collaborer qu'il a été mis sous forte pression, et même si cela implique un partage d'influence avec la Russie et l'Iran. Mais il leur est difficile de l'admettre ouvertement sans accroître encore leurs difficultés avec leurs alliés locaux, tels que la Turquie et l'Arabie saoudite.

Les États-Unis préfèrent

donc laisser à la Russie le soin, pour autant que ce soit possible, de rétablir l'autorité de ce régime syrien dont elle est l'alliée. Ils en sont quittes pour protester verbalement lorsque les bombes russes frappent des groupes armés qu'ils ont préalablement soutenus, mais qu'ils sont prêts à abandonner. De même, les pourparlers engagés sous l'égide de l'ONU en vue d'une «solution politique» en Syrie ne sont qu'une façade permettant d'attendre que la solution se dégage sur le terrain, ce qui peut prendre du temps, même avec le secours de l'intervention militaire russe.

La situation du Moyen-Orient est ainsi à l'image de la politique de l'impérialisme. Drapée derrière les mots de maintien de la paix, de démocratie et de droit des peuples, elle ne vise qu'à maintenir des territoires sous sa domination, quitte à agir avec le plus parfait cynisme en manipulant des groupes armés, en jouant des contradictions entre les intérêts des uns et des autres et en appuyant dans les faits des dictatures qu'elle combat en paroles. Loin de lutter contre le terrorisme, cette politique le nourrit, parfois en le soutenant directement, en tout cas en lui fournissant en permanence des combattants. Si même Daech

était vaincu au Moyen-Orient, il ferait seulement place à de nouveaux avatars du djihadisme qui iraient tenter leur chance en d'autres lieux – ou dans les mêmes – avec le soutien intéressé de telle ou telle puissance.

La lutte contre Daech est déjà le prétexte à la constitution d'une nouvelle coalition visant à une prochaine intervention militaire là où il a essaimé, en Libye. Il s'agira de tenter de rétablir une stabilité politique mise à mal par une précédente intervention militaire, qui n'a fait que livrer le pays à des milices concurrentes, ouvrant un large espace à l'activité des groupes djihadistes et rendant incertaine l'exploitation des ressources pétrolières. En ayant toujours plus recours à des méthodes de brigandage, l'impérialisme déstabilise sans cesse son propre système d'exploitation et de domination.

LES CONTRECOUPS EN EUROPE

Les riches pays impérialistes ont beau s'entourer de barbelés, cela ne les protège pas des contrecoups des guerres au Moyen-Orient et de la barbarie montante: les barbelés sont d'ailleurs une des expressions de cette dernière.

Mais les contrecoups de la guerre au Moyen-Orient n'atteignent pas l'Europe uniquement sur ce terrain. Les attentats terroristes, sous-produits sanglants de ces guerres, sont utilisés par les puissances impérialistes, à commencer par la nôtre, pour entretenir un climat de plus en plus guerrier. L'état d'urgence proclamé en France, en voie d'être consacré par son inscription dans la Constitution, est totalement inefficace pour s'opposer aux attentats et à plus forte raison pour enrayer le terrorisme. Mais il sert à tenter d'embrigader la population et à entretenir un état d'esprit de forteresse assiégée, avec des contrecoups pour les quelques libertés démocratiques dont s'enorgueillissent les démocraties impérialistes.

Tout en dénonçant le terrorisme et les courants politiques réactionnaires qui le pratiquent pour imposer leur dictature, nous rejetons toute forme d'union sacrée avec les responsables de la politique de notre impérialisme.

Parmi les contrecoups, il y a aussi la montée de l'extrême droite presque partout en Europe. Elle se développe partout sur l'usure des partis bourgeois traditionnels, sur leur incapacité de faire face à la crise de l'économie capitaliste mondiale et à ses multiples conséquences.

Les formations qui font de la xénophobie, du chauvinisme, du racisme leur capital politique se développent sur des peurs dont elles se servent, mais qu'elles propagent et amplifient en même temps.

Mais ces formations se développent surtout parce qu'il n'y a nulle part, face à elles, un mouvement ouvrier politique capable d'opposer à la société une autre perspective que les mièvreries des partis de la gauche traditionnelle, PC compris, là en tout cas où il existe encore.

L'Union européenne, cette



Pilonnage de la ville de Douma, près de Damas (30 décembre 2015).

coalition de brigands impérialistes d'Europe péniblement mise en place en quelque cinq décennies, est en train de se craqueler de toutes parts. Cinq ans après la crise de l'euro (2010-2011), puis la crise grecque de l'année dernière, cette fois-ci c'est l'attitude vis-à-vis de la migration qui oppose les uns aux autres les différents pays de l'Union européenne.

Faut-il souligner que, dans ce qu'ils appellent la crise migratoire, c'est l'impérialisme français, dirigé par un gouvernement socialiste, qui a une des attitudes les plus abjectes? Au point qu'Angela Merkel, femme de droite, a des allures d'humaniste à côté de Hollande et Valls, dont le langage et la politique anti-émigrés n'ont rien à envier à ceux de la droite et de l'extrême droite.

Les grandes puissances qui dominent l'Europe sont cependant toutes sur la même ligne qui consiste à faire pression sur un État qui ne fait pourtant pas partie de l'Union (la Turquie) pour qu'il accueille les migrants venus de Syrie et d'Irak (alors qu'il en a déjà deux millions et demi sur son sol), tout en exigeant qu'il leur interdise de continuer leur voyage vers l'Europe. Elles montrent le même type d'exigence cynique à l'égard de la Grèce, qui fait bien partie de l'Union européenne mais qui en est un des pays les plus pauvres.

Ces frontières qui se ferment à l'intérieur même de l'Union européenne, ces barbelés entre la Hongrie et la Croatie, la Slovanie et l'Autriche, ou encore le rétablissement des contrôles entre l'Allemagne et la France et même entre l'Allemagne et l'Autriche signent le certificat de décès des accords de Schengen. C'est un début de repliement national et il est difficile de prévoir jusqu'où cela peut aller.

L'évolution réactionnaire des choses commence à poser des

problèmes même à la bourgeoisie, en tout cas à ses intérêts économiques.

Le journal *Les Échos* du 4 février titre même: «*La fin de l'espace Schengen pénaliserait fortement l'économie européenne*» et d'affirmer, dans le même article: «*France Stratégie, un think tank rattaché à Matignon, estime l'impact économique de la fin des accords de Schengen à 13 milliards d'euros pour l'hexagone à l'horizon 2025, soit 0,5 point de PIB. Et pour les pays de l'espace Schengen pris dans leur ensemble l'impact serait encore plus important, il est évalué à environ 0,8 point de PIB, soit plus de 100 milliards d'euros à l'horizon de dix ans.*»

Et pour cause: les grandes entreprises qui ont été les principales bénéficiaires de la mise en commun du marché européen ont construit tout un réseau d'usines interdépendantes. Pour ce qui est de l'industrie automobile par exemple, le processus même de fabrication d'une voiture traverse les frontières. Les contrôles rétablis sur les frontières allongent le temps de transport et donc les délais de livraison avec un impact sur la fluidité des échanges économiques. La même officine citée par *Les Échos* ajoute: «*Le coût direct pour la France serait de un à deux milliards d'euros selon l'intensité des contrôles aux frontières, sans compter le coût budgétaire de ces contrôles.*» Tout cela pèsera lourdement car la France réalise près de la moitié de son commerce extérieur avec des membres de l'espace Schengen.

Même la grande bourgeoisie britannique soucieuse de préserver les liens de la Grande-Bretagne avec les États-Unis, malgré son appartenance à l'Union européenne, ne tient pas pour autant à rompre avec cette dernière. Elle qui d'ordinaire laisse ses serviteurs à la tête du gouvernement gérer les affaires politiques courantes,

commence à s'inquiéter publiquement du référendum envisagé par le gouvernement conservateur, sous la pression de la droite souverainiste, sur la question de l'appartenance ou pas du pays à l'Union européenne.

L'éventualité d'une sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (le Brexit) inquiète, au-delà de la grande bourgeoisie anglaise, la grande finance internationale. Elle ajouterait un élément d'incertitude, alors même que le krach financier mondial qui s'annonce ébranle de nouveau les pays européens et leur Union si mal ficelée. Les banques européennes plongent. La zone euro est de nouveau menacée par un retour de la crise des dettes souveraines de la Grèce, du Portugal et peut-être même de l'Italie.

L'Union européenne n'a jamais été autre chose qu'une entente entre puissances européennes, concurrentes mais forcées de s'unir jusqu'à un certain point pour survivre dans la guerre qu'elles se livrent les unes aux autres. Mais la disparition des quelques retombées positives que cette union a entraînées, comme la libre circulation entre pays d'Europe, pour limitées qu'elles soient, serait un recul, l'expression, en tout cas, du fait que sous le règne de la bourgeoisie il n'y a pas de progrès possible.

Dans notre critique de la propagande antieuropéenne de certaines composantes de la gauche, le PC dans le passé, relayé par Mélenchon, voire par une partie de l'extrême gauche, nous avons toujours dénoncé le fait que ces organisations, en rejetant sur les institutions européennes la responsabilité qui est celle de la dictature du grand capital sur l'économie, détournaient les travailleurs des objectifs de la lutte de classe contre la grande bourgeoisie et sa domination sur l'économie et la société. Dans le contexte

de l'évolution réactionnaire des choses, l'agitation politique de ces gens qui se prétendent à la gauche de la gauche ressemble de plus en plus à celle de la droite souverainiste et de l'extrême droite.

Le glissement à droite qui caractérise nombre de riches pays d'Europe occidentale, pays nordiques, Danemark, Suède, Norvège comprise, eux qui ont longtemps passé pour des modèles de démocratie bourgeoise, est plus visible et plus brutal dans les pays de l'Est européen. La Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, pays dits du groupe de Visegrad, se sont donné des gouvernements qui, aux thèses habituelles du FN, ont ajouté l'exaltation des racines chrétiennes de l'Europe et une xénophobie qui ne cherche même pas à se dissimuler.

Dans ces pays, plus pauvres que la partie occidentale de l'Europe, l'expression politique des rapports sociaux est plus brutale que dans les vieilles démocraties impérialistes. Mais quant à l'attitude de rejet vis-à-vis des migrants, si un Orban peut se vanter d'avoir donné l'exemple aux démocraties occidentales, les dirigeants socialistes de la France se singularisent surtout par une plus grande hypocrisie.

Exception en Europe, la considération des partis traditionnels de la bourgeoisie en Grèce a profité, dans un premier temps en tout cas, non pas à l'extrême droite de l'Aube Dorée, mais à Syriza qui se prétendait d'extrême gauche. L'arrivée de Tsipras à la tête du gouvernement était l'expression d'une certaine radicalisation électorale des classes populaires en Grèce.

L'attitude de la troïka (le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne) a été l'illustration du fait que les États qui constituent l'Union européenne ne sont pas égaux,

malgré la façade prétendument démocratique de cette Union. Les relations entre les puissances impérialistes d'Europe et les pays de la partie pauvre d'Europe sont régies par les mêmes types de rapports que l'ensemble du monde impérialiste: les bourgeoisies des pays les plus riches imposent leur diktat aux États les plus faibles.

Les promesses de Tsipras à son électorat étaient très modestes en ce qui concerne les salaires et les retraites. L'originalité de sa politique par rapport à ses prédécesseurs résidait surtout dans son refus que la Grèce soit traitée par les puissances impérialistes d'Europe comme une semi-colonie placée sous leur tutelle. Il n'a jamais représenté, ni de près ni de loin, les intérêts politiques de la classe ouvrière grecque. Il ne l'a jamais prétendu d'ailleurs, même si d'autres lui attribuaient des objectifs qu'il n'avait pas. Il n'a même jamais tenté de s'en prendre aux possédants grecs, à la grande bourgeoisie des armateurs, à l'Église, etc. Et il n'était pas en situation d'opposer un rapport de force aux exigences des institutions internationales de la bourgeoisie.

Tsipras n'a pas mis longtemps à craquer devant la pression des institutions internationales de la bourgeoisie en acceptant d'être, dans son pays, l'exécuteur des exigences de la finance. Quant à chercher véritablement des appuis du côté des masses populaires, cela n'a jamais été dans les intentions ni dans la politique de Tsipras.

L'évolution politique en Espagne a une certaine similitude avec celle de la Grèce. L'écœurement des classes exploitées face aux partis traditionnels de la bourgeoisie, en particulier la social-démocratie, se manifeste notamment par une montée de Podemos, mais aussi par une montée de l'indépendantisme catalan. Mais si Tsipras a au

moins tenté de résister quelque temps aux pressions de la bourgeoisie internationale, Pablo Iglesias, avant même d'accéder au gouvernement, semble disposé à participer à tous les marchandages pour y parvenir.

Même lorsque les partis traditionnels s'usent au pouvoir au point de ne plus être assez crédibles pour assurer la possibilité d'une alternance, la bourgeoisie peut trouver des candidats pour assurer la relève. C'est-à-dire disposer, fût-ce de façon fugitive, d'assez de crédit pour se faire élire et gouverner ensuite dans l'intérêt de la bourgeoisie.

LE CONFLIT ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE ET SES ARBITRES IMPÉRIALISTES

L'ex-URSS, en particulier ses deux principales composantes: Russie et Ukraine, subit les effets conjugués de deux crises majeures. D'une part, les répliques de ce tremblement de terre à l'échelle d'un sixième de la planète que fut l'effondrement de l'Union soviétique, voici un quart de siècle – dont l'actuel conflit Russie-Ukraine est la plus récente manifestation. D'autre part, les répercussions de la crise mondiale de l'économie capitaliste qui frappent ces deux pays et leurs populations, bien que de façon différente.

L'Ukraine se trouvait au bord du défaut de paiement, il y a un peu plus de deux ans, quand ses dirigeants se posèrent la question d'accepter ou pas le traité d'association que leur proposait l'Union européenne (UE) et qu'ils avaient négocié avec elle. Depuis, la situation a empiré: l'État ne boucle ses fins de mois qu'avec l'appui politiquement et financièrement intéressé des puissances impérialistes; son président d'alors, Ianoukovitch, a été chassé par la rue; partout règne une forme de chaos sur fond de guerre et

d'effondrement économique et social.

Quant au traité, il vient d'entrer en vigueur. Excluant toute perspective d'adhésion à l'UE, il se borne à un partenariat commercial entre un pays à genoux et l'Europe, ou plutôt ses grands groupes qui viennent y faire leur marché : pour vendre leurs produits (à qui en aura les moyens), racheter des entreprises en faillite, faire produire par une main-d'œuvre plus qualifiée qu'en Asie, mais payée aussi peu, voire moins encore.

Ce traité a impliqué que l'Ukraine rompe ses liens avec l'Union eurasiatique, une zone de libre-échange regroupant autour de la Russie certaines ex-républiques soviétiques, principal débouché des productions ukrainiennes. Le président ukrainien Ianoukovitch ayant, en son temps, estimé que tout compte fait l'Ukraine – en fait, les clans de la bureaucratie – avait plus à perdre qu'à gagner au traité d'association avec l'UE, il l'avait finalement rejeté.

Cela avait déclenché un mouvement rappelant la « révolution orange », une décennie auparavant. Partie des milieux étudiantins pro-occidentaux, la contestation avait gagné la petite bourgeoisie des grands centres et entraîné dans son sillage des couches sociales plus populaires. Au fil d'une mobilisation que, malgré le déchaînement de sa police, le pouvoir ne parvenait pas à briser, une partie de la population avait cru reconnaître dans les objectifs de ce mouvement son aspiration à vivre mieux et à en finir avec la corruption, la voracité et l'impunité des bandits au pouvoir.

Durant des mois d'occupation du centre de Kiev, le mouvement du Maïdan eut le soutien appuyé de l'Europe et surtout des États-Unis, qui voyaient là une nouvelle occasion d'avancer leurs pions au détriment de

la Russie dans ce qui avait été l'Union soviétique.

Issu du Maïdan, qui coalisait des politiciens et clans dirigeants rivaux, des partis allant des pro-européens aux ultranationalistes fascistes, le nouveau pouvoir se révéla d'emblée miné par ses contradictions internes. Les événements ayant fissuré l'appareil d'État d'un bout à l'autre du pays, les autorités en appelèrent aux forces – bureaucrates, mafieux, affairistes – contrôlant les régions et leurs richesses. À peine Ianoukovitch avait-il décampé que ses tombeurs adoubaient ostensiblement nombre de politiciens et oligarques du régime précédent vomis par la population.

En province, la tutelle de Kiev n'est que virtuelle, et inexistant dans l'Est industriel, qui a fait sécession avec l'appui de Moscou. Quant à la Crimée, avec sa population largement russe, ses bases navales, ses industries militaires, le Kremlin a pu la récupérer. Mais il a ainsi également récupéré la dépendance de la Crimée vis-à-vis de l'Ukraine pour ses voies de communication terrestres, son approvisionnement en énergie, eau et produits de base, autant de problèmes que la Russie est bien en peine de résoudre. À cela s'ajoutent, motivées par ce que les États occidentaux considèrent comme une annexion, des sanctions en série qui aggravent l'impact de la crise mondiale sur l'état économique et financier de la Russie.

Ses dirigeants, qui avaient perdu la Petite-Russie (l'Ukraine), se vantaient vis-à-vis de leur opinion d'avoir (re)pris le Donbass et la Crimée à un pays qui leur tournait le dos. C'est une victoire à la Pyrrhus pour le Kremlin, et surtout un piège sanglant pour les classes laborieuses de Russie et d'Ukraine.

En Ukraine, cela approfondit un fossé dramatique au sein de la population, parfois même des

familles. Le conflit du Donbass, qui a déjà fait près de 10 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés, et détruit localités, industries et infrastructures, a transformé en enfer la vie dans ces régions très peuplées de la ligne de front.

Ce climat de guerre renforce aussi le poids des oligarques sur leurs fiefs et sur le gouvernement. Face à ce pouvoir incapable de se faire obéir et, malgré l'aide occidentale, de former des régiments que les conscrits ne désertent pas, les magnats des affaires ont créé des armées privées. Ces bataillons formés d'aventuriers en quête de butin et d'activistes d'extrême droite, tout en guerroyant à l'Est contre les ennemis de Kiev, protègent les fiefs de leurs commanditaires contre les velléités de Kiev d'établir son autorité.

L'extrême droite la plus radicale n'a plus de représentation au gouvernement. Mais son discours ultranationaliste et fascisant fait écho, en l'amplifiant, au nationalisme belliqueux et à l'anticommunisme du pouvoir, qu'applaudissent l'Europe et l'Amérique. L'extrême droite ne se contente pas d'infecter l'atmosphère avec son idéologie : ses gens ont aussi infiltré des rouages de l'appareil étatique, à commencer par les organes de répression.

Les groupes d'extrême droite, qui se confondent souvent avec les milices privées des entreprises, sont une menace pour les travailleurs qui voudraient réagir à la flambée des prix, du chômage, et aux mesures gouvernementales « anticrise » exigées par le FMI et autres huissiers du grand capital international. Et ces groupes se sentent déjà assez forts et sûrs de leur impunité pour vouloir empêcher les rares manifestations publiques des groupes d'extrême gauche ou assimilés, et pour agresser et fichier leurs militants.

Quant à la Russie, durant des années, le régime Poutine a pu obtenir une certaine paix sociale avec un relatif plein emploi, des salaires qui augmentaient un peu en termes réels. Mais, la chute des cours des matières premières, résultat du reflux de la demande internationale lié à la crise mondiale, combinée aux sanctions occidentales, a jeté le pays dans la récession.

Le rouble est à son niveau le plus bas depuis plus d'une décennie, l'inflation s'envole, les cours mondiaux du gaz et du pétrole – dont dépend plus de la moitié des rentrées du budget de l'État russe – ont dévié, le Produit intérieur brut, qui avait déjà reculé en 2014, a encore cédé 3,7% en 2015. Et tout semble indiquer que ce recul continuera en 2016.

Alors que des secteurs entiers sont menacés (automobile, agriculture), que des entreprises ferment ou mettent leur personnel au chômage technique non indemnisé, fin janvier, le gouvernement a dû lancer un plan anticrise de 9 milliards d'euros. Il a dû revoir son Budget 2016, établi sur la base d'un baril de pétrole à 50 dollars (la moitié de son cours d'il y a un an), alors qu'il est tombé à 30 dollars. Il annonce aussi un grand plan de privatisations pour se procurer de l'argent, mais aussi pour offrir de nouvelles sources de pillage aux nantis et privilégiés locaux.

Malgré les rodomontades des dirigeants russes, qui avaient prétendu que les sanctions occidentales allaient doper certaines productions locales et que l'État russe disposait d'assez de réserves de change pour tenir, depuis plus d'un an, la population ne voit rien venir, sinon des nuages de plus en plus sombres. Et ce ne sont pas les gesticulations nationalistes du Kremlin à l'encontre de la Turquie qui amélioreront la situation – alors que nombre

de chantiers de BTP sont opérés par des sociétés turques – ni les vivats que poussent régulièrement dirigeants et médias autour des opérations militaires russes en Syrie.

Ces dernières visent à assurer au Kremlin le maintien des rares bases militaires dont il dispose hors l'ex-URSS et, surtout, à le rendre incontournable, aux yeux des États-Unis, dans la question explosive du borbier syrien et la prétendue lutte internationale contre le terrorisme. Outre redorer son blason de puissance revenue au premier plan, le Kremlin espère aussi que cela lui vaudra un assouplissement des sanctions occidentales.

Mais cette politique de bombardements quotidiens, de déplacement de bateaux, d'avions, d'équipements militaires et de milliers de soldats pour les servir a un coût. Il est terrible pour les populations qui en font les frais. Mais il est énorme aussi

pour les finances mises à mal de l'État russe et pour la population russe qui paye et va payer l'addition : par des coupes plus sévères dans les budgets sociaux, les dépenses utiles de l'État, des hausses des impôts, et aussi par un regain dans l'intoxication nationaliste et militariste de toute la société.

Rien ne dit que les dirigeants russes pourront aussi facilement que par le passé « souler leur peuple de fumée », dissimuler sous les canonnades la réalité sociale : celle de la corruption massive des bureaucrates, du train de vie ostentatoire et de l'enrichissement criminel des oligarques quand la grande majorité de la population voit fondre son niveau de vie.

Avec Poutine, la Russie a retrouvé un certain poids dans les relations internationales, perdu au temps d'Eltsine. Du point de vue des rapports de force, on est loin des relations



Assiette-portrait de Poutine : «La Crimée est à nous» (2015).

du même type avec les États-Unis au temps de l'URSS, même à son époque finissante. Tout en restant une grande puissance sur le plan militaire, la Russie s'est considérablement affaiblie avec la décomposition de l'URSS, avec la disparition de l'économie planifiée.

Il reste cependant, dans ces relations avec les États-Unis, le même caractère contradictoire qu'il y avait à l'époque de l'URSS. Son intervention actuelle en Syrie montre que, si elle sait profiter de l'occasion pour préserver ses intérêts de grande puissance, elle le fait en jouant les auxiliaires pour préserver l'ordre international dominé par l'intérêt de l'impérialisme.

LES ÉTATS-UNIS

La vie politique aux États-Unis est marquée par la fin du deuxième mandat d'Obama. En 2008, Obama avait promis la fin de la guerre en Irak ou la fermeture de Guantanamo; huit ans après, Guantanamo n'a pas fermé, et les États-Unis s'impliquent dans la guerre en Irak et en Syrie au motif de lutter contre le terrorisme. Sur le plan intérieur, son bilan laisse également toute une partie de son électorat amère, alors que la pauvreté s'accroît et que même la condition des Noirs n'a pas progressé, comme l'illustrent les violences policières et l'incarcération de masse dont ils continuent d'être victimes. Même si Obama est encore président pour quelques mois, les Républicains dominent la vie politique. Ils contrôlaient déjà la Chambre des représentants et tiennent, depuis novembre 2014, le Sénat. Les Républicains contrôlent aussi 70 % des assemblées des États et plus de 60 % des postes de gouverneur. De toute façon, les différences entre les deux partis ont toujours été marginales.

L'actualité est maintenant dominée par la campagne des primaires pour l'investiture des deux grands partis, en vue de l'élection présidentielle qui aura lieu en novembre prochain. S'il y a quelques mois, tout laissait penser que le scrutin allait voir s'affronter de nouveau – en la personne de Jeb Bush et d'Hillary Clinton – deux familles qui ont déjà occupé à elles deux la Maison-Blanche pendant une vingtaine d'années, le suspense a été un peu relancé. Du côté des Républicains, c'est le plus réactionnaire, le plus provocateur des candidats qui fait la course en tête: le milliardaire Donald Trump, connu pour ses propos misogynes et xénophobes, qui promet de fermer les frontières aux musulmans, accusés d'être des terroristes, et d'expulser les immigrés en situation irrégulière qu'il accuse d'être des criminels, des violeurs et de prendre leurs emplois aux Américains. Trump n'a certes fait que puiser dans l'argumentaire traditionnel des Républicains, se contentant d'exprimer ces idées crasses de façon un peu plus caricaturale, comme savent le faire les démagogues. Pour élargir son électorat dans des couches populaires au-delà de la base réactionnaire du parti républicain, il ajoute à

sa démagogie des propos vengeurs contre les inégalités ou les banques, reprenant des thèmes du mouvement Occupy Wall Street.

Du côté démocrate, Hillary Clinton a pour principal challenger Bernie Sanders, qui se prétend socialiste et dénonce le fossé croissant entre les riches et le reste de la population. Mais la démagogie de Sanders reste purement verbale. Sénateur dit indépendant de l'État du Vermont, il a voté 98 fois sur 100 avec les Démocrates: pour la criminalisation des Noirs, pour l'intervention militaire américaine en Afghanistan ou encore pour le soutien à Israël lors du bombardement de Gaza. Tout au plus Sanders peut-il capter la colère d'une fraction des classes populaires, pour mieux la drainer vers le Parti démocrate, ce grand parti de la bourgeoisie. S'il existe un suspense dans ces élections américaines, c'est parce qu'il faut que le show continue. Mais les capitalistes américains savent que pour eux, l'issue sera une happy end.

Depuis 2009, les économistes bourgeois expliquent que l'économie américaine connaît une croissance. Certes, les profits sont revenus à un niveau élevé; en termes de part du PIB, ils



Village de tentes destiné aux chômeurs ayant perdu leur logement, à Seattle (octobre 2015).

atteignent des niveaux inédits depuis 1929. L'essentiel de ces profits est transféré aux actionnaires et aux plus hauts dirigeants. Au cours des cinq dernières années, les entreprises ont ainsi racheté leurs propres actions pour une moyenne de 500 milliards de dollars par an, pour relever leur cours en Bourse. Toutes entreprises confondues, la masse des dividendes atteint environ 10% du PIB. La spéculation est repartie de plus belle.

L'économie américaine reste sous perfusion de la Réserve fédérale, et la croissance ne se traduit que peu par une reprise de l'emploi. Alors que tous les économistes bourgeois expliquent que les salaires augmentent quand le chômage baisse, les revenus des travailleurs n'augmentent pas, ils diminuent.

L'administration Obama s'est certes targuée d'une baisse du chômage, officiellement à 5% fin 2015 (contre 5,6% fin 2014). Ces chiffres ne sont que la partie émergée de l'iceberg : il y a, d'après les statistiques officielles, 7,1 millions de salariés à temps partiel imposé, 2,2 millions de personnes dites «*marginale*ment rattachées à la main-d'œuvre» : il s'agit de gens au chômage, mais qui n'ont pas fait de recherche active, enregistrée par les autorités, pendant les quatre semaines précédant l'enquête. Donc, plus de 9 millions qui n'ont pas un temps plein ou ne travaillent pas, alors qu'ils le voudraient, s'ajoutent aux 9,3 millions de chômeurs officiels. Autrement dit, c'est un taux de chômage réel de 10% et non de 5%.

Surtout, le taux d'emploi n'augmente que peu. En 2007, les États-Unis comptaient 121 millions de personnes employées à temps plein ; en décembre 2015, elles étaient 122,6 millions (+ 1,3%). entre-temps, la population américaine est pourtant passée de 301 à 320 millions d'habitants

(+ 6,3%). Le taux population employée / population totale est donc plus parlant. Ce taux a atteint son maximum historique au printemps 2000, à 64,7%, avant l'éclatement de la bulle spéculative Internet. Avec la crise des subprimes puis celle de l'économie, il est tombé à 58,2% en 2011 ; aujourd'hui, il n'est qu'à 59,5%.

Il y a aussi des millions de gens qui ne cherchent plus de travail et ne sont donc plus comptés parmi les chômeurs. Un organisme qui se fait fort de dénombrer le nombre de chômeurs réels en recense environ 23%, et ne détecte aucune baisse.

L'automobile est un cas emblématique. Les ventes ont atteint un record historique de 17,5 millions de voitures et d'utilitaires en 2015 (contre 10,4 millions en 2009). La production est au plus haut, les profits sont de retour. Les grandes firmes automobiles font des bénéfices record. Les effectifs de l'industrie automobile, en revanche, n'ont pas remonté au même niveau. Alors qu'elle vend plus de véhicules qu'il y a dix ans, elle n'emploie que 915 000 salariés en 2015, contre 1 090 000 en 2005.

Tout cela entraîne la croissance des inégalités. Selon la Réserve fédérale, les 3% des citoyens les plus aisés ont perçu 30,5% du total des revenus en 2013. Les 7% suivants en ont empoché 16,8%. Cela laisse la moitié du montant total des revenus aux 90% restants. Les 3% les plus aisés ont aussi été la seule catégorie à enregistrer une augmentation de leur part des revenus depuis le début des années 1990.

LA CHINE

Le ralentissement de la croissance chinoise concerne en particulier l'industrie. Il se traduit par des licenciements

massifs. Ainsi, Long May, le premier groupe minier du nord-est du pays a annoncé la suppression de 100 000 emplois sur les 240 000 qu'il avait dans le Heilongjiang (ex-Mandchourie), région d'industries lourdes. Alors que, sous l'effet des mobilisations ouvrières, les salaires moyens ont augmenté ces dernières années, les entreprises, chinoises ou occidentales, relocalisent aussi leur production vers des pays à moindre coût. Par exemple si, en 2010, 40% des chaussures Nike étaient produites en Chine contre 13% au Vietnam, la part chinoise est tombée à 30% en 2013, et celle du Vietnam est passée à 42%. Ces hausses de salaires restent cependant relatives. Des ouvriers chinois travaillant pour fabriquer un smartphone d'Apple qui vaut près de 1 000 dollars sont payés 1,85 dollar de l'heure. Et si les grèves et les mobilisations ouvrières semblent se multiplier, en particulier dans l'industrie, le bâtiment et les mines, c'est, dans deux tiers des cas, simplement pour que les salaires soient payés. Ce que les médias occidentaux se plaisent à qualifier de miracle chinois continue d'être payé au prix fort par le prolétariat : exploitation féroce, semaines de travail interminables, accidents meurtriers, etc. Sans parler des empoisonnements ou de la pollution, qui tuerait chaque année quelque 1,6 million de personnes, soit 4 400 par jour.

Au cours de l'été 2015, puis de nouveau en janvier 2016, les Bourses de Shanghai et Shenzhen ont connu de véritables krachs. La Bourse de Shanghai avait monté de 150% en un an, créant une bulle spéculative qui éclate aujourd'hui. Symptôme du ralentissement économique, le krach peut l'accélérer. Il est sans doute trop tôt pour dire si ses conséquences peuvent être du même ordre que celles du krach asiatique de 1997, quand l'effondrement

de la Bourse de Malaisie avait emporté toute l'Asie du Sud-Est et ses « dragons » dans la crise. Le fait que malgré la libéralisation des 35 dernières années, une part importante des entreprises chinoises reste contrôlée par l'État permet à ce dernier d'amortir les chocs du marché. Mais cela n'empêche pas que la petite et la grande bourgeoisie chinoises, quelque 200 millions de personnes qui avaient investi dans la Bourse et dans l'immobilier, deux secteurs aujourd'hui en crise, comptent leurs pertes.

La vie politique intérieure est marquée par la campagne contre la corruption et contre les « *infractions à la discipline du parti* ». De nombreux cadres sont limogés par le tandem au pouvoir, Xi Jinping et Li Keqiang. En décembre, la 11^e fortune du pays, Guo Guangchang, a ainsi « disparu » pendant quatre jours aux mains de la police, obligeant le conglomérat Fosun (qui possède notamment le Club Med) qu'il dirige à suspendre sa cotation. Un autre patron, Mike Poon (copropriétaire de l'aéroport de Toulouse-Blagnac), a quant à lui disparu six mois avant d'être miraculeusement « *de retour au bureau* ». D'autres ont eu moins de chance, qu'ils aient été lourdement condamnés par la justice ou soient mystérieusement morts en prison, comme le milliardaire Xu Ming, un industriel de 44 ans sans antécédent cardiaque mais qui avait eu le tort de lier son destin à celui de Bo Xilai, un « prince rouge » tombé en 2012, qui croupit depuis derrière les barreaux. Derrière ces sanctions, se produisent des règlements de comptes plus ou moins violents au sein de l'appareil d'État.

Il est bien difficile de prévoir les conséquences politiques du ralentissement économique de la Chine. Il reste que, pendant ces années où ce pays est devenu l'atelier du monde,

s'est développé un prolétariat chinois considérable, un des prolétariats numériquement les plus importants du monde. L'immense paysannerie de ce pays s'est largement prolétarisée. C'est le travail de ces prolétaires qui a permis aux grandes villes chinoises de se transformer, de devenir des métropoles modernes. C'est leur travail qui fait tourner cet « atelier du monde » qui a non seulement permis l'enrichissement d'une bourgeoisie chinoise et d'une bureaucratie étatique embourgeoisée, mais qui enrichit aussi et sans doute bien plus encore le grand capital japonais, américain et quelques autres.

Malgré un régime de dictature, ce prolétariat a déjà mené des luttes grévistes importantes. La rapidité avec laquelle ce prolétariat s'éveillera aussi à la vie politique, c'est-à-dire à la prise de conscience de ses intérêts politiques, est une question déterminante pour l'avenir, pas seulement de la Chine mais du monde entier.

LE PROLÉTARIAT ET LA CRISE DE LA DIRECTION PROLÉTARIENNE

En Chine, au Brésil, en Inde, au Bangladesh ou, bien plus près de l'Europe, en Turquie, dans tous ces pays dits émergents où s'est renforcé un prolétariat jeune et souvent combatif, se pose la question de la transmission du capital d'expérience, du capital politique accumulés par le prolétariat mondial dans son ensemble.

Le prolétariat a commencé à se développer dans les pays devenus industriels d'Europe occidentale. C'est dans ces pays-là que se sont menées les premières grandes luttes du prolétariat et c'est là où a émergé une conscience de classe : les premières luttes du prolétariat naissant en France dans le développement même de la

révolution bourgeoise, les premiers regroupements se revendiquant de l'idéal communiste, le chartisme en Angleterre, ce vaste combat politique entraînant dans la mobilisation des centaines de milliers de travailleurs, les premiers combats politiques propres au prolétariat dans la vague révolutionnaire de 1848-1849 en Allemagne, en Autriche et surtout en France, la Commune de Paris, le bouleversement économique et social en Allemagne accompagné du développement fulgurant d'un parti ouvrier puissant, le parti social-démocrate. C'est dans une région périphérique d'Europe, en Russie, qu'un jeune prolétariat a pris le relais du mouvement ouvrier d'Europe occidentale, en s'instruisant de ses expériences pour aller plus loin, avec l'explosion révolutionnaire de 1905 et la création de soviets, ces formes d'organisation ouvrière qui annonçaient la forme concrète qu'allait prendre le premier État ouvrier durable, surgi de la prise du pouvoir révolutionnaire par les travailleurs.

Le marxisme communiste révolutionnaire a été l'expression théorique de tous ces combats, de ce développement de la conscience de classe, où chaque montée révolutionnaire pouvait s'appuyer sur l'expérience de la précédente, même si elle avait lieu dans un autre pays.

L'histoire et le développement économique ont fait que le mouvement ouvrier conscient s'est développé en Europe et c'est également là que des Marx, Engels, Bebel, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky et bien d'autres, ont formulé les idées du communisme révolutionnaire et les ont enrichies au fil des luttes du prolétariat. Ils ne se limitaient pas à tel ou tel pays d'Europe car, du prolétariat anglais au prolétariat russe, en passant par le prolétariat français et allemand, lorsque l'un d'entre eux avait épuisé sa créativité

ou son énergie révolutionnaire, une fois que le feu s'était éteint dans un pays, tôt ou tard les flammes réapparaissaient ailleurs. Cette histoire n'était pas linéaire. Dans sa lutte contre la bourgeoisie, la classe ouvrière a connu des succès et des échecs, des reculs, des répressions. Pire encore, lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, elle a subi la trahison de ses propres organisations. Elle a toujours surmonté les échecs. Même la grande trahison de la Deuxième Internationale au début de la Première Guerre mondiale n'a pas arrêté cette transmission des idées et des pratiques du mouvement ouvrier révolutionnaire car, la social-démocratie déchu, le communisme a pris le relais. La Première Guerre mondiale commencée dans la débâcle des organisations de la II^e Internationale s'est terminée avec la révolution russe, suivie de la vague révolutionnaire qui avait submergé toute l'Europe, et avec la création de la III^e Internationale.

C'est cette continuité-là, cette transmission des expériences de la lutte de classe prolétarienne de génération en génération et de pays en pays, ce développement continu de la conscience de classe, qui ont été rompus par le stalinisme. Là est la responsabilité majeure du stalinisme dans l'anéantissement de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Là est la cause principale du retard pris par le prolétariat dans son combat contre la bourgeoisie capitaliste. Le règne de la bourgeoisie est devenu anachronique depuis longtemps, depuis l'émergence de l'impérialisme, ce « stade sé-



Grève en Inde, à l'usine Maruti Suzuki à Gurgaon, dans la banlieue de New Delhi. (mai 2009)

nile du capitalisme» dont parlait Lénine. Celui-ci a failli être emporté par la vague révolutionnaire du lendemain de la Première Guerre mondiale mais il a survécu. L'humanité allait payer par le nazisme, par une deuxième guerre mondiale, la survie du capitalisme.

La crise de la direction prolétarienne a pris le relais comme facteur décisif du retard de la révolution. L'humanité continue à en payer le prix par la montée actuelle de la barbarie. Mais la classe ouvrière n'a pas cessé d'être à la base du fonctionnement de l'économie et n'a même pas cessé de se renforcer numériquement.

C'est peut-être le développement de la classe ouvrière en Chine qui résume le problème du prolétariat mondial. Les contradictions de classe qui déchirent ce pays pousseront inévitablement les ouvriers chinois à la lutte. Personne ne peut prévoir comment les choses vont se passer, mais il se peut que ce soit précisément le retournement de la situa-

tion économique en Chine, avec toutes les conséquences catastrophiques qu'il aura pour une classe ouvrière jeune et nombreuse, qui poussera cette dernière vers des luttes bien plus amples que les luttes ouvrières du 19^e et du début du 20^e siècles. C'est là qu'il deviendra primordial que le prolétariat de Chine renoue avec le passé, c'est-à-dire avec l'expérience de ses frères de classe d'Angleterre, de France, d'Allemagne ou de Russie et qu'il accède à la conscience politique indispensable pour disputer le pouvoir à la bourgeoisie et se donne le parti pour incarner cette conscience. La société capitaliste porte en elle-même les forces qui la détruiront et tôt ou tard, cela se produira. L'histoire finira inévitablement par se frayer son chemin. Mais renouer avec l'expérience du passé et retrouver sa conscience de classe économiserait bien des tâtonnements au prolétariat et bien des souffrances à l'humanité.

12 février 2016



Situation intérieure

Attentats terroristes ; emprise croissante du Front national ; repli identitaire et religieux ; rejet des migrants : l'année 2015 a connu une accélération de l'évolution réactionnaire de la société et de la vie politique. Cette évolution se nourrit, en dernier ressort, de la crise du capitalisme. Preuve pourtant éclatante de l'absurdité du capitalisme et de l'incapacité de la bourgeoisie à diriger l'économie, la crise a renforcé la position de la classe capitaliste en affaiblissant la capacité de riposte des travailleurs.

Depuis des décennies, la bourgeoisie s'est employée à casser les statuts que les travailleurs considéraient comme acquis. Si l'expression « uberisation de l'économie » est nouvelle, le phénomène, enclenché avec l'externalisation et la multiplication de la sous-traitance, est ancien et a déjà morcelé les usines et la classe ouvrière. Le patronat ne procède pratiquement plus à de nouvelles embauches qu'en contrats précaires, et la relation salariale est de plus en plus régie non pas par le Code du travail mais par le droit commercial.

Les gouvernements successifs modifient les lois pour faciliter l'offensive patronale. Mais le grand patronat peut s'exonérer des contraintes liées au contrat de travail, au Code du travail et à la protection sociale, en dehors de tout changement législatif, grâce au pouvoir que la propriété de son capital lui confère sur les entreprises et sur les travailleurs. Se limiter à dénoncer la politique gouvernementale sans dénoncer l'offensive du grand capital, nécessairement brutale dans cette période de crise, représente une trahison des intérêts des travailleurs.

La détérioration du rapport de force, le morcellement de la classe ouvrière, l'exclusion et la marginalisation d'une fraction toujours plus grande des classes populaires aggravent l'individualisme et l'exacerbation de la concurrence. Ils favorisent la montée des idées réactionnaires. Ces ingrédients forment un engrenage, où le repli sur soi et le communautarisme répondent au rejet de l'autre et nourrissent à leur tour le racisme et le rejet.

Mais la perte de repères frappe d'autant plus facilement qu'a quasiment disparu le mouvement ouvrier capable de mettre en avant des idéaux et une perspective d'émancipation pour les opprimés. Les courants révolutionnaires ont eu de tout temps à mener le combat au sein de la classe ouvrière contre les courants réformistes. Le stalinisme a non seulement redonné un second souffle au réformisme mais il a brisé par la violence la continuité du courant communiste.

Le stalinisme a perverti l'idéal associé au communisme et les idées révolutionnaires. Il a brouillé les consciences en associant nationalisme et lutte de classe, en vidant le mot ré-

volution de tout sens concret et en reprenant à son compte les mots et les objectifs de la bourgeoisie, comme il le fit après la Deuxième Guerre mondiale en demandant aux travailleurs de retrousser leurs manches pour construire « une France forte ». Aujourd'hui, alors même que l'économie capitaliste s'enfoncé dans la crise et interdit toute réforme sociale sérieuse et durable, les travailleurs sont profondément désarmés.

L'expression extrême de cette vague réactionnaire est l'attraction morbide que Daech exerce sur une fraction de la jeunesse. Si les mécanismes individuels débouchant sur un tel lavage de cerveau sont variés, on ne peut pas ne pas faire le lien avec l'affaiblissement des réseaux militants et le recul des idées révolutionnaires. Car il fut un temps où une fraction de cette jeunesse faisait des milliers de kilomètres, traversait des océans et des continents pour joindre ses forces aux révolutionnaires, à la Révolution russe, à la révolution espagnole ou encore aux différentes révolutions nationalistes ou tiers-mondistes. Le fait qu'une fraction de la jeunesse exprime son rejet de la société en re-

gardant du côté de Daech, et le renforcement des pratiques religieuses, témoignent moins de la force d'attraction des religions que du vide sidéral laissé par le mouvement ouvrier révolutionnaire.

L'INTÉGRATION DES SYNDICATS

Ce n'est pas le mouvement syndical qui compensera ce vide. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Trotsky insistait déjà sur la tendance profonde des syndicats à s'intégrer dans l'appareil d'État. Cette tendance n'a pas cessé de se renforcer. Les directions syndicales se sont intégrées dans la société bourgeoise, se rapprochant du patronat, et s'éloignant des travailleurs et de leurs luttes. Au lieu de compter sur les travailleurs, sur leur conscience de classe et leur combativité, les dirigeants des confédérations syndicales sont devenus des superavocats occupés à négocier avec le patronat des accords dans lesquels les travailleurs sont perdants.

Au temps où elle était aux mains des staliniens, la CGT fut la courroie de transmission du PCF et soumit les luttes des travailleurs elles-mêmes à ses objectifs politiques. Les appareils syndicaux, la CGT en tête, furent dans les années d'après-guerre de puissants instruments contre-révolutionnaires. Ils continuaient, malgré tout, à transmettre, de façon très déformée, des réflexes et quelques valeurs de la lutte de classe. Aujourd'hui, ils n'ont plus ni la force ni la volonté de le faire.

Au niveau des entreprises, les syndicats ont même délaissé l'organisation élémentaire des travailleurs. Les militants les plus dévoués justifient cet abandon et la politique d'intégration des directions syndicales par l'abatement et la

démobilisation ouvriers. Mais cette démoralisation est largement de leur responsabilité. Même s'il n'y a pas de luttes explosives, bien des travailleurs se défendent dans les entreprises. Ce ne sont peut-être que des escarmouches, mais elles témoignent que la lutte de classe ne s'arrête jamais et que des travailleurs essayent d'y répondre.

Contre la politique d'individualisation du patronat, des organisations syndicales dignes de ce nom pourraient et devraient avoir la préoccupation d'unifier la classe ouvrière, ne serait-ce qu'en faisant circuler l'information, en faisant connaître les réactions et les luttes, qu'elles échouent ou soient victorieuses. En appelant à des actions communes les ouvriers, les employés, quel que soit leur secteur d'activité, en appelant, ensemble, le privé et le public, elles favoriseraient les contacts de militants et développeraient la conscience d'appartenir à une seule et même classe.

Lors des luttes importantes, la conscience de classe surgit spontanément mais, en dehors de ces périodes, et qui plus est dans un contexte de recul, il revient aux organisations ouvrières de la maintenir et de l'entretenir. Montrer que les travailleurs appartiennent à une classe sociale vivante, qui ne cesse de se battre, conforter les militants en s'appuyant sur les plus combattifs, est une nécessité. Aux militants ouvriers conscients d'agir dans ce sens, quand bien même, dans leur majorité, les travailleurs ne sont pas prêts à se lancer dans le combat.

Même quand elles ne se livrent pas au sabotage de luttes, et avant même que celles-ci ne se développent, les confédérations syndicales sont divisées et irrésolues. Cette indécision pèse sur la confiance des travailleurs dans leur force

collective. Et pourtant, chaque appel syndical trouve du répondant, ce qui montre qu'il existe un milieu militant qui a au moins l'envie de protester. Il faut saisir toutes les occasions de s'adresser à ce milieu, qui est d'autant plus démoralisé qu'il est désemparé par la déchéance de la gauche et par la montée du Front national.

LES TRAHISONS DU PS ET DU PCF

L'expérience passée avait montré que le Parti socialiste au pouvoir était un instrument politique de l'offensive de la bourgeoisie. Un instrument efficace et, par bien des aspects, plus soumis que la droite puisque? du fait de ses origines ouvrières, le PS s'est toujours senti obligé de prouver son dévouement à la bourgeoisie. Le gouvernement actuel n'aura pas dérogé à la règle en multipliant les reniements grossiers.

Lors de sa campagne, Hollande avait désigné la finance comme son ennemie, il finit son mandat flanqué d'un ministre de l'Économie issu de la banque Rothschild, chantre de l'enrichissement individuel. De la lutte contre le chômage, Hollande est passé, en voulant diminuer les allocations-chômage, à la lutte contre les chômeurs. Après avoir assuré les salariés qui luttèrent pour leur emploi de tout son soutien, il s'est systématiquement rangé dans le camp des licenciés et a fait condamner huit anciens salariés de Goodyear à de la prison.

Plus il paraît probable que le PS ne reviendra pas au pouvoir en 2017, plus il se démène pour rendre un dernier service au patronat en démolissant à coups de bulldozer le droit du travail. Avec la réécriture du Code du travail et la réforme concoctée par la ministre du Travail, le gouvernement Hol-

lande-Valls est en train d'imposer des reculs que le patronat n'a jamais réussi à faire passer par la droite.

Cette politique condamne le PS sous la forme qu'on lui connaît depuis des décennies : celle d'un parti qui compte, pour accéder au pouvoir, sur l'électorat populaire et sur le soutien électoral du PCF. Se faire élire par les classes populaires pour mener une politique contraire à leurs intérêts atteint vite des limites. Si le PS a réussi à repousser ces limites depuis des décennies, c'est grâce au PCF.

Le PCF n'a pas seulement été le complice de l'imposture du PS, il l'a rendue possible : en 1936 déjà, avec la politique du Front populaire, et plus récemment, avec sa politique d'union de la gauche officialisée en 1972 par Georges Marchais avec le Programme commun de gouvernement. C'est le PCF et son influence dans la classe ouvrière qui ont sorti le PS du coma politique où l'avait plongé sa politique honteuse à la tête du gouvernement pendant la guerre d'Algérie. C'est le PCF qui a fait passer Mitterrand, vieux routard de la politique ayant fait ses classes à droite de l'échiquier politique, pour un homme de gauche. En demandant aux travailleurs de voter systématiquement pour le PS sous prétexte de battre la droite, le PCF a usé le crédit politique de ses militants ouvriers.

Affaibli, le PCF a de moins en moins la capacité de jouer le rabatteur de voix pour le PS. Ce dernier paiera cash les conséquences de sa politique antiouvrière. Sa seule issue est de viser un nouvel électorat et d'opérer une mue politique. Valls, qui milite pour l'abandon des références aux idéaux socialistes et se revendique de la politique de Tony Blair en Grande-Bretagne et de celle de Schröder en Allemagne, y est

favorable depuis plusieurs années. Aujourd'hui, cette mue est devenue tout à la fois nécessaire pour sa survie et possible.

Les attentats de l'année 2015 et l'émotion qu'ils ont créée ont servi de catalyseur à la droitisation ambiante. Loin de gêner Hollande, ce nouveau contexte lui a donné l'opportunité d'opérer un virage sécuritaire grossier. En déclenchant la polémique sur l'extension de la déchéance de nationalité, Hollande et Valls ont revendiqué leur droitisation.

Pour donner des gages à la droite, les dirigeants du PS sont prêts à sacrifier leurs propres notables en leur demandant de retirer leur liste et d'appeler à voter pour la droite comme on l'a vu lors des régionales ; à apporter leur pierre aux idées les plus crasses, quitte à conforter les racistes et l'extrême droite ; à compromettre quelques libertés démocratiques dont se glorifient les défenseurs de la démocratie bourgeoise.

L'inscription dans la Constitution de l'état d'urgence, le renforcement des pouvoirs de la police et de l'administration sont autant de brèches dans les libertés individuelles et les droits démocratiques. Inutile pour traquer les terroristes, la limitation du droit de manifester a, par exemple, été utilisée pour faire taire les voix discordantes. Quand bien même le gouvernement socialiste ne souhaiterait pas se servir lui-même de ces lois d'exception contre les travailleurs en lutte, ce qui reste à voir, il donne à l'appareil d'État, aux préfets, à la police et aux services de renseignements tous les pouvoirs pour le faire.

Le virage droitier du gouvernement écœure une partie du noyau électoral le plus fidèle au PS, celui pour qui la justice sociale, l'antiracisme et les libertés démocratiques n'étaient pas de vains mots. Mais il ne permet pas pour autant de gagner

des voix dans l'électorat centriste et de droite. Et si, comme tout porte à le croire, la révision de la Constitution tourne au fiasco, Hollande n'aura fait qu'accroître son discrédit.

Seul un concours de circonstances, par exemple deux candidats de droite se concurrençant au premier tour de la présidentielle, pourrait qualifier Hollande ou un autre candidat du PS au second tour et lui donner une chance d'être élu. Quels que soient les aléas électoraux, le PS est en train de se transformer, comme en atteste la popularité grandissante d'un Macron ou d'un Valls dans les milieux bourgeois et petits-bourgeois. Les dirigeants du PS ont coupé les ponts avec ce qui, dans leur héritage, vient du mouvement ouvrier. Il n'y a ni à s'en émouvoir ni à le regretter, c'est au bout du compte une clarification politique. Le monde du travail n'a pas à se sentir lié de quelque façon que ce soit à ce parti.

MONTÉE DU FN ET MANŒUVRES POLITICIENNES

Nous ne reviendrons pas ici dans les détails sur les raisons de la croissance du nombre de votants pour le Front national, y compris parmi les travailleurs, les chômeurs, les retraités des classes populaires, illustrée par les élections régionales de décembre 2015. Nous en avons parlé dans le texte consacré à l'analyse des résultats de ces élections et aux grandes manœuvres politiques qu'elles ont entraînées.

La responsabilité des grands partis de gauche est majeure dans cette évolution, qui amène une fraction de l'électorat ouvrier à voter pour un parti d'extrême droite. Le FN parvient à capitaliser à son profit électoral l'écœurement croissant de l'électorat populaire envers les



Le Pen, fière de figurer parmi les « 100 personnes les plus influentes du monde » selon le magazine américain Time (21 avril 2015).

partis traditionnels en jouant sur le sentiment que « ceux-là, on ne les a pas encore essayés ». C'est une illusion aux conséquences catastrophiques. Le FN est comme les autres partis de la bourgeoisie, en pire.

Il ne combat pas cet ordre social où le grand patronat et les banques ont tout le pouvoir et les exploités n'ont rien. Il drague l'électorat populaire pour l'emporter dans la concurrence qui l'oppose aux partis traditionnels pour les places de notables et l'accès à la mangeoire qui va avec. Et il le fait avec une démagogie particulièrement nuisible aux travailleurs car elle sème la méfiance entre eux en fonction des origines, de la nationalité, elle les dresse les uns contre les autres, en les détournant par là même du combat contre leur véritable ennemi, la grande bourgeoisie capitaliste. Le vote pour le Front national mélange dans le même électorat des travailleurs et leurs pires ennemis : les patrons antiouvriers, les nostalgiques des guerres coloniales, les fascistes en herbe.

Mais chercher à ramener vers les partis de la gauche réformiste la fraction de l'électorat constituée de travailleurs,

de chômeurs et de pauvres, c'est recommencer à les endormir avec les mêmes illusions de vouloir confier le sort des travailleurs à un sauveur suprême issu du personnel politique de la bourgeoisie, qui les vendra inévitablement. Et c'est apporter de l'eau au moulin du Front national en contribuant à lui donner l'aura du parti « seul contre tous ».

Faire renaître un mouvement ouvrier voulant vraiment mener la lutte de classe et mener le combat pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie capitaliste peut seul ouvrir une perspective aux travailleurs.

À droite, la primaire prévue à l'automne est la seule et unique préoccupation. L'enjeu est d'autant plus grand que son gagnant est presque assuré de devenir président de la République en 2017. Le nombre des concurrents potentiels de Sarkozy se multiplie de jour en jour et Juppé tient toujours le haut du pavé. La lutte sera d'autant plus féroce qu'elle se jouera sur le style et la personnalité de chacun car leur ligne politique sera la même. Avec la droitisation générale de la société, avec la droitisation du PS, savoir s'il faut ou non durcir son langage pour essayer d'attirer l'électorat du FN est devenu caduc : il faut, de toute façon, aller à droite. La droite réussira-t-elle sa primaire ou méritera-t-elle sa réputation de

droite la plus bête du monde en se déchirant ? L'avenir nous le dira.

Avec un PS droitisé, il suffit de brandir quelques valeurs progressistes pour se voir coller l'étiquette de gauche. De Taubira jusqu'au Parti communiste en passant par Mélenchon, Duflot, Hamon, Montebourg et pourquoi pas Hulot, nombreux sont ceux à qui on attribue la prétention d'incarner une relève à gauche. Nul besoin de suivre et de commenter en détail les manœuvres qui se trament. Qu'il sorte d'une primaire, d'alliances entre partis ou de la société civile, ou qu'il s'auto-promeuve comme vient de le faire Mélenchon, il y aura un ou plusieurs candidats qui se présenteront pour entretenir l'illusion d'une « vraie politique de gauche ».

En annonçant sa candidature à la présidentielle contre l'avis du PCF et sans prendre la peine de l'avertir, alors qu'il constitue son principal partenaire dans le Front de gauche, Mélenchon a donné une idée du mépris qu'il porte au PCF et à ses militants. C'est la preuve qu'il pense que le PCF sera forcé de se mettre à sa remorque. De fait, Mélenchon est, pour l'heure, le seul candidat à émerger à la gauche de la gauche. Si, du PC jusqu'aux frondeurs, en passant par les écologistes, tout le monde s'accorde à dire qu'il faut s'unir derrière un candi-

La France insoumise

jlm2017.fr

Quand il s'agit de faire vibrer la corde patriotique, Mélenchon n'est pas en reste.



UL Tourcoing

Manifestation à Lille (5 mars 2013).

dat commun, ils sont loin de l'avoir découvert.

Nous ne participerons à aucune de ces tentatives pour ressusciter la gauche. Nous pouvons nous retrouver ponctuellement ou sur tel ou tel événement aux côtés des uns ou des autres, mais nous expliquerons que raisonner en termes de gauche ou de droite prépare de nouvelles tromperies car les véritables frontières politiques sont des frontières de classe.

POUR UNE CONTRE-OFFENSIVE DU MONDE DU TRAVAIL

Autant il ne dépend pas de nous de provoquer l'explosion de colère qui mettra en mouvement l'ensemble de la classe ouvrière, autant nous pouvons contribuer au réarmement des esprits. Pour cela il faut aussi s'adresser aux militants ouvriers politiques, directement issus du PC ou pas. Il est peu vraisemblable que l'on puisse ébranler leur réformisme et leur électoralisme. Mais, avec ceux qui cherchent à comprendre comment nous en sommes arrivés à cette si-

tuation où une organisation d'extrême droite peut se faire passer pour un ami des travailleurs et des pauvres, il faut pousser la discussion jusqu'au bout. Non pas pour les gagner à notre organisation mais pour leur donner envie de reprendre les idées et les mots de lutte de classe.

Cela nécessite de revenir sur la politique de leur direction sans occulter leur propre responsabilité de militants qui ont été les instruments de cette politique. Revenir sur la politique passée de leur parti, c'est aussi parler du présent, de la politique qu'ils défendent aujourd'hui et qui reste basée sur la méfiance à l'égard de la classe ouvrière, c'est-à-dire sur le mépris. Au lieu de véhiculer de nouvelles illusions sur des politiciens qui ne méritent pas la confiance des travailleurs, il faut encourager le monde du travail à mettre en avant ses intérêts et lui donner confiance en ses propres forces.

Les travailleurs ne sont pas les seules victimes de la crise et du système capitaliste, comme en témoignent le mouvement des agriculteurs et celui des chauffeurs de taxi. Ils font

preuve d'une colère et d'une combativité importantes, mais leurs combats mènent à l'impasse. Pour ce qui est des chauffeurs de taxi, l'endettement et la concurrence les poussent à combattre les chauffeurs de VTC, alors qu'ils sont confrontés à la même nécessité de faire vivre leur famille et qu'ils ont, la plupart du temps, une histoire identique, faite de licenciement et de chômage. Que les uns ne puissent obtenir satisfaction que contre les autres est révélateur de l'impasse. Les agriculteurs et les chauffeurs de taxi refusent d'être les victimes de la loi de la jungle sans pour autant supprimer la jungle, où ils rêvent de se faire une petite place. Leur combat est voué à échouer.

Seule la lutte des travailleurs, des exploités, de ceux qui n'ont rien à perdre, si ce n'est leurs chaînes, peut renverser un système aussi injuste qu'irrationnel. Même si la classe ouvrière apparaît abattue et démoralisée, elle seule a la capacité collective de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et de prendre le pouvoir politique pour transformer la société.

18 février 2016



Discussion sur les textes d'orientation

Nous publions ci-dessous des extraits des discussions sur les textes d'orientation adoptés par le congrès.

La crise de l'économie capitaliste

La crise de l'économie capitaliste, la forme qu'elle revêt, son rythme, ont une influence déterminante aussi bien sur la situation internationale que sur la situation intérieure. Ce lien est parfois immédiatement perceptible; parfois les conséquences de tel ou tel soubresaut de la crise ne se manifestent qu'à plus long terme.

Un camarade a trouvé contradictoire que l'on puisse dire que la crise est inhérente au capitalisme, alors que dans le texte on date son début des années 1970. Cela n'est pas contradictoire car, si le capitalisme connaît des crises depuis toujours, en tout cas depuis les débuts de sa mainmise sur l'économie mondiale, disons depuis la révolution industrielle il y a deux siècles, cela ne signifie pas que l'économie soit en crise en permanence.

Le développement de l'économie capitaliste est rythmé depuis ses débuts par des crises cycliques. Au temps de Marx en particulier, il était admis, ou plus exactement constaté, qu'à peu près tous les dix ans

l'activité économique chutait plus ou moins gravement, pour reprendre au bout d'un certain temps. La crise pouvait concerner un nombre de secteurs limité, le bâtiment par exemple, les chemins de fer, ou elle pouvait être plus générale, c'est-à-dire concernant plusieurs secteurs.

La crise était – et est toujours – l'expression d'une réalité fondamentale de l'économie capitaliste. C'est une économie basée sur la propriété privée des moyens de production et les décisions économiques résultent des décisions d'une multitude de capitalistes ou de groupes capitalistes qui, poussés par la recherche du profit individuel, investissent, achètent des instruments de production, des matières premières, embauchent des ouvriers à exploiter et se mettent à produire, non pas en fonction des besoins mais en fonction des besoins solvables, c'est-à-dire en fonction du marché.

L'économie n'étant pas planifiée, ces décisions sont des décisions individuelles en concurrence les unes avec les autres, et personne ne sait par avance si le marché est capable d'absorber ou pas tout ce qu'on produit. On le saurait, d'ailleurs, que ça ne changerait pas grand-chose parce que, même

sans élargissement du marché en général, un capitaliste peut toujours espérer piquer la part de marché des autres.

C'est une économie anarchique. L'équilibre entre ce qu'on a produit et les besoins solvables ne s'établit qu'après coup. Aucun producteur individuel de paires de chaussures, de voitures ou de boîtes de casoulet ne sait par avance si le marché est capable d'absorber sa production. Il ne l'apprend qu'au moment où, en vendant, il se rend compte que personne ne peut acheter sa camelote, soit parce que c'est trop cher pour ce que c'est, soit parce que les clients préfèrent acheter autre chose, ou que les fabricants sont trop nombreux à avoir fabriqué la même chose.

La crise se manifeste donc par la fermeture d'un certain nombre d'usines, par la dévalorisation des capitaux qui avaient été investis, par le licenciement d'un certain nombre de travailleurs, par l'accroissement du chômage et par une baisse des prix.

Quand nous parlons du rôle régulateur des crises, ce rôle se concrétise, encore une fois, après coup. Une fois les canards boiteux éliminés, lorsque la production chute à un tel point que la demande dépasse de

nouveau l'offre, les capitaux se mettent de nouveau à s'investir dans des équipements, à embaucher. C'est ce qu'on appelle la reprise prolongée par un boom, c'est-à-dire par un emballement pour augmenter l'offre, jusqu'à ce que, pour reprendre l'expression marxiste, la capacité illimitée de produire se heurte de nouveau aux limites du marché.

Ce schéma général s'est complexifié au fil du temps. D'abord, par la multiplication des secteurs productifs eux-mêmes. Plus encore par l'évolution interne du capitalisme lui-même, marquée par l'émergence de grands monopoles, par la mainmise croissante de la finance sur la production, par l'impérialisme, par la mondialisation impérialiste. Nous ne reviendrons pas dessus, cela fait partie de notre culture marxiste.

La dernière en date des grandes crises, celle qui a précédé la nôtre, est évidemment la crise de 1929, qui déjà avait une tout autre envergure et de tout autres conséquences que les crises cycliques du 19^e siècle. En 1929, il y avait plusieurs cycles à l'intérieur de la crise elle-même, c'est-à-dire avec plusieurs débuts de redémarrages suivis de chutes. Mais la vague de fond de la crise n'a été résorbée que par la Deuxième Guerre mondiale.

La crise actuelle a en effet débuté en gros dans les années 1970. Elle a débuté d'une autre manière que la crise de 1929. La crise de 1929 a commencé par un effondrement bancaire suivi d'un effondrement économique généralisé, bien plus ample que la crise de notre époque.

Pendant la première période de la Grande Dépression, entre 1929 et 1932, la production industrielle a reculé tous les ans de plus de 15% en Allemagne et de près de 20% aux États-Unis. Nous n'avons pas connu cela dans la crise actuelle, ou pas encore.

À partir de 1970, les États sont intervenus en injectant des quantités croissantes de liquidités dans l'économie, sous les formes les plus diverses, qui ont abouti à cette financiarisation croissante de l'économie. Cela fait un demi-siècle que cela dure. L'économie capitaliste a évité jusqu'à présent un effondrement brutal. Mais elle n'a jamais réussi à ouvrir une nouvelle phase de développement économique. Au point que, comme nous l'avons constaté dans le texte, comme on le dit même depuis plusieurs années, il ne s'agit même plus de crise cyclique au sens des crises du 19^e siècle, mais d'une « crise séculaire », ou « longue dépression », comme l'appellent un certain nombre d'économistes bourgeois, d'une forme d'existence du capitalisme.

C'est à l'intérieur de cette évolution que l'économie a connu un soubresaut majeur en 2008 et qu'il y a tout lieu de craindre une nouvelle crise financière majeure à venir.

Un camarade s'est demandé : « *quel sens donner au mot imminent lorsqu'on parle de ce krach financier dont la menace imminente inquiète tant les économistes bourgeois eux-mêmes* ». Nous n'en savons rien, pas plus que les économistes bourgeois, que cette ignorance n'empêche pas d'écrire et de vendre ouvrage après ouvrage pour expliquer, chiffres et courbes à l'appui, ce qu'ils ne savent pas.

Nous constatons simplement les conséquences de cette financiarisation sur l'économie. D'abord sur l'exploitation des travailleurs. Les biais par lesquels passe l'aggravation de l'exploitation en raison de la financiarisation croissante sont multiples. Il serait difficile de les énumérer, mais disons que ces mécanismes multiples dérivent d'une même réalité.

Que les capitalistes prélèvent leur part de profit directement de l'exploitation des ouvriers

de leur entreprise ou que ces profits viennent d'opérations financières, quelle que soit la forme que ces profits prennent, quels que soient les mécanismes par lesquels les capitalistes tapent dans la cagnotte totale de l'ensemble des plus-values de la société, c'est en dernier ressort l'ensemble des plus-values résultant de l'exploitation qui arrosent tous les capitalistes.

Cela signifie que l'économie capitaliste financiarisée, dans une période de chômage intense, où donc le nombre de travailleurs à exploiter stagne, voire diminue, pousse sans cesse à la surexploitation des travailleurs. La surexploitation des travailleurs se manifeste aussi bien par le blocage, voire le recul des salaires que par l'allongement de la durée du travail et l'aggravation de son intensité. Tout cela est facilité par le chômage, mais l'aggrave en même temps. À ce propos, voici un extrait récent du journal *Les Échos* : « *Aux États-Unis, les milliardaires financiers (hedge funds, capital-investissement, banques...) représentent 27 % du nombre des milliardaires américains, contre 10 % en 1996, d'après une étude de Caroline Feund et Sarah Oliver, du Peterson Institute for International Economics.* » En d'autres termes, si on veut devenir milliardaire, il vaut mieux s'adonner aux opérations financières, à la spéculation, que d'investir dans n'importe quelle production, y compris ce qu'on désigne sous le nom de « nouvelle économie », les Google, les Amazon et autres Facebook qui passent pourtant pour des secteurs qui marchent.

Nous insistons cependant dans le texte sur le fait qu'il n'y a pas deux catégories de la bourgeoisie, une bourgeoisie financière et une bourgeoisie industrielle. C'est le même capital, entre les mains de la même grande bourgeoisie, qui change



Veolia ne laisse aucun morceau.

de forme en fonction des opportunités et l'expression « financiarisation de l'économie » exprime le fait que la finance rapporte plus que l'activité productive. Cette prépondérance de la finance exprime le parasitisme croissant du grand capital.

Une camarade trouve que l'expression du paragraphe 3 affirmant que « *les sociétés d'assurance, dont les plus importantes sont aussi des grands groupes financiers, lorgnent vers la Sécurité sociale* » n'est pas assez forte, car la privatisation de la Sécu est déjà largement en cours. C'est tout à fait juste. Mais rien que le fait de dire que c'est en cours, c'est dire aussi que cela continuera et peut encore empirer. En France, nous ne sommes pas encore dans la même situation qu'aux États-Unis, où il n'y a quasiment rien pour un travailleur pour s'assurer contre la maladie ou pour préparer sa retraite, sinon d'en passer par des sociétés privées.

Mais le plus important à retenir, c'est que la dynamique de la pénétration des capitaux privés dans le secteur public est un phénomène absolument général, et avec ses rythmes variables, qui concerne tous les secteurs. Il faut réaliser qu'il s'agit d'une dynamique. Si on ose utiliser la comparaison, le colonialisme représentait en

son temps, c'est-à-dire à la fin du 19^e siècle, la dynamique du grand capital à une certaine époque de l'impérialisme. Aujourd'hui, le grand capital ne part même pas à la conquête de nouveaux territoires, ce qui amenait à l'époque coloniale tout de même quelques retombées sur l'économie productive (construction de ports ou de voies ferrées, plantations de coton ou d'hévéa). L'objet des conquêtes du capital financier d'aujourd'hui, ce sont les hôpitaux, les chemins de fer, la protection sociale, ce qu'il reste du secteur public. Prenons l'exemple du chemin de fer : de nos jours le grand capital ne pénètre pas dans ce secteur en construisant de nouvelles lignes et de nouveaux réseaux – encore que Bolloré en Afrique... – mais en privatisant le capital lui-même, tout en démantelant des réseaux et des lignes. Le parasitisme du grand capital affaiblit et ruine l'économie productive.

Autre aspect de la financiarisation : le capital financiarisé ne se contente pas d'accéder à la plus-value globale par l'exploitation directe. L'accroissement de la dette publique partout fait que ce sont les États qui prélèvent sur la population de quoi payer aux banques les intérêts qu'elles exigent. D'où la politique d'austérité menée, avec

plus ou moins de rigueur, dans tous les États, y compris les plus riches.

Une partie des économistes, en particulier de gauche, reprochent à juste raison à ces politiques d'austérité de diminuer par là même la capacité de consommation solvable et donc de constituer un obstacle à la reprise. Eh oui, c'est ainsi, mais le grand capital est ainsi, il veut le beurre et l'argent du beurre.

C'est le même grand capital qui profite, via le système bancaire, des intérêts financiers, mais qui profiterait en même temps d'une reprise de la consommation et donc de la production. C'est contradictoire mais c'est ainsi. Les capitalistes qui licencient diminuent par là même la capacité de consommation des travailleurs devenus chômeurs. Mais cela n'empêcherait aucun capitaliste ou groupe capitaliste individuel de procéder à des licenciements si tel est l'intérêt de leur entreprise.

Un camarade s'est demandé : « *Comment se fait-il qu'il n'y a pas plus d'inflation avec toute cette monnaie en circulation ?* » Il s'agit de l'inflation dans les pays impérialistes d'Europe ou des États-Unis, c'est-à-dire dans les pays où se concentrent les plus grandes masses de capitaux. Car un grand nombre de pays sous-développés ou semi-développés, du Brésil ou de l'Argentine à la Turquie, en passant par la Russie, connaissent bien l'inflation.

Mais c'est dans les pays les plus riches, où se produit l'essentiel de l'accumulation du capital, que toute cette masse d'argent jetée dans l'économie, au lieu d'aller vers le secteur productif et de provoquer une hausse des prix des produits matériels ou des services, va vers les opérations financières, et l'inflation n'est pas celle de ces produits et biens matériels mais celle des produits financiers eux-mêmes.

À cheval enfin sur le texte sur la crise économique et celui sur la situation internationale, la question est revenue dans plusieurs assemblées locales, à propos de la comparaison entre la grande crise de 1929 et la crise présente: tout cela va-t-il déboucher sur la guerre?

Alors, il faut se comprendre. Pour les Syriens, les Irakiens, la question ne se pose pas, on a la réponse avec les bombardements, la ruine des villes, un nombre de victimes par kilomètre carré qui avoisine ce qu'ont vécu bien des pays pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Et puis posons la question sous un autre angle: pour les pays d'Europe occidentale, la Deuxième Guerre mondiale a commencé en 1939. Et plus précisément par l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes le 1^{er} septembre. Mais si l'on pose la question aux habitants de Mandchourie, de Corée ou, plus proches de nous, d'Ethiopie, elle a commencé plusieurs années auparavant.

La seule chose que nous pouvons dire, c'est qu'à la différence de la grande crise de 1929, même si ces multiples guerres locales actuelles débouchent sur une guerre généralisée qui finira forcément mondialisée, on ne voit pas aujourd'hui les futurs blocs, en tout cas pas de la même manière qu'on pouvait le voir entre les deux guerres.

Quand nous disons «on», il s'agit de Trotsky, qui non seulement avait affirmé, avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, que c'était le début du processus qui mènerait à la tentative de revanche de l'impérialisme allemand contre les traités de Versailles, du Trianon, etc., mais avait même prévu la date approximative de la guerre à un an près, tout simplement en calculant le temps nécessaire à l'Allemagne pour se réarmer.

À propos du texte sur la situation internationale

L'EUROPE, LA CRISE DES MIGRANTS ET SES CONSÉQUENCES

Commençons par l'Europe, ou plus exactement par les contrecoups de la crise des migrants. Un camarade constate que la Croatie ne fait pas partie de l'espace Schengen, qu'on ne peut donc pas écrire que les barbelés entre la Hongrie et la Croatie «*signent le certificat de décès des accords de Schengen*».

Mais si! Ce n'est pas une question de géographie mais une question politique. Tout ce mouvement qui a vu, en quelques mois, les frontières se relever, même à l'intérieur de l'Union européenne, a commencé par les barbelés érigés entre la Serbie et la Hongrie par le gouvernement Orban. Bien sûr, la Serbie ne fait pas partie de l'Union européenne, et Orban était tout à fait dans la logique encore des accords de Schengen, qui est que la suppression des frontières à l'intérieur de l'Union a comme contrecoup leur renforcement vers l'extérieur. Il n'empêche que déjà ces premiers barbelés n'étaient pas seulement faits pour «protéger» la Hongrie, où d'ailleurs les migrants n'avaient nulle envie de rester, et pour cause, mais pour protéger l'Autriche et plus encore l'Allemagne.

Ces premiers barbelés ont déclenché pendant quelques semaines un tas de critiques des dirigeants européens vis-à-vis d'Orban. Et puis d'autres ont suivi, non seulement aux limites de l'Union européenne, mais même à l'intérieur. Et aujourd'hui le très réactionnaire Orban peut se vanter d'avoir donné l'exemple à toute l'Europe.

Il s'agit d'une régression,

même par rapport à bien avant Schengen. Bien avant que les accords de Schengen soient signés, on pouvait passer de l'Allemagne à l'Autriche, ou de la France à la Belgique sans avoir affaire ni aux douaniers, ni aux policiers. Et si les 500 millions d'Européens peuvent encore «librement» circuler, avec les contrôles policiers rétablis – certes pour les migrants –, c'est que ce n'est plus si librement que cela. Demandez par exemple aux frontaliers s'ils considèrent que les fermetures de frontières ne concernent que les migrants. Demandez même aux transporteurs routiers...

L'unification de l'Europe a permis à des multinationales, notamment celles de l'automobile, de disperser leur production entre plusieurs pays, en liant dans un même processus de production des usines dont certaines peuvent se trouver en Slovaquie ou en Tchéquie et d'autres en Espagne; avec une noria de camions qui vont des unes aux autres. Cette noria de camions travaille en flux tendu pour limiter le coût du stockage. Alors, les temps d'attente pour des camions représentent des faux frais qui n'arrangent pas les affaires des entreprises concernées. Eh oui, il est difficile de fermer les frontières uniquement aux migrants et aux sans-papiers. Les contrôles embêtent tout le monde. Si les accords de Schengen permettaient une certaine circulation non seulement des marchandises mais aussi des personnes, ce n'est pas seulement par bonté d'âme du côté de la bourgeoisie, mais parce que, pour transporter des marchandises, il faut bien des hommes qui se déplacent.

LE MOYEN-ORIENT

Pour ce qui est du Moyen Orient, un camarade se demande, à propos «*d'une intervention russe concertée avec*



La police macédonienne refoule des migrants (octobre 2015).

les USA » : « A-t-on des éléments concrets de cette concertation ? »

Les éléments concrets, ce sont les bombes qui tombent sur la Syrie. Nous ne savons évidemment pas si cette coopération entre les puissances impérialistes (principalement les États-Unis) et la Russie a donné lieu à des négociations ou à des concertations entre états-majors dûment signés et dûment tamponnés, mais ils existent dans les faits. Que par la même occasion la Russie cherche à défendre ses propres intérêts d'État et cherche à avancer ses pions, c'est certain. Mais l'un n'empêche pas l'autre.

Et c'est là qu'il y a une certaine continuité entre la politique extérieure de la Russie d'aujourd'hui et celle de feu l'URSS : la bureaucratie a une vieille tradition de collaborer au maintien de l'ordre impérialiste mondial tout en tentant, avec plus ou moins de succès, de participer à ce qu'un autre camarade appelle « le partage du gâteau syrien ».

LA CHINE ET LE PROLÉTARIAT MONDIAL

Dans le dernier chapitre de ce texte sur la situation internationale, intitulé « Le prolétariat et la crise de la direction prolétarienne », nous abordons cette question à travers l'exemple de la Chine. Le choix a intrigué un certain nombre de camarades. Un d'entre eux l'a formulé en disant que : « *Même si on ne l'affirme pas, on présente la Chine comme le prochain terrain révolutionnaire. Mais d'autres pays possèdent aussi une classe ouvrière importante et sont agités par des mouvements sociaux importants. Alors pourquoi focaliser sur la Chine ?* » « *Pourquoi en Chine et pas ailleurs ?* » se demande un autre camarade.

Nous n'avons certainement pas l'intention de faire des prévisions car, à tous les coups, on se tromperait. D'ailleurs le paragraphe commence par l'affirmation : « *En Chine, au Brésil, en Inde, au Bangladesh, ou bien plus près en Europe, en Turquie,*

dans tous ces pays dits émergents où s'est renforcé un prolétariat jeune et souvent combatif... » C'est dire que nous ne focalisons pas spécialement sur la Chine, en tout cas pas pour affirmer qu'elle sera « *le prochain terrain révolutionnaire* ». Nous n'en savons rien.

Cependant, le prolétariat chinois est un des plus importants numériquement dans le monde, si ce n'est le plus important. De plus, c'est un des principaux pays du monde par sa place dans les relations internationales. Une révolution prolétarienne aurait certainement un tout autre impact sur l'évolution du monde qu'une révolution prolétarienne au Luxembourg, où pourtant il y a un prolétariat conséquent par rapport à la population. Et une révolution en Chine serait autrement plus importante même que dans la plupart des pays d'Europe. Et si le prolétariat parvenait au pouvoir, il aurait bien plus de chances de s'y maintenir que dans la plupart des autres pays du monde. Pour



REUTERS

Centre logistique en Chine à Suzhou, province du Jiangsu, octobre 2015.

ne citer que cette comparaison : pendant la même période 1917-1919, le prolétariat a conquis le pouvoir en Russie, mais aussi en Hongrie. Mais ce n'est pas sans raison que c'est en Russie qu'il a pu se maintenir.

En dehors de la combativité ou de la conscience du prolétariat, en dehors de la compétence et de l'expérience de la direction prolétarienne, il y a bien d'autres facteurs qui interviennent, parmi lesquels la situation géographique du pays, sa taille, ses ressources, etc. Par ailleurs, comme on le rappelle dans le texte, la Chine semble être à un tournant. Depuis plusieurs années, elle a été en plein développement économique, avec ce que cela implique de croissance numérique rapide du prolétariat, de grands mouvements de population des campagnes vers les villes. Avec aussi un accroissement du niveau de vie des travailleurs, même s'il reste très loin du niveau de vie des pays développés. Si un retour-

nement se dessine dans la situation économique du pays, si le tout jeune prolétariat chinois est frappé par des fermetures massives d'entreprises, par un recul vital de son niveau de vie, la situation est susceptible de susciter des réactions et peut-être de déboucher sur des développements révolutionnaires.

Mais, encore une fois, ce n'est pas une prévision. Non seulement il n'y a aucune certitude que cela se produise ainsi en Chine, mais de plus cela peut se produire ainsi dans d'autres pays parmi ceux qu'on cite au début du paragraphe. Ce que l'on veut souligner en parlant de la Chine, c'est que le prolétariat chinois, qui a déjà eu une expérience révolutionnaire majeure dans les années 1925-1927, a infiniment plus de chances aujourd'hui qu'à cette époque. Nous ajoutons : *« C'est là qu'il deviendra primordial que le prolétariat de Chine renoue avec le passé, c'est-à-dire avec l'expérience de ses frères de classe d'Angleterre, de France,*

d'Allemagne ou de Russie, et qu'il accède à la conscience politique indispensable pour disputer le pouvoir à la bourgeoisie et se donner le parti pour incarner cette conscience. »

D'où la question légitime d'un camarade qui affirme : *« On insiste sur la nécessité pour le prolétariat chinois d'accéder à la conscience de classe. Comment y contribuer ? »* Nous n'en savons évidemment rien. Et nous, qui sommes si loin de pouvoir toucher une fraction significative des 20 à 30 millions de prolétaires de France, nous aurions bien du mal à toucher l'immense prolétariat chinois. Mais la question ne se pose pas comme cela. Une reprise de la combativité dans le prolétariat en Chine entraînera inévitablement des conséquences dans toute la société, à commencer sans doute avec l'intelligentsia.

Il y a infiniment plus de chances que ce soit en Chine que naisse une génération de jeunes intellectuels ou de prolétaires qui cherchent à renouer

avec le passé, avec l'expérience des pays développés d'Occident. Une génération qui ait envie de faire connaissance avec Marx, avec Lénine et peut-être avec Trotsky, et pas seulement dans les livres mais en contactant des organisations qui militent sur ce terrain.

Le monde devient de plus en plus un grand village et, s'il y a des gens qui cherchent, ils trouveront. Alors la seule façon pour nous de « *contribuer à l'accession du prolétariat chinois à la conscience de classe* », c'est avant tout d'exister et de faire notre travail. Et si c'est le cas, encore une fois, ce n'est pas nous qui les trouverons, ce sont eux qui nous trouveront.

À propos des textes sur la situation intérieure

Les principales discussions des assemblées préparatoires ont surtout tourné autour de formulations. Nous revenons ici sur les principales.

Dans le second texte, un camarade s'est demandé de qui on parlait quand on dit que « *se limiter à dénoncer la politique gouvernementale sans dénoncer l'offensive du grand capital... représente une trahison des intérêts des travailleurs* ».

De la gauche de la gauche évidemment, de Mélenchon mais aussi du PCF. La façon dont se positionnent des gens comme Mélenchon ou Pierre Laurent sur la loi El Khomri est significative. L'axe de Mélenchon est que « *le gouvernement est nul* » et il n'est jamais question pour lui d'attaquer le patronat et de mettre en cause ses responsabilités. En clair, cela signifie qu'il faut trouver une bonne politique et qu'il y en a une qui concilie les intérêts patronaux et ceux des travailleurs.

Cette discussion en recoupe

une autre. Pourquoi insiste-t-on, au début du texte sur la situation intérieure, sur le fait qu'en gros, le démantèlement du Code du travail, c'est déjà fait, que le patronat fait de toute façon comme il veut ? Cela pourrait-il être interprété comme le fait de ne pas avoir à se battre, puisque la catastrophe est déjà là.

Il ne s'agit évidemment pas de dire que la lutte qui se mène soit perdue d'avance, ni que ce soit indifférent, qu'il n'y ait rien à défendre, et qu'il soit vain de se battre là-dessus. Évidemment non. Il faut expliquer qu'il faut se battre pour conserver ses droits sur le papier, qu'il faut se battre pour les faire appliquer et que, tant que la bourgeoisie ne sera pas renversée, il faudra se battre tous les jours si l'on ne veut pas perdre un pouce de terrain.

L'essentiel est de ne pas tomber dans le cinéma fait par les syndicalistes, par la gauche en général, qui portent aux nues le Code du travail et qui parlent des acquis comme s'ils étaient déconnectés de tout rapport de force et qu'ils étaient devenus intouchables par la grâce des luttes passées de la classe ouvrière.

Juste pour donner un exemple de ce genre de jargon, voici un extrait de l'interview de Gérard Filoche dans *L'Humanité* du 19 février : « *Le Code du travail s'est construit depuis un siècle pour permettre de protéger les salariés contre les exigences des entreprises et de l'économie. C'est la casse de la grande tradition de reconnaissance du salariat comme moteur de production des richesses.* » Toutes ces formulations masquent l'essentiel : la lutte de classe permanente entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, qui établit un certain rapport de force dont découle la condition ouvrière.

Le texte explique comment, par le rapport de force qu'il impose actuellement, le patronat

parvient à contourner les lois sociales ; mais il y a eu le phénomène inverse ou symétrique. Bien des fois, la loi et le Code du travail sont venus sanctionner, après coup, le rapport de force favorable aux travailleurs. Par exemple, dans les périodes de plein emploi, dans les périodes où les travailleurs étaient en situation de s'organiser et de se battre plus facilement, la réduction du temps de travail a souvent précédé la loi. Cela a été par exemple le cas pour la quatrième et la cinquième semaines de congés payés, qui existaient dans de nombreuses entreprises avant la loi, ou encore pour le 13^e mois de salaire.

Alors bien sûr nous sommes des militants de la lutte qui se développe contre la loi travail, nous dénonçons la démolition des droits des travailleurs, mais d'un point de vue politique et révolutionnaire, en sachant et en expliquant que, tant que les travailleurs n'ont pas renversé la classe capitaliste, rien ne leur sera jamais acquis.

Dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), Engels parlait ainsi des grèves qui se multipliaient dans les années 1840 : « *Ces grèves ne sont, il est vrai, que des escarmouches d'avant-postes, parfois aussi des combats plus importants ; elles ne règlent rien définitivement. Elles sont l'école de guerre des ouvriers, où ils se préparent au grand combat désormais inéluctable.* » Eh bien c'est dans cet esprit, avec cette préoccupation d'en faire une école de guerre pour les travailleurs que nous devons essayer d'intervenir.

Venons-en au parallèle fait entre l'attraction exercée par les djihadistes et celle exercée, à d'autres périodes, par les mouvements progressistes ou révolutionnaires.

Le parallèle est peut-être mal formulé, en tout cas, il a été mal compris. Parce que la comparaison ne porte pas sur les jeunes, elle porte sur les pé-

riodes. Il ne s'agit pas de dire qu'il s'agit du même type de jeunes, mais de comprendre pourquoi la période actuelle fabrique ce genre de jeunes, quand d'autres périodes ont attiré des jeunes dans une direction tout opposée.

Parce que, oui, ce n'est pas le même type de jeunes. Les ressorts qui font que des jeunes se tournent vers le fondamentalisme sont très variés. Mais c'est un fait que les recruteurs de Daech s'accrochent à des jeunes paumés, mal dans leur peau, quand ils ne sont pas suicidaires, et qu'ils peuvent facilement manipuler comme peuvent le faire les sectes. Parmi leurs recrues il y a aussi beaucoup de petites frappes, des anciens caïds qui trouvent une reconversion possible, peut-être pour le pouvoir et le sentiment de domination que cela leur donne, à commencer par la domination sur les femmes. Peut-être, nous n'allons pas faire de la psychologie.

Mais ce que nous voulons dire c'est qu'il y a des périodes qui influencent la jeunesse dans certaines directions et qui transforment une fraction de la jeunesse dans un sens. Une fraction, parce que, même dans les périodes de montée du mouvement socialiste et même dans

les périodes révolutionnaires, il y a toujours eu des jeunes qui restaient attirés par la pègre, le banditisme, l'individualisme le plus crasse, les idées réactionnaires. Pianitsky, dans ses mémoires intitulées *Souvenirs d'un bolchevik*, raconte comment son frère a été acheté et a fini comme tueur à la solde du patronat.

Mais lorsque le mouvement ouvrier était puissant, eh bien à 16 ans ce qui était naturel et évident, c'était d'être révolutionnaire. Et il ne faut pas négliger la force d'attraction et de transformation que les périodes de montée ouvrière ou de combats progressistes peuvent avoir, en particulier sur la jeunesse qui se cherche. Avant de devenir un des leaders de la lutte pour le pouvoir noir, Malcolm X était un petit délinquant, c'est en prison qu'il a découvert la force de cette lutte, qu'il a été impressionné et transformé par le courage et la force de conviction qui se dégageait des militants noirs. Alors est-ce qu'un Malcom X serait tombé aujourd'hui dans l'escarcelle des djihadistes? Peut-être pas. Mais à l'époque, des jeunes qui ont fait le parcours de Malcom X, il y en avait des milliers, et nous nous disons qu'aujourd'hui, oui, un certain nombre pourraient basculer.

Encore une fois, c'est un problème de période, un problème de perspectives, de rapports de force aussi au niveau des idées. Et le recul, la quasi-disparition du mouvement ouvrier, le vide militant laisse le champ libre aux idées réactionnaires. Les jeunes qui ne se retrouvent pas dans la société actuelle, qui se sentent marginalisés et qui ne s'y voient pas d'avenir, et ils sont des dizaines de milliers, ne rencontrent plus de militants révolutionnaires, ils ne rencontrent plus les idées socialistes révolutionnaires, ils ne voient pas la force que recèlent les exploités, et pour cause: ils ne se battent quasiment plus. Mais ils voient les fanatiques de Daech qui sont en rupture totale avec la société, qui usent aussi d'un langage, si ce n'est anti-impérialiste, en tout cas contre l'Occident...

Ne faisons-nous pas un parallèle entre les travailleurs qui seraient susceptibles de voter pour nous et ceux qui louchent vers le FN? Parce que c'est au fond le même mécanisme. C'est en grande partie notre faiblesse, la faiblesse du mouvement ouvrier révolutionnaire, qui laisse sans repères, sans perspectives une fraction importante des travailleurs qui subissent les préjugés ambiants.



Interventions des groupes invités (extraits)

Comme chaque année, notre congrès a entendu les interventions d'organisations sœurs, appartenant à notre tendance internationale, l'Union communiste internationaliste (UCI), ou militant sur les mêmes bases politiques que Lutte ouvrière. Nous publions ci-dessous des extraits de ces interventions. Celles-ci évoquent le recul des conditions d'existence des classes populaires dans de nombreux pays. Elles donnent également le point de vue de nos camarades sur des situations propres aux pays où ils militent, comme l'accueil des réfugiés en Allemagne ou la crise politique en Haïti. Nos lecteurs désireux d'en savoir plus peuvent consulter la presse de ces différents groupes (cf. 4^e page de couverture). Par ailleurs, l'ensemble de ces groupes seront présents à la fête de Lutte ouvrière qui aura lieu à Presles (Val-d'Oise) les 14, 15 et 16 mai 2016 : ils tiendront des stands et animeront des forums.

Combat ouvrier (CO, Guadeloupe et Martinique) De l'héritage colonial à l'inégalité réelle

Il y a 70 ans presque jour pour jour, la Guadeloupe et la Martinique devenaient des départements français. La loi faisant de ces vieilles colonies des départements a en effet été adoptée le 19 mars 1946.

Il a fallu bien des luttes au cours du demi-siècle qui suivit la loi de départementalisation pour que les travailleurs et les classes populaires gagnent les mêmes droits, ou presque, que ceux des départements de l'hexagone. Pendant les trente premières années de ce demi-siècle, en Martinique et en Guadeloupe, les travailleurs ont dû régulièrement subir

la répression sanglante de la soldatesque coloniale. Les dernières fusillades contre les travailleurs en lutte datent du massacre de mai 1967 en Guadeloupe pendant une grève des travailleurs du bâtiment, et de la tuerie de février 1974 en Martinique contre les travailleurs agricoles en grève marchante sur les plantations.

Depuis cette loi de départementalisation, pour la première fois, en décembre dernier intervint un petit changement de statut. Il concernait la Martinique et la Guyane. Ces deux départements sont devenus des collectivités territoriales : de Martinique (CTM) et de Guyane (CTG).

En réalité, cette petite modification de statut ne change pas grand-chose. Elle a été validée à l'issue de deux référendums par lesquels une autonomie politique plus large a été rejetée par les votants. Mais il a suffi de cette élection à la CTM en décembre dernier pour que les élus nationalistes et indé-

pendantistes modérés nous parlent, eux, avec des trémolos dans la voix de « moment historique ». Pour les travailleurs, cette CTM ne change absolument rien, ni pour les 20 % de chômeurs en Martinique.

Les indépendantistes modérés qui ont gagné la majorité à la CTM ne sont que les représentants politiques de la bourgeoisie locale et les relais locaux des multinationales françaises. Ils constituent le personnel politique autochtone sur lequel s'appuient les gouvernements pour continuer à tout diriger depuis Paris, pour faire passer dans la population et parmi les travailleurs martiniquais les mesures antiouvrières et la politique d'austérité.

Les dirigeants de la CTM ont clairement confirmé ce rôle. Ils ont formé au deuxième tour une coalition avec la liste Les Républicains (LR) et son leader local. Celui-ci n'est autre qu'un gros capitaliste martiniquais, Yann Monplaisir, à la tête

d'une kyrielle d'entreprises. Il se trouve donc aujourd'hui aux côtés d'Alfred Marie-Jeanne, leader du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) et dirigeant de la CTM.

Voilà ceux qui dirigent la nouvelle collectivité de Martinique. Ils la dirigent contre les intérêts des travailleurs et pour le plus grand bénéfice des capitalistes. Il n'y a donc aucun changement entre l'ancienne équipe de la région Martinique et l'actuelle CTM.

Quant au gouvernement, pour tenter de mieux faire passer sa politique propatronale, il a adopté une nouvelle formule : l'«égalité réelle».

On a vu récemment, lors du dernier remaniement du gouvernement, une ministre à l'Égalité réelle. Il n'est pas étonnant que cette ministre soit une réunionnaise. Car cette formule d'égalité réelle est, depuis deux ou trois ans déjà, réservée surtout à l'outre-mer. Peut-être y aurez-vous droit aussi à l'échelle de la métropole. Depuis un certain temps, Hollande agite cette formule d'égalité réelle pour faire croire à une orientation gouvernementale en faveur de l'égalité réelle entre les citoyens des départements d'outre-mer et ceux de la métropole. Mais si l'on nous parle d'égalité réelle, c'est qu'il existe une égalité qui n'est pas «réelle». Donc, que les inégalités subsistent.

Ces inégalités, bien sûr qu'elles existent : par exemple si l'on compare le taux de chômage dans l'hexagone (un peu plus de 10 %) avec celui des Antilles (entre 19 et 25 %) ; si l'on compare le niveau de vie moyen des DOM (67 % du niveau métropolitain moyen en 2012) ; si l'on compare le niveau des prix, de 20 % jusqu'à parfois 100 % plus élevé aux Antilles que dans l'hexagone ; si l'on compare le niveau de culture, l'illettrisme, les iné-

galités de revenus et bien d'autres disparités encore.

Le PIB par habitant de la région d'outre-mer la plus aisée (la Martinique) est toujours inférieur à celui de la région métropolitaine la plus pauvre (le Limousin), avec un écart supérieur à 6 %.

Face à ces inégalités entre les Antilles et la métropole, les gouvernements n'ont jamais été avarés de formules en direction de l'outre-mer depuis la loi de départementalisation de mars 1946.

Nous avons eu droit à la «départementalisation adaptée», à la «parité globale», à la «départementalisation économique». Et aujourd'hui, c'est l'«égalité réelle».

Cela ne vous étonnera pas de savoir que c'est dans les milieux politiques et patronaux de la droite que Hollande et Valls ont puisé le concept «d'égalité réelle» qui leur tient lieu de politique outre-mer.

Cette formule a été d'abord proposée par le Conseil représentatif des Français d'outre-mer (CREFOM) dirigé par un élu régional de droite de la région Île-de-France, originaire de Guadeloupe, Patrick Karam (réélu récemment sur la liste de Péresse). Ce Patrick Karam a associé à sa proposition trois

lobbys patronaux dirigés aussi par des membres du parti LR de Sarkozy. Il s'agit de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM), de l'Union des groupements de producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique (UGPBAN), de L'Europe et les départements d'outre-Mer (Eurodom).

Ce sont Karam et ces lobbys patronaux d'outre-mer qui ont réclamé à Hollande la loi sur l'égalité réelle qui est actuellement en préparation. Pour donner le change, le CREFOM, cette officine de droite, et les lobbys patronaux préconisent par exemple, au nom de la continuité territoriale, l'augmentation des aides aux voyages pour les Antillais émigrés, lors du décès d'un parent aux Antilles ou pour les étudiants allant poursuivre leurs études en France, ou, comme c'est déjà le cas, pour ceux dont les ressources ne permettent pas de voyager. Bien sûr, c'est toujours bon à prendre... Mais tout cela n'est qu'une feuille de vigne ou une feuille de bananier, comme vous voulez, qui cache très mal des opérations en faveur des grands patrons des Antilles. En réalité, cette politique n'est qu'une manière pour les lobbys patronaux et békés de protéger leurs propres intérêts et d'exiger de l'État toujours plus de facilités pour eux.

Par exemple :

- Le 23 octobre dernier, la ministre des Outre-mers, Madame Pau-Langevin, signait le «pacte pour l'emploi» avec le Medef-Guadeloupe. Il s'agissait de l'embauche de 700 jeunes de moins de 30 ans d'ici la fin de 2017 avec compensation intégrale des charges patronales et salariales, jusqu'à 2,5 smic, par l'État, la région et le département. Comme cadeau au patronat, ce n'est pas mal !

- Toujours sous la pression du patronat, la ministre de l'Outre-mer a annoncé la pro-

REBELLE! SOMMAIRE
Maternelle - Fac -
Lycées - Grèves
- Collège -
Bourses, etc.

N° 81 - 17 février 2016 0,30 €

**COMMENT L'ÉCOLE
« ÉLÈVE » LES ENFANTS**

EN GUADELOUPE

Le journal lycéen Rebelle.

longation de la défiscalisation aux Antilles jusqu'en 2020 au lieu de 2017.

Dans le journal *Les Échos* du 30 octobre dernier il était écrit, à propos de cette prolongation, que « l'État accorde 3,9 milliards d'euros de niches fiscales en outre-mer ». Des milliards de cadeaux qui vont essentiellement aux riches.

Quant aux exonérations de charges sociales patronales, elles s'élèvent à 1,150 milliard en outre-mer.

Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) – Outre-mer est passé de 6 % des salaires bruts versés à 9 % le 1^{er} janvier 2016 et jusqu'à 12 % pour certains secteurs dits exposés. Ces secteurs dits exposés sont le tourisme, l'hôtellerie, les transports agroalimentaires et les nouvelles technologies. Soit dit en passant, les patrons du secteur exposé de l'hôtellerie se frottent les mains ces temps-ci. La saison touristique est très bonne pour leurs profits, les hôtels sont remplis. Et ce, malgré certains désistements des réservations dus à l'épidémie de Zika, particulièrement en Martinique.

La politique outre-mer de Hollande-Valls et du Parti socialiste n'est rien d'autre que la version outre-mer de leur politique métropolitaine d'aides au patronat sous la pression toujours plus exigeante du Medef et du grand patronat, avec un coefficient supplémentaire en outre-mer marqué par les niches fiscales plus importantes. Parler de paradis fiscal aux Antilles françaises, pour certains, serait à peine exagéré.

Pas plus que dans l'hexagone cette politique n'a de résultat positif notable sur les chiffres du chômage et sur le niveau de vie des travailleurs et des classes pauvres. Le grand patronat, la bourgeoisie, les békés empochent les aides sans contrepartie.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

Depuis plusieurs mois, la presse en Côte d'Ivoire est saturée d'informations sur plusieurs procès et des affaires politico-judiciaires : le procès des partisans de l'ancien président Gbagbo, à Abidjan ; celui de Gbagbo lui-même et de Blé Goudé, à La Haye aux Pays-Bas ; et le procès de l'assassinat du Général Guéi, l'ancien tombeur du président Bédié. S'y ajoute l'affaire des écoutes téléphoniques de Soro Guillaume (ancien dirigeant politique de la rébellion nordiste devenu Premier ministre de Gbagbo, et actuel président de l'Assemblée nationale). Il serait impliqué dans le dernier coup d'État au Burkina Faso.

Le battage médiatique autour du procès de Gbagbo, celui autour d'une plainte portée en France par des familles de soldats français tués lors d'un bombardement à Bouaké en novembre 2004, tout cela fait remonter en surface les événements du passé. Il faut rappeler que le prétexte utilisé par Jacques Chirac pour intervenir ouvertement en Côte d'Ivoire contre les forces armées de Gbagbo, était ce bombardement aérien du camp français de Bouaké. Neuf soldats de l'armée française y avaient alors laissé leur peau. Le gouvernement français avait accusé Gbagbo d'être à l'origine de ce bombardement.

Les affairistes, les mafieux du Nord et les financiers profitent du pouvoir

Avec l'arrivée de Ouattara au pouvoir, c'est l'avènement des hommes d'affaires liés à lui,

à commencer par ceux de sa propre famille. Madame Ouattara est d'ailleurs elle-même une femme d'affaires. La famille Ouattara contrôle déjà la douane, par l'entremise d'une société, Webb Fontaine, dirigée par son gendre. Les Ouattara sont aussi dans le cacao et ces derniers temps dans le pétrole.

La chute du prix du pétrole brut a servi de prétexte à la privatisation de Petroci. Il s'agit d'une petite entreprise nationale du secteur pétrolier. L'acquéreur, Puma Energy, est une filiale de la multinationale Trafigura, qui avait affrété en 2006 le *Probo Koala*, ce fameux bateau qui avait déversé des déchets toxiques en Côte d'Ivoire. Le directeur général actuel de Puma Energy n'est autre que le neveu de Ouattara.

Bientôt c'est peut-être la SIR (Société ivoirienne de raffinage) qui sera vendue. Il s'agit de la première entreprise ivoirienne en termes de chiffre d'affaires, avec 2,5 milliards d'euros annuels. Les rapaces capitalistes cherchent depuis une vingtaine d'années à mettre la main sur elle. Ouattara, un deuxième mandat en poche qui court jusqu'en 2020, a encore le temps de retirer quelques autres marrons du feu.

En tout cas, depuis son arrivée au pouvoir en 2011, des hommes d'affaires du Nord, derrière lesquels se cachent probablement de hauts dirigeants actuels qui ont fait fortune quand la Côte d'Ivoire était coupée en deux, mélangés à des gens de la finance, ont mis la main sur plusieurs grosses entreprises, dans le textile et les oléagineux entre autres.

DESTRUCTION DES QUARTIERS PAUVRES POUR LE GRAND BIEN DES PROMOTEURS

Le gouvernement continue à détruire des quartiers pauvres

dans la ville d'Abidjan pour le grand bien des promoteurs immobiliers. Trois quartiers viennent d'être détruits rien que ces dernières semaines à Abidjan.

Dans le premier quartier, les populations se sont révoltées et ont fait reculer le pouvoir. Elles ont saccagé la maison du maire de leur commune. Une semaine plus tard, des forces armées sont revenues à la charge, à quatre heures du matin avec des bulldozers et 300 à 400 hommes armés.

Le dernier détruit est un vieux quartier occupé par 3000 habitants pauvres, situé en plein milieu d'un quartier riche et convoité par des promoteurs immobiliers. C'est peut-être là que sera construit le second supermarché Carrefour, décision annoncée il y a quelques mois, lors de l'inauguration du premier Carrefour et du premier restaurant Mac Donald's de toute l'Afrique de l'Ouest.

Il faut dire que ces derniers temps Abidjan a beaucoup changé. Le luxe est de plus en plus visible. Il existe une réelle classe moyenne qui tire sa prospérité du café, du cacao, du palmier à l'huile, de l'hévéa ou du coton. Et maintenant, il y a aussi la noix de cajou, dont la Côte d'Ivoire est devenue le premier producteur mondial. À tout cela s'ajoute aussi le pétrole et le gaz, même si la production n'est pas encore conséquente et si les prix actuels sont au plus bas. À côté de toutes ces richesses, une industrie diversifiée produit pour tous les pays frontaliers, et s'y ajoute l'activité des ports d'Abidjan et de San-Pédro.

Les supermarchés et les magasins de produits de luxe fleurissent dans la capitale. Aujourd'hui, à Abidjan, les riches n'ont pas spécialement besoin de venir à Paris ou à Londres pour faire leurs emplettes. On trouve presque tout sur place, il suffit de payer.

LES HÔPITAUX PUBLICS, DES MOUROIRS POUR PAUVRES

Nous avons déjà dit bien des fois ici que les hôpitaux publics en Côte d'Ivoire sont de vrais mouiroirs pour pauvres. Je vais illustrer cela par un exemple vécu par un des nôtres à la suite d'un accident de transport en commun qui a causé deux dizaines de morts et une trentaine de blessés graves, dont des membres de sa famille. Cet accident a eu lieu vers 15h et seulement à une trentaine de kilomètres du CHU de Yopou-

gon, le principal centre hospitalier public du pays. On pourrait penser qu'ils ont eu de la chance. Néanmoins, ce n'est que vers 21h que les blessés sont arrivés aux urgences, c'est-à-dire plus de six heures après l'accident. Ils ont pour ainsi dire été jetés les uns sur les autres, à même le sol complètement souillé de sang. Il y avait déjà sur les lieux près de 70 autres blessés de la route. Certains avaient les entrailles ouvertes, d'autres des fractures ouvertes. C'était un dimanche, il n'y avait pas un seul médecin de permanence. Ce n'est que vers minuit que deux ou



CHU de Yopougon : le ministre de l'Intérieur, en visite aux accidentés, leur demandant si on leur a bien donné les médicaments ou s'ils ont dû les acheter (10 décembre 2013).

trois médecins ont commencé à délivrer des ordonnances. Il en aurait fallu beaucoup plus pour examiner les malades. Ils délivraient invariablement les mêmes ordonnances: gants, compresses, Bétadine, pansements, antibiotiques, etc., et aussi des radiographies. Chaque blessé devait acheter tout cela avant d'être soigné. Comme il n'y avait que deux brancardiers, chaque famille devait transporter ses blessés comme elle le pouvait. On peut imaginer la terrible souffrance de ceux qui n'avaient pas leur famille sur place pour leur venir en aide. C'est le lot quotidien de tous les pauvres quand ils ont le malheur de tomber gravement malades ou d'être victimes d'un accident.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS ET LEURS LUTTES REVENDICATIVES

Le gouvernement a eu le culot de prétendre que le revenu des travailleurs en Côte d'Ivoire a augmenté ces deux ou trois dernières années. Mais la réalité est toute autre. Les salaires étaient bloqués depuis 29 ans, sans compter la dévaluation de 50% du franc CFA en janvier 1994. Officiellement il existe un salaire minimum garanti dans ce pays. Il y a deux ans, il est passé de 55 à 91 euros par mois, mais cette augmentation est loin de combler l'importante perte du pouvoir d'achat. De plus ce nouveau smig n'est pas respecté partout.

Le Code du travail a aussi été modifié il y a une vingtaine d'années, généralisant la pratique de la main-d'œuvre journalière. C'est ainsi que, depuis une vingtaine d'années, les anciens travailleurs sont remplacés au fur et à mesure par des journaliers. Cette grave dégradation n'est compensée ni par l'augmentation du smig ni par la revalorisation de 8% en moyenne des salaires en

2015, suite à un accord entre gouvernement, patronat et syndicats. 8% d'augmentation c'est environ 40 centimes d'euro par jour pour un salaire d'ouvrier. Mais, comme pour la revalorisation du smig, les entreprises ne s'y conforment le plus souvent que là où les travailleurs engagent un rapport de force pour l'imposer. Et même dans ce cas, les entreprises savent se rattraper. Elles augmentent les rendements à fournir; elles poussent encore plus loin la journalisation de la main-d'œuvre jusqu'à remplacer les travailleurs par des stagiaires renouvelables tous les 3 à 6 mois.

Les industries qui ont pignon sur rue cherchent maintenant à sous-traiter leur main-d'œuvre dans l'informel auprès de tâcherons, en copiant le secteur du bâtiment où ces pratiques existent depuis longtemps. C'est un vrai recul pour les travailleurs. Par ce tour de passe-passe, l'entreprise sort l'ouvrier de son effectif. Celui-ci se retrouve ainsi sous la coupe d'un quelconque tâcheron «bana-bana».

C'est ce qui s'est passé tout dernièrement à Sucaf, une importante entreprise sucrière du groupe français Somdiaa. La direction de cette entreprise a voulu baisser les salaires entre 25% et 50% selon les sections, en transférant à la sous-traitance une partie de sa main-d'œuvre. Les travailleurs s'y sont opposés par une grève début 2016 en pleine campagne sucrière. Ils ont tenu 15 jours. Les forces de l'ordre sont intervenues et ont tiré à balles réelles, faisant deux morts et plusieurs blessés. Des meneurs de la grève ont été jetés en prison.

À toutes ces dégradations de la situation des travailleurs, s'ajoute l'externalisation de la production vers des pays où le coût de la main-d'œuvre est encore moindre qu'en

Côte d'Ivoire. C'est le cas, par exemple, dans l'entreprise du textile où nous avons une petite présence militante. Maintenant cette entreprise fait venir de l'étranger une grande partie du fil de tissage au lieu de le fabriquer sur place comme auparavant.

En 2015, la seule lutte marquante a été celle des enseignants, en particulier dans le secteur public. Leur mouvement a commencé début 2015 et a duré plusieurs mois. Les écoles ont été fortement perturbées. Là aussi, le gouvernement a usé du bâton et arrêté quelques enseignants. Ensuite, ce fut le tour des agents hospitaliers du secteur public de se mettre en grève.

Craignant peut-être une contamination, le gouvernement a fini par annoncer le déblocage des salaires dans la fonction publique, où ils étaient gelés depuis 27 ans.

LE SECTEUR DU BÂTIMENT

J'ai réservé un chapitre au secteur du bâtiment. Ce secteur est à part du fait qu'un chantier a une durée de vie limitée dans le temps. Les travailleurs savent donc que, de toutes les façons, ils perdront leur contrat à la fin du chantier. De ce fait, les luttes se multiplient. Elles sont d'autant plus nombreuses que depuis 2012 le travail dans le BTP ne manque pas. Les travailleurs ont donc moins peur de se retrouver trop longtemps au chômage en cas de perte de boulot.

C'est toujours pour les mêmes raisons que démarrent des luttes: quand un chantier tire vers sa fin, les travailleurs cherchent à faire valoir leurs droits quant au non-respect du barème des salaires, au calcul des congés payés, de la prime de précarité, à la non-déclaration à la caisse de retraite, etc. Toutes leurs revendications mises bout à bout et cumulées



koact.com

Grévistes de Soroubat à Cocody dans la banlieue d'Abidjan, le 1^{er} octobre 2015.

depuis le début du chantier donnent un pécule non négligeable qui motive les travailleurs à s'engager dans la lutte.

SOROUBAT

Pour donner une idée de ces luttes, prenons l'exemple de celle des travailleurs de Soroubat. Cette entreprise de construction tunisienne a plusieurs chantiers en Côte d'Ivoire. Sur la base du chiffre d'affaires réalisé, elle a été classée n° 1 en Côte d'Ivoire, devant Bouygues.

Dans la période dont je parle, il y avait au total plus de 500 travailleurs répartis disons sur quatre chantiers, dont deux à l'intérieur du pays. Le licenciement abusif d'un ferrailleur sur l'un des chantiers a été la goutte d'eau qui a déclenché le mouvement. Les travailleurs au nombre de 150 ont bloqué ce chantier. Ils ont désigné des représentants pour aller expliquer au patron qu'ils ne reprendront le travail que si leur camarade est réintégré à son poste. La direction de Soroubat, peu habituée à ce que les travailleurs lui tiennent

tête, a aussitôt licencié toute la délégation. Le patron pensait peut-être que les travailleurs allaient ainsi se calmer, mais c'était mal évaluer la colère qui couvait depuis le démarrage de ce chantier.

Les travailleurs se sont alors organisés pour mettre en place des piquets de grève présents 24 heures sur 24 sur le chantier. Ils ont empêché toute activité, y compris le déplacement du matériel roulant. Ils ont exigé la réintégration de leurs camarades renvoyés. Ils ont aussi saisi cette occasion pour ajouter toute une liste de revendications relatives à leurs conditions de travail, au paiement des arriérés de salaire et des indemnités, etc. Pour renforcer leur mouvement, ils ont aussi entraîné dans la grève les autres chantiers de Soroubat, dont les travailleurs sont confrontés aux mêmes problèmes. Tous les chantiers ont rejoint le mouvement, soit au total plus de 500 travailleurs en grève.

Les forces de l'ordre ont réprimé. Plusieurs dizaines de travailleurs ont été renvoyés, dont ceux qui étaient à chaque fois à la tête du mouvement. Cinq travailleurs ont été mis

en prison et libérés seulement après un simulacre de procès au tribunal. Évidemment rien dans leur dossier ne justifiait leur arrestation et leur emprisonnement, mais en Côte d'Ivoire il suffit qu'un riche appelle un commissaire de police ou un haut gradé des forces armées et porte plainte contre un travailleur pour que celui-ci soit coffré.

Quelques jours plus tard, le secrétaire général du syndicat a subi le même sort, suite à une plainte déposée contre lui. C'est ainsi qu'ils l'ont envoyé se reposer durant une vingtaine de jours à la Maca. C'est le nom de la prison d'Abidjan.

Ce mouvement des travailleurs de Soroubat a duré deux mois. Mais les travailleurs n'ont pas eu satisfaction car la répression était forte. Les délégués ont été systématiquement virés, tout le long de la grève. Malgré tout, ils étaient fiers de leur mouvement. Manifestement, Soroubat était un trop gros morceau. Il a fait le choix de contre-attaquer les travailleurs, à la différence de Bouygues, par exemple, qui n'aime pas trop ce genre de mauvaise pub et qui lâche assez facilement le morceau.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)

Depuis le 7 février dernier le musicien-chanteur Michel Martelly n'est plus président d'Haïti. Il a bouclé son mandat de cinq ans à la date à laquelle il devait passer officiellement l'écharpe présidentielle à son successeur. La passation n'a pas eu lieu parce que la tenue du deuxième tour de l'élection présidentielle, le 24 janvier dernier, avait été annulée pour la deuxième fois. Ayant pris goût au pouvoir et comme s'il n'était responsable de rien du tout, Martelly avait manifesté, à travers ses déclarations dans la presse, sa volonté de continuer à gouverner au-delà du 7 février jusqu'à l'élection d'un nouveau président élu, mais la mobilisation de la rue conduite par l'opposition, autour des deux anciens présidents Aristide et Préval, a eu raison de lui.

À l'instigation de la diplomatie internationale, Martelly a concocté avec les présidents du Parlement et du Sénat un accord pour son remplacement. Un président provisoire devrait être élu au second degré par le Parlement. C'est un sénateur en fonction, Jocelerme Privert, ancien ministre de l'Intérieur d'Aristide, qui l'a emporté et est devenu le président provisoire d'Haïti le 14 février dernier. Il a donc un mandat jusqu'au 14 mai en vue de former un nouveau gouvernement, un nouveau Conseil électoral, et d'achever le processus électoral, paralysé en cours de route en raison des magouilles de toutes sortes orchestrées notamment en faveur du parti présidentiel.

Environ un mois après, le Premier ministre a été choisi, mais il n'y a ni nouveau gouvernement ni Conseil électo-

ral provisoire, rien. En Haïti, le provisoire dure en général longtemps.

Au final, Martelly n'a donc réalisé aucune élection pendant son quinquennat. Comme il voulait tout rafler et préparer ses arrières, il a pris tout son temps pour mettre en place son parti politique et sa machine de magouilles pour organiser toutes les élections au même moment, à la fin de son mandat, mais il a échoué dans ses calculs politiques et est donc sorti par la petite porte.

Moins de 20 % de l'électorat avaient fait le déplacement pour aller voter au premier tour. Parmi les votants, plus des deux tiers représentaient des observateurs en mission pour les partis politiques et le personnel électoral qui tenait les bureaux de vote. La population avait donc boudé les élections. Les 52 candidats en lice ne suscitèrent aucun engouement chez les masses pauvres pas mêmes les candidats représentant Jean-Bertrand Aristide. Quasiment tous les partis avaient la même stratégie : s'imposer par la ruse, les magouilles, la violence, la corruption. Dans cette foire d'empoigne, le parti au pouvoir avait de l'avance, compte tenu du fait qu'il détenait les clefs des caisses publiques et le contrôle du Conseil électoral.

La presse locale a comparé les joutes électorales sous Martelly à « une véritable vente aux enchères » où le parti présidentiel a raflé la mise, au moins à la députation. Des candidats aux législatives ont rapporté dans la presse avoir versé des milliers de dollars aux membres de l'organisme électoral pour acheter les postes qui ne revenaient qu'aux plus généreux des corrupteurs. La corruption a été flagrante et en toute impunité.

LA CLASSE LABORIEUSE SAIGNÉE À BLANC

Mais ces élections sont loin de constituer le principal point noir du bilan désastreux de Martelly, qui a saigné à blanc les classes laborieuses pendant son quinquennat. Tout de suite après son élection en 2011, avant même son investiture, il avait pris la décision de créer de nouvelles taxes : l'une de 1,50 dollar sur chaque transfert d'argent venant de la diaspora, et l'autre sur les appels téléphoniques vers Haïti. Ce ne sont évidemment pas les riches du pays qui reçoivent de l'argent de la diaspora via les maisons de transfert. C'est donc la population laborieuse qui a été taxée. Cette taxe de 1,50 dollar représente à elle seule plus d'un tiers du salaire minimum en vigueur, qui suffit à peine à payer les deux repas quotidiens du travailleur et ses frais de transport.

Quelque temps après, il a créé deux taxes additionnelles à percevoir directement sur les salaires des travailleurs du privé. Les patrons, eux, sont le plus souvent exonérés de l'impôt et des taxes. Sous prétexte de créer des emplois, ceux de la sous-traitance sont exonérés d'impôt pour cinq ans à la création de leurs entreprises, mais au bout des cinq ans, ils changent de nom, et c'est reparti de nouveau pour cinq ans et cela au su et au vu de tous.

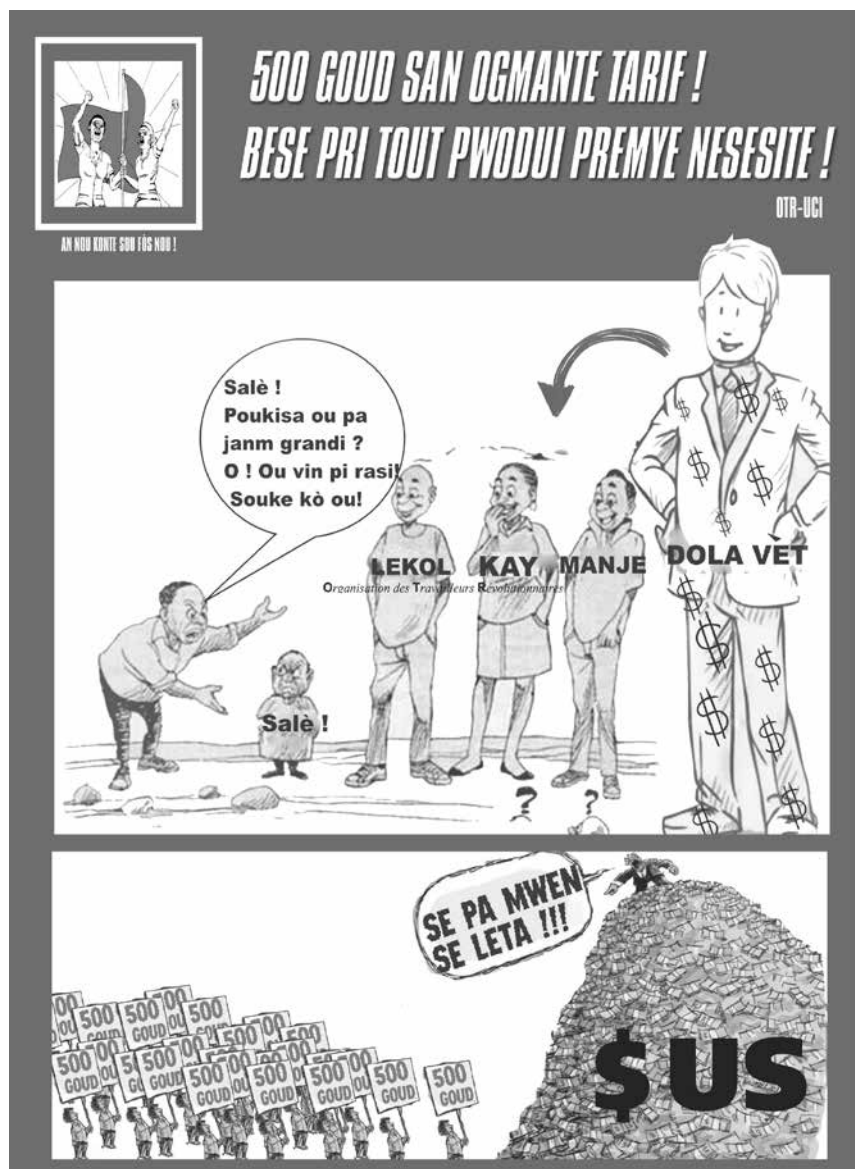
À la fin de son mandat, il a asséné un dernier coup de massue aux classes pauvres en général en doublant le montant de toutes les taxes. Même les taxes sur la carte d'identification nationale, servant notamment à voter, et sur le permis de conduire à moto, moyen de déplacement et de transport public largement utilisé par la population pauvre.

Pendant son mandat, les capitalistes d'Haïti ont vu leurs profits augmenter ; les services

de l'État entièrement à leur service. En fait de reconstructions après le séisme de 2010, ce sont les hôtels de luxe qui ont été privilégiés, Le site de croisière de Labadie, où accostent les paquebots de croisière, a été réhabilité. La route a été reconstruite entre l'aéroport et la zone industrielle pour permettre le trafic commercial. Les patrons des entreprises de confection de la zone industrielle, les grands propriétaires terriens, les banquiers ont été bien servis par le gouvernement. Ces représentants politiques sont à l'image de la bourgeoisie qu'ils servent, une bourgeoisie rapace et corruptrice, féroce vis-à-vis de la classe ouvrière.

Les conditions de vie des classes laborieuses se sont davantage dégradées avec la dégringolade de la gourde face au dollar. En effet, le dollar qui valait 43 gourdes lors de l'accession de Martelly au pouvoir est passé à 63 gourdes au terme de son mandat. Cette flambée du dollar s'est traduite par la hausse continue du coût de la vie en général et des produits de consommation courante en particulier.

Les travailleurs ont vu la valeur réelle de leur maigre salaire fondre comme du beurre au soleil sous les coups de boutoir de l'inflation, conséquence de la dévaluation rapide et spectaculaire de la gourde. En six mois, la gourde a perdu près de la moitié de sa valeur. Comme par un tour de magie, le dollar s'est raréfié. Les banques commerciales ont gardé leurs dollars. Les millions de dollars mis en circulation par la banque centrale pour juguler la crise ont été immédiatement siphonnés par les margoulines de l'économie et sont restés sans effet sur le change. Du coup, c'est l'affolement. Les prix augmentent. Les commerçants anticipent en ajustant leurs prix. Du pain bénit pour les patrons, qui



Affiche OTR. En haut à droite : « 500 gourdes sans augmenter les prix ! Baissez les prix de tous les produits de première nécessité »

Dessin central, de gauche à droite : salaire (le petit) ; école ; manger ; dollar vert (le grand). « Salaire ! Pourquoi tu ne grandis jamais ? Oh ! Tu es devenu plus petit ! Secoue-toi ! »

En bas, les manifestants réclament les 500 gourdes. « C'est pas nous, c'est l'État », leur répond le capitaliste sur une montagne de dollars.

payent leurs travailleurs en gourdes alors qu'ils reçoivent l'argent de leurs transactions en dollars américains.

Ce sont exclusivement les masses pauvres et la classe ouvrière qui payent cette dévaluation de la monnaie locale. Pour elles, les conséquences prennent la forme de la diminution drastique de nourriture pour les enfants, le bail d'une petite pièce dans une maison qui ne peut être réglé, l'écolage des enfants qui ne peut être payé, un ajournement de soins

de santé, l'augmentation de la faim, de la malnutrition (et la mort lente qui suit).

Ce qui reste des services dits publics est en déconfiture complète : l'électricité d'Haïti n'existe que de nom. Ceux qui ont les moyens possèdent jusqu'à trois sources d'énergie alternative : les batteries, la génératrice et l'énergie solaire. Le reste de la population, la grande majorité, fonctionnent à la lueur des bougies ou carrément dans le noir une fois la nuit tombée. L'eau devient

de plus en plus un produit de luxe. Une ouvrière explique comment elle procède chaque matin : à partir du récipient de 5 gallons (20 l) qu'elle a achetée dans des conditions difficiles elle verse chaque matin à chacun de ses enfants un demi-verre pour se laver le visage, un verre pour la toilette. Elle laisse de quoi boire dans la journée quand ils ont soif et garde le reste de l'eau dans un endroit hors de portée des enfants. Tout cela, dit-elle, pour éviter le gaspillage.

VIOLENCES CONTRE LES MASSES PAUVRES

L'insécurité s'ajoute à la paupérisation croissante des masses pauvres. Elle est toujours permanente dans les quartiers pauvres et dans les interstices de la société haïtienne sous la forme de la violence contre les femmes, la domesticité des enfants, la répression des manifestations des opposants au gouvernement, le harcèlement sexuel à l'endroit des travailleuses sur la zone industrielle, les abus des supplétifs des proches du gouvernement dans les quartiers pauvres, les petits malfrats qui rackettent sur le chemin du travail. Mais, par moments et malheureusement de plus en plus souvent, cette insécurité prend la forme de grand banditisme lors des pics de crise politique ou à l'approche des périodes de fête comme celles de fin d'année.

Depuis le mois d'octobre, des bandits investissent plusieurs quartiers de Port-au-Prince et commettent leurs forfaits. Ils font preuve d'une imagination fertile pour semer la terreur. Alimentés et armés par les classes possédantes pour terroriser les travailleurs et par les politiciens pour effectuer leurs basses œuvres, ces gangs des quartiers populaires, en concurrence, entrent souvent

en conflits armés et quand c'est le cas, ce sont les travailleurs qui payent les pots cassés. Cette année, plusieurs quartiers populaires se sont vidés de leur population à cause de l'affrontement de ces bandes armées. Durant ces pics d'insécurité, l'État est aux abonnés absents. Omniprésentes quand il s'agit de réprimer les travailleurs sur la zone industrielle ou dans les manifestations, les forces de sécurité de l'État ne font rien pour endiguer et décourager les malfrats qui sèment la mort et le deuil au sein des classes pauvres. Allant jusqu'à interdire toutes les tentatives de regroupement des gens dans leur quartier pour assurer leur sécurité.

LES RAPINES DE MARTELLY ET DE SON ÉQUIPE

Au terme de son quinquennat, le bilan de l'équipe de Martelly est catastrophique pour les masses pauvres. Corruption à tous les échelons de l'administration publique, crises politiques à répétition, trafics de stupéfiants touchant les cercles les plus proches du président ont émaillé ces cinq dernières années. Clifford Brandt, concessionnaire de véhicules issu d'une des anciennes familles les plus riches du pays, incarcéré depuis plus de deux ans pour le kidnapping de deux enfants d'une autre famille riche du pays, est l'objet d'un procès depuis environ trois semaines. Il est passé aux aveux et a promis de citer des noms de nantis impliqués dans cette affaire. Le fils aîné du président, Olivier Martelly, ferait partie de ce gang dirigé par Clifford Brandt, membre du cabinet privé du président Martelly jusqu'à son arrestation.

Tandis que la population crève de faim, la prévarication continue et s'illustre même par l'argent de poche donné au chef de l'État lors de ses voyages

à l'étranger : son montant est passé de 4 000 à 20 000 dollars par jour. La presse a calculé le montant total des *per diem* de Martelly pendant les fréquents voyages à l'étranger : 4 millions de dollars, ce qui aurait pu donner du travail à 2 800 personnes pendant un an au salaire minimum en vigueur. Il a aussi multiplié presque par quatre le budget de la présidence. À la fin de son mandat, il a doublé le montant de sa pension et a octroyé des primes de 4 000 dollars aux ministres et autres hauts fonctionnaires publics.

Formé d'un conglomérat de politiciens venus de tous bords, ils se sont tous empressés de se remplir les poches avant de partir, laissant derrière eux gabegie, chaos et ruine. Le nouveau président provisoire vient de tirer la sonnette d'alarme sur la situation des caisses publiques. C'est le chaos, a-t-il précisé. C'est aussi une façon d'exprimer son inquiétude de ne pas pouvoir s'enrichir à la même vitesse que ses prédécesseurs, Haïti étant un pays pauvre où les dirigeants au service de la bourgeoisie s'enrichissent vite. [...]

COLÈRE OUVRIÈRE

Dans plusieurs usines sur la zone industrielle notamment au parc Sonapi, tout au cours de l'année 2015, des travailleurs ont manifesté leur colère contre les mauvaises conditions de travail et contre les patrons qui ne cessent d'inventer toutes sortes d'artifices pour rogner sur leur salaire, comme augmenter les cadences, ne pas payer les week-ends. Des arrêts de travail, des débrayages de quelques heures, des grèves de trois à quatre jours, une occupation d'usine, une manifestation de travailleurs à l'intérieur même du parc, voilà autant de réactions des ouvriers pour mener la lutte contre les patrons.

Par-ci par-là, des escarmouches éclatent entre patrons et ouvriers sur une revendication comme l'eau potable, du papier dans les toilettes, l'arrogance d'un supplétif du patron.

Nous venons de lancer une petite campagne avec comme axe, un plan d'urgence en faveur des travailleurs et de l'ensemble des classes pauvres du pays [...] pour demander entre autres la réévaluation du salaire minimum journalier de 250 gourdes (quatre dollars) à 500 gourdes (huit dollars). Cette campagne a bien débuté avec une intervention dans une émission d'une radio très écoutée dans le pays. Deux camarades ouvriers ont présenté et commenté le plan d'urgence pendant une trentaine de minutes. Cette intervention a fait le buzz. On ne parlait que de cela le lendemain sur la zone. Des travailleurs ont téléphoné pour appuyer le plan, d'autres auditeurs ont témoigné publiquement que c'était la première fois qu'ils avaient eu droit à une émission de si grande qualité. Des ouvriers de la zone qui ont écouté disaient que jamais ils n'avaient entendu ainsi parler d'eux, et qui plus est par des travailleurs eux-mêmes. Cela a reconforté les camarades pour continuer la campagne avec plus de motivation malgré les risques encourus dans ce pays de non-droits. [...]

Pour finir, ces arrêts de travail spontanés dans quelques usines, ces manifestations d'ouvriers à l'intérieur du plus grand parc industriel du pays n'ont pas suffi (pour l'instant) à faire plier les patrons, mais ces mouvements témoignent d'un petit frémissement et d'un possible regain de combativité des travailleurs dans la foulée des manifestations liées à l'agitation autour des élections. On ne peut que souhaiter que ces luttes éparses se propagent dans toute la zone industrielle et au-delà.

États-Unis

Quels qu'aient été les espoirs de certaines personnes il y a sept ans lorsque Barack Obama est arrivé à la présidence, la situation de la classe ouvrière s'est dégradée. Le pourcentage de la population qui travaille est inférieur à ce qu'il était au milieu de la crise de 2008-2009. Le fossé entre les très riches et les autres s'est encore élargi. Et la population est encore plus endettée, avec de nouveaux crédits hypothécaires pourris, des crédits automobiles sur huit ans, et une dette très lourde qui pèse sur presque tous ceux qui ne sont pas riches et qui veulent aller à l'université ou qui ont des enfants qui veulent y aller. Les services publics et les écoles ont été dévastés. L'empoisonnement au plomb des enfants de Flint a été médiatisé mais Flint n'est une exception que parce que nous en avons connaissance.

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE ET DÉMAGOGIE POPULISTE

C'est dans ce contexte que la campagne pour l'élection présidentielle de 2016 a démarré.

Au tout début, les primaires, qui ont commencé en janvier, ont été marquées par une large défiance envers les candidats traditionnels comme Jeb Bush.

Donald Trump a presque tout de suite attiré l'attention dans les primaires républicaines par son langage cru et ordurier envers les immigrants, les femmes, les musulmans et même les autres pays. Il y a dix jours, les grosses pointures chez les républicains ont dénoncé Trump, le traitant de raciste, de misogynne, de danger pour la politique extérieure des États-Unis, d'homme d'affaires en faillite et, en plus, d'imbécile. Tout cela est vrai, et même pire. Mais le problème pour le Parti républicain ce ne sont pas

les comportements sociaux de Trump. Les républicains ont misé sur la carte raciste depuis les années 1980, et ils ont attaqué le droit des femmes à l'IVG afin de se construire une base électorale parmi les chrétiens intégristes. La seule différence entre Trump et la plupart des autres républicains est qu'il dit ouvertement et crûment ce que les autres ne font que suggérer. La crainte des républicains, c'est que ses attaques ouvertes contre tant de gens leur coûtent finalement l'élection, et pas seulement l'élection présidentielle.

Pour nous le danger, c'est que Trump a trouvé une façon de toucher les travailleurs blancs. Certes, c'est en partie parce qu'il existe au sein des travailleurs blancs une tendance profonde au racisme et à d'autres attitudes réactionnaires. Mais Trump parle aussi de leurs difficultés économiques : il s'en prend aux républicains qui veulent s'attaquer aux retraites, par exemple. Il se moque des gens qui travaillent dans la finance car ils ne font aucun travail utile. Il a même critiqué George Bush pour avoir fait la guerre en Irak et il l'a blâmé pour les attentats du 11 septembre. Mais surtout il surfe sur la peur du chômage, en dénonçant les accords de libre-échange, l'immigration, les importations et les entreprises comme Ford qui délocalisent leur production dans d'autres pays.

Tout en utilisant une sorte de discours populiste, Trump renforce de violents sentiments anti-immigrés et d'autres idées réactionnaires plus ou moins présentes dans une partie de la classe ouvrière. Il rend acceptable de dire ces choses-là ouvertement, et donc d'agir en conséquence, comme les groupes armés essayent de le faire le long de la frontière avec le Mexique.

Chez les démocrates, les choses se passent mieux mais

Bernie Sanders a trouvé le moyen de mettre des bâtons dans les roues de Hillary Clinton. Bernie Sanders se prétend peut-être socialiste, et il peut parler du fossé croissant entre les riches et tous les autres. Il attaque les grandes banques, promet de les réguler, mais Sanders est loin d'être l'insurgé que les médias présentent. Depuis qu'il siège au Congrès il a voté 98 fois sur cent avec la direction du Parti démocrate, y compris pour tous les crédits de guerre et pour toutes les mesures aggravant la criminalisation des jeunes Noirs. Il a voté en faveur de la résolution unanime du Sénat soutenant l'attaque d'Israël sur Gaza en 2014.

Jusqu'à récemment ses principaux soutiens ont été les étudiants – sans doute parce qu'il réclame la gratuité des études universitaires – et des milieux intellectuels et autres petits bourgeois libéraux. Il est certain que son discours touche un peu l'idéalisme de ces étudiants, assez en tous cas pour qu'il récolte jusqu'ici 40% des votes. Mais dans le Michigan, il a trouvé une façon de toucher une partie de la classe ouvrière en centrant sa campagne sur les suppressions d'emplois, se vantant d'avoir voté contre les vingt-sept accords de libre-échange que Clinton, elle, a votés. En d'autres termes, lui et Trump jouent sur la même corde. Sanders joue le rôle que d'autres ont joué avant lui, à savoir exprimer la colère d'une partie de la population avec un discours populiste, mobiliser les jeunes qui veulent être actifs, simplement pour les ramener dans le giron du Parti démocrate, quand la longue campagne des primaires sera terminée.

Pour dire quelques mots de Clinton, sa base électorale la plus solide se trouve dans la population noire : elle récolte dans certains États jusqu'à 80%

du vote noir. Les médias soulignent à plaisir ce vote noir, contribuant ainsi à rejeter les électeurs blancs vers Trump. Ainsi dans cette élection, personne ne se présente pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. Celle-ci est divisée, écartelée entre le vote pour un dangereux démagogue de droite, une sorte de faux populiste et la femme qui représente ouvertement l'establishment.

LES ASSASSINATS DE NOIRS PAR LA POLICE

À part les élections, les grands médias, les médias officiels ont porté leur attention sur les assassinats de jeunes et de moins jeunes Noirs par des flics. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas eu de tels assassinats auparavant. Il y en a eu, année après année. Mais cela a été mis à la une des médias depuis les manifestations de protestation à Ferguson dans le Missouri en août 2014 et les émeutes à Baltimore l'an dernier. Ce qui est frappant aussi, c'est que quelques flics ont été poursuivis.

Ces meurtres par des flics ne sont pas nouveaux : ils sont en fait le résultat macabre d'une politique qui a été appliquée depuis plus de quarante ans, une politique qui a consisté à criminaliser les petits délits, en utilisant ces nouveaux crimes pour chasser les Noirs de la rue vers la prison. Bien sûr cette politique touche tout le monde, les jeunes travailleurs blancs, en particulier les plus pauvres, les jeunes Hispaniques, en particulier les Portoricains, mais surtout, sans commune mesure, des jeunes Amérindiens et des jeunes Noirs.

Il n'est pas exagéré de dire que les États-Unis sont devenus une sorte de goulag, un pays qui emprisonne sa population noire à un rythme plus rapide que ne l'a fait n'importe quel pays y compris l'Afrique du Sud

sous l'apartheid. Quoi d'autre qu'un goulag quand presque un quart, 23% exactement, de la population carcérale mondiale est aux États-Unis alors que ce pays a moins de 4% de la population mondiale, et quand un tiers de tous les hommes noirs nés après 1970 ont fait un séjour en prison, et même les deux tiers de ceux qui ont quitté le lycée sans diplôme.

Ce taux dramatique d'emprisonnement engendre dans les rues une situation où les flics ont peur de tous les jeunes et tirent donc les premiers. Le vrai problème n'est pas ce que prétendent les libéraux démocrates, que des jeunes « innocents », non armés, se font tuer dans la rue. Bien sûr, ça arrive. Mais il est certain que la plupart de ceux qui se font tuer étaient armés.

Et alors ? Le vrai crime est cette politique d'emprisonnement qui a créé une génération, plusieurs générations maintenant, de jeunes hommes endurcis, de jeunes hommes qui portent des armes, de jeunes hommes qui n'ont plus peur de la prison, plus peur de mourir, et qui parfois se retournent contre leur propre quartier et même contre leur propre famille.

Ces jeunes endurcis font partie de la classe ouvrière : une vérité dont la classe ouvrière va devoir tenir compte.

DANS L'AUTOMOBILE

Les travailleurs ont failli de peu rejeter les contrats négociés par les dirigeants de l'UAW avec les trois entreprises automobiles. « Ont failli de peu » : cela n'a pas l'air bien extraordinaire mais cela n'était pas arrivé au cours des 79 ans d'histoire du syndicat. Les travailleurs étaient dégoûtés, en colère contre les patrons qui leur ont donné de toutes petites augmentations de salaires après

quatre années de gros profits.

Dès le départ, il était évident que les travailleurs se servaient de leur vote contre le contrat pour exprimer un large mécontentement, mais il était clair aussi que peu d'entre eux envisageaient la grève pour appuyer leur refus du contrat. Et c'est précisément cette arme que le syndicat a utilisée contre les travailleurs pour forcer finalement l'acceptation du contrat. Après le premier vote chez Chrysler rejetant le contrat, l'appareil syndical s'est répandu dans les usines, les unes après les autres, menaçant les travailleurs de déclencher une grève qui se prolongerait au-delà de Noël. En gros, ils ont fait la même chose à General Motors puis à Ford. La campagne d'intimidation plus la grosse prime à la signature donnée à GM et plus encore à Ford ont finalement abouti à faire accepter le contrat de justesse.

Voz obrera (Voix ouvrière, Espagne)

La situation économique et sociale en Espagne reste marquée par la crise économique, les attaques du gouvernement et du patronat contre les conditions de vie ainsi que par la répression dirigée contre les syndicalistes participant à des piquets de grève et contre les militants qui organisent des manifestations.

Le problème principal reste le chômage, dont les chiffres demeurent très préoccupants malgré une légère baisse et malgré les bobards auxquels nous a habitués le gouvernement du Parti populaire (PP). Le chômage touche officiellement 22,4% des travailleurs et, parmi eux, deux millions sont des chômeurs de longue durée dont beaucoup ont épuisé leur droit aux allocations. Le chô-

mage des jeunes, quant à lui, explose; et de nombreux jeunes ont déjà émigré pour chercher du travail à l'étranger, ce que le gouvernement préfère appeler pudiquement la « mobilité externe ».

Les licenciements continuent. Au cours des derniers mois, les grandes entreprises ont trouvé une nouvelle astuce juridique pour transformer les licenciements collectifs en suppressions d'emploi individuelles, par accord personnel entre le travailleur et l'entreprise. Des boîtes comme Telefónica, Abengoa, el Corte Inglés, etc., ont commencé à utiliser cette formule, tout cela avec la bénédiction des syndicats majoritaires qui expliquent que, vu la situation, ça pourrait être pire.

PRÉCAIRES ET TRAVAILLEURS PAUVRES

Les rares emplois qui sont créés sont des emplois précaires. Sur dix contrats signés, neuf sont temporaires, ce qui fait qu'un tiers des gens qui travaillent sont sous contrat temporaire. De plus, les infractions au droit du travail se multiplient. Pour prendre un seul exemple, dans l'aéronautique, on trouve des ingénieurs travaillant sous des contrats d'assistants administratifs. Dans ce contexte, on s'habituerait presque à la multitude de rapports et d'enquêtes montrant qu'environ 30% des travailleurs sont pauvres et décrivant ce qu'on a fini par appeler « les nouveaux pauvres ».

Les expulsions des familles qui ne paient pas leur loyer ou les hypothèques continuent, mais il y a eu peu de manifestations et de mobilisations, car sur ce problème comme sur beaucoup d'autres le mécontentement de la population s'est vu canalisé vers les urnes.

APRÈS LES ÉLECTIONS DE 2015

2015 a été une année triplement électorale; « l'année du changement », comme on nous l'a répété jusqu'à l'indigestion. Nous avons eu des élections municipales, des élections régionales dans la majorité des régions et, enfin, les élections générales au Parlement pour former le gouvernement national. Je vous fais grâce du détail des résultats électoraux de chaque mairie et de chacune des dix-sept régions autonomes de l'Espagne. Sachez seulement qu'ils ont été dominés par la volonté de sanctionner le PP (la droite au pouvoir), de mauvais résultats pour le Parti socialiste (PSOE) et de très mauvais résultats pour Izquierda Unida (IU), la coalition liée au Parti communiste. En revanche, il est sorti des urnes un renforcement des nouveaux partis, les partis « émergents » comme ils disent, Ciudadanos et Podemos.

Ciudadanos, une nouvelle version du PP présente en Catalogne mais presque inexistante dans le reste du pays, a obtenu, grâce à l'appui des médias, de bons résultats électoraux même s'ils sont en dessous des objectifs affichés. Pendant toute l'année et surtout pendant la campagne, ce parti a reçu un soutien inédit des médias qui lui a permis de se présenter comme le parti anticorruption. On les voyait partout, comme nous le disons, « jusque dans la soupe ».

L'expression la plus radicale du mécontentement populaire s'est faite au travers de Podemos, qui a obtenu de très bons résultats, notamment à Barcelone et à Madrid, où ce parti a remporté la mairie en s'alliant avec d'autres groupes; c'est ce qu'ils ont appelé les candidatures d'« unité populaire ». Podemos représente la troisième force politique du pays. Il provient du mouvement des indi-

gnés, le « 15 M ». Même si c'est un parti qui ne se réclame pas de la classe ouvrière et qui ne s'appuie pas sur sa force, il incarne un espoir de changement.

Tous les nouveaux maires de Podemos ont promis qu'ils allaient lutter contre la corruption, contre les expulsions de logements, contre la pauvreté énergétique et alimentaire. Toutes ces belles paroles se sont bien vite envolées. L'exemple de Barcelone est significatif. La nouvelle maire Ada Colau, qui a remporté la ville par une candidature avec Podemos et d'autres collectifs plus petits, s'est retrouvée face à une grève des travailleurs du métro et elle a tenté par tous les moyens d'obtenir que les travailleurs renoncent à la grève annoncée, allant jusqu'à affirmer que l'annulation du préavis de grève était un préalable indispensable à toute négociation. Elle a justifié sa conduite en disant : « *Maintenant j'ai des responsabilités.* »

La grève du métro de Barcelone a mis en évidence la combativité de la classe ouvrière, et elle montre clairement qu'il est inutile de compter sur d'autres forces politiques que celle des travailleurs eux-mêmes. Le mouvement a été un succès malgré la criminalisation dont les grévistes ont fait l'objet. Le gouvernement catalan, aux mains des indépendantistes, a augmenté de 15 % le service minimum. Jusqu'ici, rien d'étonnant.

Mais la plupart n'imaginaient pas que la « nouvelle gauche » d'Ada Colau aurait une attitude propatronale et antigreviste. La grève était motivée par l'accord d'entreprise que les travailleurs essaient de négocier depuis cinq mois déjà tandis que la direction de l'entreprise municipale traîne les pieds. Les travailleurs eux-mêmes ont demandé son soutien à Ada Colau mais ils ont

vite compris que celle-ci aurait mieux fait de rester dans sa mairie. Il y a sûrement des centaines de ses partisans qui ne sont pas d'accord avec cette attitude; mais ils feraient bien de s'interroger sur les raisons pour lesquelles cette nouvelle gauche si moderne ne se réclame pas de la classe ouvrière, et ne parle jamais ni de lutte de classe ni de capitalisme.

De la même manière, le nouveau Congrès des députés présente un nouvel aspect après les élections; des anciens élus, il n'en reste que 137, contre 218 nouveaux députés. Les élections générales du 20 décembre 2015 sont venues confirmer le délitement du PP bien que celui-ci soit sorti vainqueur, l'affaiblissement du PSOE et d'IU, tandis que Ciudadanos et plus encore Podemos enregistraient de bons résultats. La dispersion des voix a eu pour conséquence l'incapacité du chef du PP, Mariano Rajoy, à se présenter à l'investiture car il ne disposait pas de la majorité requise; il a donc cédé la place au candidat du PS, Pedro Sánchez, qui n'a pas eu plus de chance et n'a pas réussi à être investi chef du gouvernement. Du coup, à moins qu'un pacte soit signé, nous aurons de nouvelles élections dans quelques semaines.

Nous voilà donc avec un gouvernement par intérim du PP, avec un Premier ministre qui ne fait presque aucune apparition publique et a presque disparu, avec les médias et le patronat qui, de leur côté, essaient d'effrayer la population avec cette situation de non-gouvernement qui, selon eux, fait peser la menace d'un cataclysme sur notre économie déjà mal en point. Cependant, la population ne se sent pas du tout menacée par cette incertitude sur qui sera le prochain chef du gouvernement. Les gens de gauche, en général, se réjouissent même plutôt de voir les politiciens des grands partis déconcertés et cherchant des accords possibles, obligés de se tourner vers de petits groupes. Ils y voient une façon de rompre avec le bipartisme, ce qui est très à la mode depuis quelque temps. Pendant que les hommes politiques, les journalistes, les analystes, les sociologues parlent d'une situation néfaste pour l'économie du pays, dans bien des familles, dans les bars et les lieux de réunion, de manière ludique et festive, on lance des paris sur les accords et les contre-accords. Et les jeux restent ouverts, presque trois mois après la tenue des élections générales.



Iglesias reçu par le roi, le 22 janvier 2016.

LA CATALOGNE, VERS L'INDÉPENDANCE?

Dans tout ce cirque d'accords et de pactes électoralistes, la Catalogne mérite qu'on s'y arrête un moment ; là-bas, les élections se sont focalisées sur la question de l'indépendance.

La droite nationaliste catalane a rendu le statut actuel de la Catalogne responsable des conséquences de la crise et rejeté la responsabilité des coupes budgétaires sur le gouvernement central, évitant ainsi de parler des vrais problèmes de la population. Elle a réussi à mettre dans la tête de bien des Catalans qu'avec un gouvernement vraiment catalan ils pourraient mieux décider de leurs affaires sans intervention de Madrid. La droite nationaliste a ainsi réussi à regrouper derrière elle, dans une sorte de front national catalan appelé *Junt pel Sí*, tous les nationalistes y compris la CUP (Candidatures d'unité populaire), dont les députés ont permis de donner la direction de la Generalitat à CiU, la droite bourgeoise catalane.

La CUP, qui se prétend anticapitaliste et chante *l'Internationale* à la fin de tous ses meetings, bien sûr en catalan, a donc soutenu le nouveau gouvernement catalan en échange de la mise à l'écart de son leader le plus charismatique, Artur Mas, et d'un vague engagement sur des mesures sociales et citoyennes. Ce soutien apporté à la bourgeoisie catalane de droite n'a pas été bien digéré par une moitié de la base, pour qui ce gouvernement est, comme on dit, le même chien avec un autre collier. La CUP a justifié son soutien en disant que les Catalans subissent une oppression et que l'obtention d'un État catalan apportera des améliorations sociales et même que c'est un pas en avant vers le socialisme. Mais refuser de situer les problèmes des tra-

vailleurs de Catalogne sur le terrain de la lutte de classe, c'est perdre le nord ou, pire encore, c'est désorienter les travailleurs.

C'est ainsi que, parmi ses premières mesures, le nouveau gouvernement catalan a entamé un processus de « construction d'un État catalan indépendant sous la forme d'une république ». Et cela continue. En ce moment, c'est un vrai bombardement médiatique pour discuter si ce que fait le Parlement catalan est constitutionnel ou non.

Au cours des derniers mois, nous avons aussi assisté à quelques mobilisations dans la rue, bien moins fréquentes et rassemblant moins de monde que les années précédentes, en partie à cause de la répression qui sévit à tous les niveaux, contre les travailleurs, contre les collectifs anti-expulsions, les syndicalistes, bref, contre tous ceux qui protestent et se mobilisent. 300 personnes sont actuellement confrontées à des procédures judiciaires dues à la loi de sécurité citoyenne modifiée, durcie par le PP en 2012 et dont nous commençons à voir les effets, une loi que tout le monde appelle la « ley mordaza », la loi bâillon.

Lutte ouvrière (Belgique)

J'aurais du mal à vous raconter quelque chose de bien original sur la situation politique en Belgique, tant les attaques de la bourgeoisie se ressemblent.

Presque au moment de l'annonce de la loi travail par El Khomri en France, le ministre de l'Emploi belge, Kris Peeters, a avancé 10 points pour « réformer en profondeur » le droit du travail. Parmi ceux-ci un nouveau statut de « travailleur autonome » qui ne serait pas tout à fait indépendant, mais qu'un patron pourrait embaucher pour des tâches précises,

sans s'encombrer d'obligations en termes de préavis ou d'indemnité de licenciement, et qui sera payé en fonction du travail fourni et non plus pour les heures prestées. Avec ça, le ministre veut faire voter encore avant la fin de cette année une loi qui permettrait aux entreprises de déroger au droit du travail pour pouvoir être plus créatives (comme il dit) dans l'organisation du travail dans les entreprises. Après un an ou deux de ce fonctionnement qui laisse toute la place au chantage à l'emploi, le ministre dit que le point sera fait avec les partenaires sociaux pour réformer le droit du travail en profondeur. Mais contrairement au projet de loi El Khomri, cette annonce d'une attaque majeure contre le monde du travail est, jusqu'à présent, passée presque inaperçue.

C'est que les appareils syndicaux n'ont pas l'intention cette fois de mobiliser comme ils l'avaient fait fin 2014 et début 2015, quand le gouvernement avait annoncé un saut dans l'indexation des salaires et le passage de l'âge de la retraite à 67 ans... en 2030. Les syndicats avaient alors organisé une manifestation nationale, puis trois jours de grèves tournantes dans les provinces et enfin une journée de grève générale pour l'ensemble du pays.

Le problème principal des appareils syndicaux avait été que le gouvernement décidait sans les consulter et affichait une certaine volonté de s'attaquer à leurs intérêts d'appareils au sein de l'État bourgeois, comme la gestion des caisses de chômage par les syndicats. La mobilisation les jours de grève avait paralysé l'économie. Mais sans la participation massive des travailleurs du rang. En fait, il s'agissait surtout de piquets organisés par les militants syndicaux devant des entreprises, mais aussi sur les routes pour empêcher les travailleurs d'ar-

river à leur travail. Une certaine tradition de ces piquets en Belgique veut qu'on se laisse volontiers empêcher. Mais la pression pour arriver quand même au travail augmente, et il y a donc eu quelques petits heurts avec des petits patrons ou des travailleurs pas conscients. Pour l'instant, il n'y a pas vraiment eu de tentatives patronales d'organiser des travailleurs inconscients contre de tels piquets. Mais si le climat antisyndical continue à s'aggraver comme il le fait, cela pourrait être la prochaine étape.

Dans ces « grèves » au début de 2015, il n'y a pour ainsi dire pas eu d'assemblées de travailleurs, pas de discussions collectives, et encore moins de votes sur des revendications. La mobilisation s'est souvent limitée à des sms envoyés avec des rendez-vous. Et encore, ceux qui voulaient participer ont parfois dû téléphoner plusieurs fois pour obtenir ne serait-ce que cette information-là.

Tout est fait pour que cette grève ne devienne pas « l'école de guerre » dont parlait Engels. Alors au final, après cette année de « mobilisation sociale » venue du haut des appareils syndicaux, le niveau de conscience a baissé encore, plutôt qu'augmenté, et le fossé qui sépare les militants syndicaux des travailleurs s'est encore élargi. Le patronat et le gouvernement ont donc maintenant les mains plus libres. Les syndicats apparaissent affaiblis. Il serait difficile pour eux de répéter ce même bluff de grève générale, avec une base militante qu'ils ont épuisée dans une mobilisation démoralisante.

Et en plus, le ministre Peeters, avec son année d'essai, offre à la bureaucratie syndicale une multitude de tables de négociations, avec lesquelles il compte les amuser. La concertation sociale est sauvée ! Il va sans dire que, pour les travail-

leurs, il ne peut en sortir que des reculs. Ainsi, rien que cette année, les représentants syndicaux ont déjà négocié comment obliger des malades de longue durée à retourner au travail. Et ils sont occupés à négocier comment limiter encore plus le droit de grève. Ou comment scier la branche sur laquelle ils sont assis.

C'est dans ce climat de reculs et de démoralisation que sont survenus la crise des migrants et les attentats de Paris, pourrissant encore un peu plus le climat et fournissant à la bourgeoisie l'occasion de faire paraître les forces de répression au quotidien dans les rues. C'est qu'ils savent, eux, que tôt ou tard il y aura une réaction de la population et des travailleurs. C'est la bourgeoisie même qui en prépare le terrain.

Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe, Turquie)

Depuis l'an dernier, on constate une aggravation très nette et inquiétante de la situation politique. Vous êtes sans doute en grande partie au courant des événements, mais j'ajoute que la tension est sensible jusque dans la vie quotidienne. Ainsi il y a quelques semaines, c'est un jeune de 13 ans qui a été arrêté sous l'accusation d'avoir insulté le président Erdogan. Plus d'une centaine de personnes sont en prison sous le même chef d'accusation. La liberté d'expression est en train de se réduire comme peau de chagrin.

En décembre, deux journalistes ont été emprisonnés pour un article publié six mois auparavant. Cet article parlait des camions qui avaient été arrêtés alors qu'ils allaient traverser la frontière syrienne. Quand on a ouvert ces camions, il est apparu qu'ils étaient pleins d'armes, évidemment destinées

aux groupes djihadistes comme l'organisation État islamique ou le front al-Nosra. D'autre part, ils étaient conduits par des membres des services secrets turcs, preuve que le gouvernement turc aide en sous-main les groupes djihadistes. Le fait était en réalité connu publiquement, mais Erdogan a saisi le prétexte de cet article pour accuser les journalistes de « divulgation de secrets d'État », et aussi d'« aide à une organisation terroriste armée », ce qui est tout de même le comble de la part d'un gouvernement qui aide Daech.

En fait, c'était pour Erdogan l'occasion de faire un exemple pour menacer et faire taire complètement la presse d'opposition. Les deux journalistes ont été libérés par la justice au bout de trois mois, ce qui a déclenché la colère d'Erdogan, car d'après lui il faut les condamner à la prison à perpétuité. La grande presse est divisée en deux : une partie est aux ordres d'Erdogan et de son entourage tandis que l'autre partie, oppositionnelle, est liée au Medef turc officiel, le Tüsiad, au parti social-démocrate CHP, ou à la confrérie de Fethullah Gülen, comme le journal *Zaman* que le pouvoir a placé sous tutelle il y a une semaine. Il y a une véritable guerre de clans au sein même de la bourgeoisie turque. Erdogan s'est coupé d'une partie du patronat et il ne fait pas de cadeau à ses opposants, même quand ce sont de riches bourgeois.

Le gouvernement d'Erdogan est pris dans un engrenage dû à l'aggravation de la crise économique mais aussi à l'impasse de sa politique extérieure dite néo-ottomane. Au début, Erdogan la résumait en disant qu'il voulait « zéro problème avec ses voisins ». Le résultat actuel est qu'il a des problèmes avec presque tout le monde. Il a commencé à se brouiller avec les États-Unis au moment de l'em-

bargo contre l'Iran, quand on a découvert que la Turquie continuait à trafiquer avec ce pays, à commencer par les proches d'Erdogan qui en ont profité pour s'enrichir. Maintenant, Iran et États-Unis sont réconciliés, mais c'est Erdogan qui s'est brouillé avec l'Iran parce qu'il est allié de l'Arabie saoudite.

En Syrie, Erdogan avait déclaré que Bachar al-Assad était un grand ami, presque son frère. Mais ensuite il s'est engagé dans la guerre civile du côté des adversaires d'Assad. La bourgeoisie turque a beaucoup perdu dans cette guerre, car ses marchés en Syrie se sont écroulés. Quant à Erdogan, il n'y a rien gagné, surtout depuis que la politique américaine est de renouer avec l'Iran, de compter sur le régime d'Assad, et de se mettre d'accord avec la Russie.

À propos de la Russie justement, Erdogan s'était affiché comme un grand ami de Poutine, mais cet automne l'armée turque a abattu un avion russe. Maintenant les deux amis sont brouillés à mort, pas au point d'entrer en guerre, mais sait-on jamais! En tout cas, la politique extérieure d'Erdogan est un échec sur toute la ligne, et cela se voit de plus en plus. Il est vrai qu'il n'en change pas pour autant. À terme, cela va peut-être le mener dans le mur. Ce ne serait que son problème... si cela n'avait pas des conséquences pour tout le monde en Turquie, et malheureusement cela en a.

Erdogan s'est raidi contre tous ses opposants politiques, surtout lorsqu'il a perdu la majorité absolue aux élections législatives de juin 2015. Avec cette relative défaite électorale, le projet d'Erdogan et consorts qui visait à modifier la Constitution pour imposer un régime présidentiel risquait de tomber à l'eau. D'autre part les dossiers d'accusation en suspens contre lui et son entourage sont une épée de Damoclès qui risque de tomber sur sa tête au cas où il

perdrait le pouvoir.

Erdogan et l'AKP ont donc choisi la fuite en avant, et une sorte de stratégie de la tension. Ils ont mis fin au « processus de paix » qui avait été engagé avec le PKK, et relancé la guerre dans les régions kurdes. Plusieurs villes de ces régions, comme Diyarbakir, ont vu plusieurs de leurs quartiers complètement rasés. Des centaines, sans doute des milliers de personnes ont dû fuir, exactement comme cela se passe en Syrie.

Ce n'est qu'à ce prix, en créant une ambiance de guerre civile dans tout le pays, que les dernières élections de novembre ont donné cette fois la majorité absolue à Erdogan au Parlement. Cependant ce n'est pas une majorité suffisante pour changer la Constitution et faire passer le régime présidentiel sur mesure qu'il souhaite. Malgré tout Erdogan se comporte comme si tel était le cas, même si ce qu'il fait est complètement illégal.

LA DÉGRADATION DE L'ÉCONOMIE

Pour parler maintenant de la situation économique, cela a été longtemps le point fort d'Erdogan et de l'AKP. Au début de leur gouvernement, l'économie turque a tourné très fort, la bourgeoisie turque s'est enrichie, mais il y a eu aussi des retombées positives pour la population, les salaires ont augmenté au moins pour un grand nombre de travailleurs. C'est ce qui a valu des succès électoraux à l'AKP pendant plusieurs années car il pouvait se vanter d'avoir apporté la prospérité alors que les gouvernements précédents, social-démocrates en particulier, n'avaient apporté que des crises financières et des scandales de corruption.

Mais malgré tout, la dégradation économique mondiale a fini par avoir des effets sur l'éco-

nomie turque. Il faut y ajouter les conséquences de la guerre civile en Syrie, et maintenant tous les problèmes dans le commerce et les relations économiques du fait de la politique extérieure d'Erdogan. La dégradation des relations avec la Russie et l'Iran empêche les exportations de produits agricoles et du textile. Elle bloque les contrats des entreprises du bâtiment et des travaux publics. Même avec les pays où la Turquie pourrait exporter comme l'Arabie Saoudite, le Qatar, les pays du Golfe persique en général, ce n'est plus aussi simple que lorsque cela pouvait transiter par la Syrie. Ajoutons que le secteur du tourisme s'était beaucoup développé, notamment avec la Russie, et qu'il est devenu un secteur sinistré. L'attentat suicide de janvier, contre des touristes allemands qui visitaient Istanbul, n'est pas fait pour arranger les choses.

Entre la crise financière mondiale, qui touche maintenant la Turquie comme elle a touché la Chine ou le Brésil, et les conséquences de la politique extérieure aventuriste d'Erdogan, la dégradation est donc rapide. La monnaie, la livre turque, a perdu rapidement autour de 20% de sa valeur, ce qui a engendré de l'inflation et une baisse du pouvoir d'achat. Les conséquences sont sensibles. Aujourd'hui plus de 3 millions de personnes ont du mal à payer le crédit qu'elles avaient contracté quand l'économie allait mieux. 1,3 million de personnes ont des problèmes avec la justice pour cette raison. 100 000 personnes se trouvent en prison pour des délits économiques. Et si les lois étaient appliquées à la lettre, 300 000 autres y seraient aussi.

LES GRÈVES DANS LA MÉTALLURGIE

Dans ce contexte, le fait réconfortant a été pour nous la vague de grèves qui s'est pro-

duite au printemps dernier dans la métallurgie, notamment dans la construction automobile et en particulier à Bursa, un mouvement dans lequel les ouvriers de l'usine Renault ont eu un rôle moteur.

Je ne vais pas raconter ce mouvement en détail, puisque nous avons fait une brochure qui l'explique. On a vu que, dans des circonstances où leurs revendications économiques devenaient vraiment urgentes, où il n'y avait absolument pas à compter sur les syndicats pour les défendre, où il n'y avait pas non plus de militants présents, les travailleurs ont su agir. Ils ont trouvé en eux-mêmes les ressources pour s'organiser, désigner leurs délégués, prendre leurs décisions, mener leur mouvement avec une cohésion et une solidarité remarquables.

La direction aurait voulu réagir comme elle le fait d'habitude, en licenciant les travailleurs qui s'étaient mis en avant. Elle n'a pas réussi car à chaque tentative les travailleurs répondaient immédiatement par la grève, au point que les directeurs étaient

forcés de se déplacer en pleine nuit pour venir déclarer que c'était une erreur et que les licenciements étaient retirés.

Ainsi les ouvriers ont forcé le patronat à lâcher du lest, et ceux de Renault ont été vus comme un exemple par les autres travailleurs, un peu partout en Turquie.

Je précise que ceux de Renault sont des ouvriers qui font bien souvent partie de l'électorat de l'AKP, pourtant cela ne les a pas empêchés d'entrer en lutte et de poser leurs revendications. Cette montée du mécontentement social, y compris dans son électorat, est aussi un des éléments qui expliquent l'attitude du gouvernement, qui ressemble parfois à de la panique.

Contre les ouvriers, il ne peut pas envoyer l'armée et les tanks comme il l'a fait dans les régions kurdes. Le 1^{er} janvier de cette année, il a même essayé de calmer le mécontentement en augmentant le salaire minimum légal, qui est passé de 1 000 livres à 1 300 livres, soit à peu près 350 euros. Cela n'a pas eu l'effet escompté car les autres sa-

laire, ceux qui n'étaient pas au minimum, n'ont pas suivi. Les travailleurs au contraire se sont sentis encouragés à réclamer que tous les salaires soient revalorisés dans la même proportion du fait de l'inflation. À partir de début janvier, les travailleurs de Renault Bursa, qui étaient restés remarquablement organisés, ont manifesté pendant deux mois dans l'usine, et ce conflit a été suivi avec attention par tous les autres travailleurs.

Malheureusement, la direction de Renault, et surtout derrière elle le reste du patronat et le gouvernement, ont frappé un grand coup il y a quinze jours. Des dizaines de licenciements ont été annoncés, la police est entrée dans l'usine. De nombreux travailleurs ont été arrêtés, puis relâchés. Évidemment, la direction a voulu licencier ceux qu'elle considérait comme les meneurs. Cela a été un véritable coup de force, qui a cassé le mouvement et le moral des travailleurs de Renault, au moins pour l'instant.

Bien sûr, on pouvait prévoir que le gouvernement d'Erdo-



Sur les grilles de Renault : « Si tu ne te bats pas aujourd'hui, demain tu mendieras. »

gan, qui a durci son attitude contre toutes les oppositions, allait se durcir aussi contre les travailleurs en lutte. Mais on peut tout de même remarquer qu'il a longtemps hésité, qu'il a temporisé et fait des concessions. Cela montre combien il craint les réactions de la classe ouvrière.

Un autre exemple est d'ailleurs la question des licenciements et des indemnités que les patrons sont obligés de verser aux travailleurs licenciés. Elles se montent à un mois de salaire par année d'ancienneté et c'est au fond la seule chose qui limite un peu le droit de licencier des patrons. Depuis des mois, une campagne est en cours pour dire qu'il faut supprimer ou réduire ces indemnités, mais le gouvernement n'arrive pas à le décider, car c'est une question extrêmement sensible parmi les travailleurs. Même le syndicat propatronal, la confédération Türk-İş, a déclaré que c'est une « ligne rouge » à ne pas franchir, tant il craint qu'il y ait des réactions.

Le coup de force contre ceux de Renault n'empêchera donc certainement pas de nouvelles luttes des travailleurs, chez Renault ou dans d'autres entreprises. Le mécontentement social est profond, une grande partie des travailleurs ont pris conscience de leur force, et Erdogan n'en a certainement pas fini avec le mécontentement ouvrier.

C'est important car actuellement une grande partie de la gauche, notamment dans les milieux intellectuels, est démoralisée par le durcissement du régime, alors qu'elle s'était fait des illusions après les élections du mois de juin en pensant qu'on allait vers la fin du gouvernement Erdogan et vers une certaine démocratisation. Mais heureusement la classe ouvrière se montre beaucoup moins sensible à ces évolutions politiques, et au fond plus confiante dans sa force.

Dans ce contexte difficile, avec le durcissement du pouvoir, avec la dégradation générale de la situation tout près de nous, dans les pays du Moyen-Orient, la capacité de réaction des travailleurs, leur capacité à retrouver le chemin de la lutte de classe, sont donc un élément qui nous encourage. Il nous confirme dans la conviction que la classe ouvrière a la force et les moyens de renverser le sens de l'évolution complètement réactionnaire à laquelle nous assistons. Il nous confirme aussi combien il est nécessaire, pour les militants révolutionnaires, de s'implanter parmi les travailleurs, et cela malgré toutes les difficultés que cela comporte dans un pays où les patrons, le régime, la police, ne font pas de cadeau.

Nous continuerons donc à militer dans ce sens, car c'est bien là que se trouve l'espoir.

Workers' Fight (Combat ouvrier, Grande-Bretagne)

« *To Brexit or not to Brexit* » : tout le monde paraphrase Shakespeare (« *To be or not to be* ») ces temps-ci en Grande-Bretagne. Comme si la population laborieuse n'avait pas bien d'autres problèmes autrement urgents, entre la précarisation, la baisse des allocations sociales, la crise du logement ou la dégradation du système de santé.

Mais peu importe. Les feux de l'actualité doivent rester fixés sur le référendum du 23 juin sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne, et sur les discours de Cameron sur la nécessité d'y rester. Quant aux milieux d'affaires, ils ne mâchent pas leurs mots et multiplient les prises de position contre le Brexit : jusqu'aux constructeurs automobiles comme Ford, Nissan, Toyota et BMW qui agitent la menace de licenciements.

Pour faire bonne mesure, Hollande est venu prêter main-forte à Cameron en laissant entendre que la « Jungle » de Calais pourrait bien être rapatriée à Douvres en cas de victoire du Brexit. Peu importe que l'accord bilatéral qui permet à Cameron de parquer les réfugiés à l'entrée du tunnel sous la Manche n'ait rien à voir avec l'Europe. De toute façon, pour Cameron

WORKERS' fight

ford
- Dagenham -

2 March 2016

BEHIND THE EU REFERENDUM - THE NEED TO FIGHT FOR OUR COMMON INTERESTS

Both the "in" and "out" camps in the EU referendum are working overtime to try to rally us to their respective causes. But the more they try, the more... Ironically, in fact, there is very little difference between the "ins" and "outs" from this point of view. Both use the same xenophobic rhetoric against...

**Bulletin de l'usine Ford de Dagenham, dans la banlieue de Londres :
« Derrière le référendum sur l'UE, la nécessité de lutter pour nos intérêts communs ».**

comme pour Hollande, tout cela n'est qu'un jeu politique, même si tous deux craignent les conséquences imprévisibles d'un Brexit.

Le calcul de Cameron est que, face à l'opposition officielle de tous les partis hormis le parti souverainiste UKIP, il y a peu de chances que le Brexit l'emporte. Mais ce n'est pas si simple. Les adversaires de l'Union européenne ont toujours été nombreux dans le Parti conservateur de Cameron. Ils en ont même souvent pris la direction. Aujourd'hui, la majorité de ses membres serait en faveur du Brexit, de même que 40 à 60% de ses députés, et six de ses 21 ministres. Mais surtout, la perspective du référendum de juin a fait monter d'un cran la lutte pour la succession de Cameron, en 2020, et une partie des aspirants à la direction se sont emparés du Brexit pour élargir leur base dans le parti. De son côté, l'électorat traditionnel des conservateurs est probablement en majorité pour le Brexit. C'était ce qui avait permis à UKIP de mordre sur cet électorat depuis 2013, sur la base d'une démagogie ultranationaliste et anti-immigrée. Et c'était en réponse à cette concurrence que Cameron avait surenchéri en promettant un référendum sur l'Europe, en même temps qu'une réduction de l'immigration.

Après quasiment un an de marchandages, la réforme de l'Union européenne, que Cameron se vantait d'avoir arrachée de haute lutte, n'a fait que réaffirmer les termes du contrat de mariage passé par les précédents gouvernements. Du point de vue des intérêts des États et des bourgeoisies concernés, il n'y avait donc aucun changement. Mais, à défaut de pouvoir satisfaire les préjugés ultranationalistes de son parti et de son électorat, Cameron a flatté leurs préjugés xénophobes en s'en prenant aux travailleurs

migrants européens, avec la complicité des autres gouvernements de l'Union. Désormais, les allocations familiales versées pour les enfants de ces travailleurs qui sont restés dans leur pays d'origine seront diminuées. Mais surtout, les pays de l'Union pourront invoquer des difficultés économiques pour priver ces travailleurs des aides sociales destinées aux plus bas revenus pendant quatre ans. Et Cameron a eu le culot de promettre que la Grande-Bretagne, l'un des trois pays les plus riches d'Europe, invoquerait cette clause!

Bien entendu, dans les faits, cette attaque contre les travailleurs européens est une attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière. D'autant qu'il était envisagé d'étendre la clause des quatre ans à tous les travailleurs entrant sur le marché du travail, quelle que soit leur nationalité. Or, pour des millions de travailleurs précaires, les allocations destinées aux bas revenus constituent un complément de salaire indispensable.

Nul ne peut dire ce qui sortira de ce référendum. Ce qui est certain, c'est qu'il ne présente aucun enjeu pour la classe ouvrière. Les deux camps incarnent des politiques antiouvrières et xénophobes que la classe ouvrière ne peut que rejeter.

Mais tel n'est pas le point de vue de la majorité de l'extrême gauche. Ses deux principaux groupes, le Socialist Workers' Party (SWP) et le Socialist Party, se sont déclarés en faveur du Brexit. Ces organisations ont beau le faire au nom d'une « Europe socialiste », on voit mal en quoi le retour à l'isolement britannique pourra faire avancer la cause dont elles se réclament. En revanche, en s'associant au Brexit, ces organisations cautionnent les attaques de Cameron contre les travailleurs migrants et le renforcement de la « forteresse britannique ».

Et tout cela en plein milieu d'une crise des réfugiés, dans laquelle le gouvernement britannique a joué un rôle particulièrement révoltant! Bien sûr, leur position reflète un certain opportunisme. Il est plus facile d'aller dans le sens du courant que d'aller contre les préjugés xénophobes. Car cette xénophobie est bien réelle. Elle se nourrit de l'insularité du pays mais aussi de la pauvreté de toute une partie de la population laborieuse qui n'a jamais quitté le pays, voire la région où elle vit, faute d'argent.

L'autre fait significatif de l'année passée aura été l'élection d'un leader travailliste appartenant à la vieille gauche de ce parti, Jeremy Corbyn. Cela ne change bien sûr rien à ce qu'est le Parti travailliste. Et Corbyn lui-même, derrière son langage de bon apôtre, n'en est pas moins un réformiste qui se méfie tout autant de la classe ouvrière que ses pairs de la droite du parti. Néanmoins son élection a suscité un certain enthousiasme et pourrait raviver des illusions sur ce parti et lui servir à surmonter son discrédit actuel.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Qu'en est-il de la situation économique et sociale? Le taux de croissance dont le gouvernement se vantait tant a très vite marqué le pas pour retomber au niveau de la moyenne européenne, selon l'OCDE. En tout cas, cette croissance n'a été d'aucun bénéfice pour la classe ouvrière.

Le gouvernement peut bien se vanter du taux de l'emploi qui atteint 74%, un record depuis 1970. Mais encore faut-il savoir que quiconque a travaillé au moins une heure dans la semaine est considéré officiellement comme ayant eu un emploi pendant cette période.

Autant dire que ces chiffres ne veulent rien dire! Plus significatif, cependant, est le fait que, pendant que le taux de l'emploi montait, les salaires réels baissaient pratiquement dans la même proportion.

Face à cette situation, on ne voit néanmoins pas de riposte. Le fait que les internes des hôpitaux publics, qui ne sont pourtant pas connus pour leur combativité, aient occupé le devant de la scène sociale en faisant grève pour la première fois en 40 ans, en dit long sur cette situation. De façon tout aussi significative, alors que la santé est l'un des secteurs où la syndicalisation est la plus forte et où la politique du gouvernement a eu les conséquences les plus graves, aucune tentative n'a été faite par les appareils syndicaux pour étendre le mouvement des internes aux autres personnels.

Dans la sidérurgie, frappée l'an dernier par la suppression d'un emploi sur quatre, les directions syndicales se sont également illustrées par leur veulerie. Elles se sont bornées à quémander des aides de l'État et l'instauration de barrières douanières contre les importations chinoises, le tout pour venir en aide à ces pauvres multinationales de la sidérurgie qui n'hésitaient pas à priver des milliers de travailleurs de leurs salaires.

En réalité, cela fait des années que les directions syndicales utilisent les lois antigrèves pour justifier leur passivité et qu'elles cherchent à préserver leurs bonnes relations avec les employeurs, quitte à multiplier les concessions sur le dos des travailleurs. Elles ont ainsi fini par discréditer toute idée d'action collective auprès de nombreux travailleurs. Ce sentiment a été renforcé par l'inaction des appareils syndicaux face aux attaques contre la classe ouvrière depuis le début de la crise. Et le fait qu'il n'ait

rien proposé contre la nouvelle loi antigrève de Cameron n'est pas pour redonner confiance aux travailleurs.

Et pourtant, si les travailleurs n'ont guère conscience de leur force, ils ne manquent pas de combativité. En voici un exemple, tout récent, à la gare londonienne de King's Cross. Depuis novembre dernier, les travailleurs de la multinationale du nettoyage danoise ISS se sont démenés pour obtenir de leur syndicat qu'il organise une grève sur les effectifs et les conditions de travail. Il leur a fallu aller en délégation au siège de leur syndicat et s'y empailler avec ses dirigeants nationaux pour que ceux-ci consentent à organiser un vote sur la grève. À la suite de ce vote, qui a donné une large majorité en faveur de la grève, une grève de 48 heures a finalement été décidée pour le jeudi 10 mars. Les travailleurs s'y sont préparés. Mais, la veille, ils ont appris que leur grève avait été annulée par la direction du syndicat, sans que ISS ait fait la moindre concession et surtout sans que les bureaucrates syndicaux aient pris la peine de demander leur avis aux travailleurs intéressés. Et encore ce syndicat est-il considéré comme l'un des plus combattifs. Alors, on peut imaginer ce qu'il en est des autres!

Bund Revolutionärer Arbeiter (Union des travailleurs révolutionnaires, Allemagne)

Un sujet a profondément marqué non seulement l'actualité politique, mais aussi la vie en Allemagne: ce sont les 1,1 million de réfugiés qui sont

arrivés en 2015, en particulier depuis le mois de septembre. Dans les villes, les réfugiés vivent par centaines dans des gymnases, des villages de grandes tentes, des stades ou des halls de foire. Une ville comme Munich compte 52 de ces hébergements, regroupant chacun de 100 à 1200 réfugiés.

L'arrivée des réfugiés a déclenché une profonde vague de solidarité. Tout le monde a vu comment les premiers trains de réfugiés étaient accueillis dans les gares par des foules portant des pancartes « *Refugees welcome* ». Cet élan de solidarité n'était pas un phénomène épisodique. Il continue et est plutôt encouragé par le gouvernement.

Il y a plusieurs centaines de milliers de gens qui, de différentes manières, s'investissent pour aider les réfugiés: ce sont des salariés, des retraités, des étudiants, des chômeurs qui organisent la collecte et la distribution de vêtements, qui leur distribuent de la nourriture, donnent des cours basiques d'allemand, prennent eux-mêmes un cours d'arabe, jouent avec les enfants, organisent des tournois de foot entre réfugiés et jeunes des quartiers, accompagnent les réfugiés dans leurs démarches, voire logent un ou plusieurs réfugiés chez eux à la maison.

Et heureusement qu'il en est ainsi. Leur aide est indispensable, d'autant plus que le service public est dépassé par la situation. Il y a eu tellement de réductions de personnel ces dernières années qu'il avait déjà du mal à assurer le quotidien. Mais dans une situation exceptionnelle comme celle-ci, il est complètement débordé.

Les réfugiés doivent attendre en moyenne six mois leur rendez-vous pour déposer une demande d'asile... et un an de plus pour que le dossier soit traité. Dans les écoles, on cherche désespérément

où prendre les enseignants pour ouvrir les classes d'accueil pour les 300 000 enfants de réfugiés, et aussi pour les enfants des quelques centaines de milliers d'immigrés qui sont venus dans la même période, en plus des réfugiés d'Europe de l'Est et du Sud. Et en ce qui concerne la question des logements, là aussi c'était déjà la pénurie avant. Surtout dans les grandes villes, on n'a plus construit de HLM depuis vingt ans. Alors les réfugiés sont obligés d'attendre des mois et des mois dans ces tentes ou gymnases où ils ont des « chambres » de quatre mètres carrés sans porte pour une famille de cinq personnes. Il y a eu les premières manifestations de réfugiés dans les camps où ils revendiquaient des appartements, le traitement de leurs dossiers et une scolarisation plus rapide des enfants.

Face à cette situation, le gouvernement a fini par débloquer plusieurs milliards d'euros pour soulager un peu les communes, les régions et les écoles restées jusque-là seules avec toutes ces nouvelles tâches. Mais ces mesures ne sont pas à la hauteur de la situation. Les embauches par exemple, souvent en CDD, ne compensent qu'une infime fraction de tous les emplois disparus ces dernières années.

Et l'État ne va évidemment pas jusqu'à commencer lui-même tout de suite la construction de logements décents et abordables. Au contraire il donne de nouvelles subventions et laisse ce marché aux sociétés immobilières, qui pourront décider elles-mêmes si elles construisent ou non des HLM, et à quel rythme. Et entre temps les propriétaires immobiliers profitent de la pénurie et de la détresse des réfugiés pour leur louer des logements dont plus personne ne voulait (des appartements moisés, avec

du chauffage électrique hors de prix).

Et il n'y a pas que les propriétaires immobiliers. Les mesures de l'État ont permis le développement de tout un business autour des réfugiés. Beaucoup de services liés à la gestion des hébergements sont privatisés: les entreprises de la restauration collective, les boîtes de sécurité, les entreprises de location de cars et une myriade d'autres en sont les bénéficiaires. Il y a même un nouveau type d'entreprises qui s'est créé: elles proposent aux communes la gestion clés en main des hébergements de réfugiés.

Et plus généralement le patronat aimerait tirer profit de l'arrivée des réfugiés pour casser des lois et baisser les salaires: il revendique par exemple que le salaire minimum de 8,50 euros, à peine introduit, soit abrogé temporairement pour les réfugiés. Pour l'instant, il n'est pas arrivé à ses fins.

Suite à cela et en raison de l'étonnement suscité par le fait que le gouvernement de Merkel choisisse d'accueillir les réfugiés contrairement à la plupart des autres pays européens, une partie du milieu de gauche a soupçonné derrière ce choix un intérêt économique: celui de fournir au patronat une main-d'œuvre qualifiée et à bas coût.

C'est loin de la réalité, car la plupart des réfugiés ne sont pas des médecins ou techniciens syriens, mais des ouvriers ou des paysans. Très peu parlent anglais, et un certain nombre, en particulier d'Afghanistan, ne savent pas lire ni écrire du tout. Ce n'est pas ce genre de main-d'œuvre qui manque au patronat de la construction mécanique ou de la chimie.

Ce qui est vrai, c'est que la recherche de main-d'œuvre était une raison pour une politique d'asile un peu plus ou-

verte à partir de 2011-2012, ce qui bénéficiait en particulier aux réfugiés syriens ou afghans. C'était une des raisons pour lesquelles, l'année dernière, avec le nombre de réfugiés qui augmentait, beaucoup de ceux qui venaient en Europe avaient pour destination l'Allemagne. Mais l'été dernier, où des milliers de réfugiés qui voulaient aller en Allemagne s'entassaient en Hongrie et où Merkel a pris la décision de suspendre la règle qui oblige les réfugiés à faire une demande d'asile dans le premier pays européen où ils arrivent, ça ce n'était plus un choix économique. C'était une simple réaction, car il fallait bien faire quelque chose.

Il est vrai que plusieurs facteurs ont facilité une telle décision. Il y a en ce moment une grande coalition, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de grand parti dans l'opposition qui du coup, par principe, aurait pris position contre cette décision. Et puis il y a aussi l'histoire de l'Allemagne: des millions de familles ont dû elles-mêmes fuir la guerre ou ont subi les déplacements forcés à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. D'autres ont vécu l'aberration du Mur et des barbelés hérissés à l'intérieur du pays. Du coup, même encore ce mois-ci, plus de 90% de la population disaient qu'il faudrait au moins accueillir les réfugiés de guerre.

Ces facteurs ont contribué à maintenir la décision d'accueil jusqu'à maintenant, malgré les choix différents de la plupart des autres pays européens et aussi malgré la pression d'une fraction importante à l'intérieur du parti conservateur, en particulier de la CSU, son parti frère en Bavière, qui revendique un quota à l'autrichienne du nombre de réfugiés. La majorité des dirigeants des deux grands partis (CDU et SPD) préfèrent, jusqu'à pré-

sent, accueillir les réfugiés plutôt que de fermer les frontières et d'endommager de façon non prévisible l'économie de l'Union européenne.

Mais ils cherchent de plus en plus massivement à réduire le nombre de réfugiés par d'autres moyens. D'un côté, en essayant de les refouler et de les maintenir à tout prix et sans scrupules à l'extérieur de l'UE, en Turquie en particulier.

Et puis en Allemagne même, la grande coalition vote de plus en plus de lois contre les réfugiés avec l'intention de dissuader les réfugiés de venir. On vient d'interdire à une part croissante de réfugiés, pour deux ans, le regroupement familial, donc le droit de faire venir légalement leur femme et leurs enfants. Et les gouvernants essaient d'en expulser rapidement de plus en plus, en particulier tous les réfugiés des Balkans et maintenant aussi ceux du Maghreb, dont le nombre a beaucoup augmenté ces derniers mois. Pour ces deux groupes, ils veulent créer des centres particuliers d'où ils seront renvoyés dans leur pays d'origine dans les quinze jours après leur arrivée en Allemagne. Et tout laisse à craindre que ces mesures-là ne soient qu'un début.

Une autre évolution qui est malheureusement à craindre, c'est que le contexte en Allemagne et en Europe renforce l'extrême droite, jusque-là peu présente en Allemagne. Et le danger vient, pour le moment, moins de ce milieu violent d'extrême droite qui incendie des foyers d'immigrés en construction ou tabasse des migrants dans la rue. Ce milieu-là, regroupant quelques milliers de personnes en Allemagne, a toujours existé. Il se sent évidemment renforcé par le contexte et multiplie ces actions, mais reste pour le moment extrêmement minoritaire. Le mouvement Pegida, avec ses manifestations contre « trop d'immigration » et contre « l'islamisation », est lui aussi très minoritaire. À Dresde, il réunit certes quelques milliers de personnes depuis un an. Mais au-delà de la région de Dresde, Pegida est inexistant.

En fait, c'est sur le plan électoral que les choses semblent changer. Un parti assez récent, l'Alternative pour l'Allemagne (AFD), tient depuis un an des propos ouvertement d'extrême droite et racistes. Il semble maintenant rencontrer un certain écho. Jusque-là des partis d'extrême droite sont presque toujours restés largement en

dessous des 5%. Mais dans les élections municipales de la région de Francfort le week-end dernier (le 6 mars), l'AFD est arrivée en troisième position, avec en moyenne 12% des voix. Et les sondages lui en donnent autant pour les régionales qui ont lieu ce week-end dans trois régions.

L'AFD s'appuie entre autres sur l'incapacité du gouvernement à prendre les mesures urgentes nécessaires face à l'arrivée des réfugiés, ce qui donne à certains l'impression d'une situation chaotique non gérable. Elle s'appuie aussi sur l'amertume des retraités et chômeurs pauvres, en particulier à l'est, auxquels on a dit depuis des années qu'« il n'y a pas d'argent » pour eux, et qui ont l'impression par contre que le gouvernement le trouve maintenant pour les réfugiés. Et puis l'AFD fait l'amalgame entre réfugiés et criminels. Elle s'appuie sur les incidents avec des bandes criminelles en particulier du Maghreb qui, saisissant l'occasion, sont venues avec le million de réfugiés et ont profité du chaos dans les administrations allemandes pour se procurer jusqu'à vingt identités différentes. C'est autour de ces bandes-là d'ailleurs qu'ont eu lieu les événements de Cologne où des bandes de jeunes ont racketté et agressé sexuellement plusieurs centaines de femmes.

Cela dit, même si les 10% dans les sondages montrent qu'un certain nombre de gens semblent se retrouver dans la propagande de l'AFD, pour le moment et d'après le peu que nous pouvons en juger, ce n'est pas du tout l'atmosphère dominante dans les entreprises et les quartiers ouvriers. Le fait que quelques centaines de milliers de gens aident les réfugiés et sont donc en contact avec eux, est positif aussi pour cela. Il faut dire que, jusqu'à présent, les grands partis CDU et

Reizend

Bund 24.02.2016
Revolutionärer Arbeiter

Für die Arbeiter im Solvay-Werk Rheinberg ArbeiterInnen aller Länder, vereinigen wir uns! (Karl Marx)

CDU und SPD streiten, aber verteidigen die gleiche arbeiterfeindliche Politik

Die Politiker denken derzeit fast nur noch an eins: an Wahlkampf. Vor allem in den Bundesländern, wo im März gewählt wird, und wo es die CDU gerade mit Wahlkampf gegen ihre eigene Bundesregierung versucht. Doch die Wahlen sind auch der Auftakt für die Bundestagswahl 2017. Und deshalb findet auch Wahlkampf in der Bundesregierung statt. CDU und SPD bemühen sich, sich regelmäßig zu streiten – meist um völlig unerhebliche Kleinigkeiten. Es ist der krampfhafteste Versuch, den Wählern zu

den Betrieb wechseln muss oder erst nach 24 oder 36 Monaten.

Da streiten sie sich angeblich über den krassen Mangel an bezahlbaren Wohnungen. Doch nicht etwa darüber, wie der Staat schnellstmöglich selber die nötigen Häuser bauen kann. Sondern nur darüber, ob sie den privaten Immobilienhain 1 oder 2 Milliarden Euro als Geschenk dafür anbieten, dass diese netterweise auch mal ein paar Sozialwohnungen bauen.

Da streiten sie sich um den gera-

Die andere Partei, die im Wahlkampf viel von sich reden macht, ist die sogenannte „Alternative für Deutschland“. Doch welche Alternative hat die AfD zu dem Stellenabbau, zur Ausweitung von Leiharbeit und Auslagerungen? Keine, im Gegenteil: Ihrer Meinung nach sollten die Bosse noch weniger Auflagen und noch mehr Freiheit bekommen, Arbeitende auszu-beuten.

Welche Alternative hat sie zu den fehlenden Kita-Plätzen? Dass die Arbeiterinnen lieber zuhause bei den Vätern bleiben sollten! Als

Reizend, le titre de ce bulletin d'entreprise signifie «charmant» mais aussi «irritant» (comme un produit chimique).

Bund Revolutionärer Arbeiter : Union des travailleurs révolutionnaires (sous-titre : Pour les travailleurs de l'usine Solvay de Rheinberg)

Titre de l'éditorial : «CDU et SPD se disputent, mais défendent la même politique antiouvrière» (24 février 2016).

SPD contribuent aussi à ne pas dégrader le climat envers les réfugiés. Après les événements de Cologne, SPD et CDU ont tout fait pour calmer la situation et ne pas créer un climat de haine ou de suspicion générale.

C'est cela qui risque de changer. Car, à partir de ce week-end, on entre dans une série d'élections régionales qui se termine, en septembre 2017, avec les élections législatives, les plus importantes élections en Allemagne. Et un score de 10% ou plus pour l'AFD amènera certainement les autres partis à essayer de chasser sur le même terrain. Rien que les sondages ont récemment amené les têtes de listes régionales du CDU à revendiquer une politique migratoire « à l'autrichienne », s'opposant ainsi à Merkel et leur propre gouvernement national. Et le parti social-démocrate (SPD) a commencé une campagne en disant qu'il ne faudra pas penser qu'aux réfugiés, mais aussi aux pauvres parmi les travailleurs et retraités allemands. De tels discours ne pourront pas rester sans influence sur le climat général.

Mais il y a aussi une autre évolution possible. Car la grande majorité des réfugiés intégreront la classe ouvrière. Ils l'intégreront en étant parmi les plus exploités, exploités comme main-d'œuvre à moindre coût que les patrons essayeront d'utiliser pour faire pression sur tous les salaires.

Il y aura donc quelques centaines de milliers de nouveaux travailleurs. Des femmes et des hommes qui ont travaillé dans plusieurs pays différents et se retrouvent aujourd'hui dans des hébergements, où ils rencontrent d'autres travailleurs du monde entier, d'Érythrée, du Mali, du Kosovo, de Serbie, de Syrie, d'Afghanistan, d'Algérie. Des femmes et des hommes qui se sont battus pour passer les frontières, échapper aux

militaires et traverser la mer avec la ferme conviction qu'en Allemagne, tout le monde pourra vivre et facilement trouver un travail... et qui seront bientôt confrontés à la réalité du chômage et des bas salaires. Comment réagiront-ils? Nous ne le savons pas. On peut en tout cas espérer qu'ils seront un renfort pour la classe ouvrière en Allemagne.

L'Internazionale (Italie)

Lorsqu'elle a commenté le projet de réforme du Code du travail en France et les mobilisations du 9 mars, la presse italienne a parlé de résistance au Jobs act du gouvernement français, en reprenant le nom de la loi sur le travail lancée par le gouvernement Renzi.

Et en effet les ressemblances sont bien plus grandes que les différences, non seulement entre France et Italie mais dans tous les pays européens, quand il s'agit de ce que tous, désormais, appellent les formes du travail.

Le gouvernement de Renzi a fêté ses deux ans en se vantant d'être arrivé à presque 800 000 créations d'emplois, qui d'après lui seraient justement dues en grande partie au Jobs act. Les murs des villes ont été couverts de grandes affiches qui vantent ce succès et d'autres du même genre. En réalité, Renzi truque les chiffres. D'après l'institut national des statistiques, en 2015 on a compté 109 000 personnes de plus ayant un emploi. Le total des chômeurs reste proche de trois millions.

La propagande du gouvernement insiste pour dire que le Jobs act permettrait de lutter contre le travail précaire et que l'on aurait créé de nombreux emplois stables ou à durée indéterminée. En réalité, en abolissant les anciennes lois qui protégeaient les tra-

vailleurs des licenciements, on a généralisé la précarité en en changeant seulement l'étiquette. Mais si l'on prend une bouteille d'eau et que l'on y colle une étiquette disant que c'est du Chianti, ce n'est pas pour autant qu'elle se transforme en vin!

Mais les annonces, les fanfaronnades, les démonstrations à coups de diaporamas à la presse, sont une spécialité du gouvernement Renzi.

Mussolini disait qu'en politique il suffit de trois centimes de marchandise, et de 97 centimes de bruit fait autour. Le chef du fascisme semble évidemment un conseiller très écouté de Renzi, comme de bien d'autres politiciens italiens.

Une chose certaine est que le Jobs act, dont une importante composante est faite des incitations fiscales versées aux entreprises, coûte dix-huit milliards aux caisses de l'État. Une forme de travail précaire qui a eu connu un véritable boum et celle des embauches par le biais des « vouchers », ou chèques-emplois. L'employeur peut acheter ces chèques au bureau de tabac. Un bon vaut une heure de travail et coûte 10 euros dont 7,5 sont la paye horaire nette et le reste les cotisations de retraite et d'assurances sociales. C'est une « sinisation » du rapport de travail, a écrit un journaliste de *l'Espresso*. De quelque façon qu'on la nomme, cette forme de rapport de travail permet aux patrons d'utiliser la main-d'œuvre juste le temps nécessaire, sans devoir faire aucune dépense autre que celle qu'il a faite en achetant les vouchers. En 2015, l'utilisation des vouchers a augmenté de 67,5%! Plus d'un million et demi de travailleurs sont concernés et leur âge moyen est en continue diminution. Quand ces chèques-emplois ont été introduits en 2008, il était de 60 ans pour les hommes et de 56 ans

pour les femmes. Aujourd'hui il est respectivement de 37 ans et 34 ans.

Quelques mots sur la situation politique. On va vers les élections municipales dans d'importantes villes comme Naples, Rome et Milan. Les primaires du Parti démocrate, système copié des États-Unis pour choisir les candidats, sont toujours l'occasion de curieux incidents : des tricheries, des personnes payées pour voter pour tel candidat ou tel autre, le bourrage des urnes avec des bulletins blancs à Rome pour cacher la faible affluence.

Mais le centre droit est lui aussi divisé et conflictuel, et il ne semble pas en état de profiter tant que cela des difficultés du Parti démocrate.

Ce qui se produit, pour autant qu'on puisse le voir, est un écart de plus en plus marqué entre la politique au niveau national et au niveau local. À ce niveau local, les coalitions, les alliances et les ruptures offrent un tableau qui ne coïncide pas avec celui des regroupements nationaux. Au niveau local ce qui prime est ce qu'ils nomment les cordées, les clans, les clientèles très liées aux territoires et qui acceptent de se servir de la marque ou de la référence à un certain parti, après avoir négocié avec celui-ci les intérêts qu'ils ont l'intention de défendre.

C'est dans le Parti démocrate que cette tendance semble la plus forte. Renzi s'est construit son propre groupe dirigeant, fait d'arrivistes qui n'ont pas vraiment une histoire politique définie et essentiellement composé de jeunes. Il a réussi à conquérir jusqu'à aujourd'hui l'appui d'une bonne partie de la Confindustria, l'équivalent du Medef, ainsi que du monde financier.

Il parle de « *parti de la nation* », mais il s'agit d'un parti du pouvoir, un peu comme l'était l'ancienne Démocratie

chrétienne, même s'il n'a encore développé ni la force, ni le nombre de cadres dirigeants, ni l'appui des organisations catholiques qu'avait autrefois la démocratie chrétienne.

Au-delà des formules de gouvernement, la structure économique subit les difficultés de tout le capitalisme. Les faiblesses traditionnelles du capitalisme italien accentuent le drame social de la crise et renforcent quelques-uns de ses aspects les plus criminels, comme la collusion entre la criminalité organisée, les partis politiques, les patrons et les organes de l'État. Il y a quelques jours, pour parler d'un dernier exemple, on a découvert un groupe formé de magistrats, d'experts-comptables et d'agents de la police financière qui annulait les dossiers fiscaux, en échange de substantiels pots-de-vin de la part des patrons. Le pays a le record européen de l'évasion fiscale. Quelques jours auparavant, les organes d'information rapportaient que, d'après une enquête de la police financière, entre un quart et un tiers des adjudications publiques sont truquées.

Sur la politique internationale, on peut dire que le gouvernement italien cherche à apparaître aussi européiste que possible sur la question des migrants, tout en adhérant à l'idée de confier à la Turquie le sale travail des camps de réfugiés. Il faut ajouter que quelqu'un a déjà proposé d'implanter des industries près de ces camps, de façon à utiliser toute cette manne inespérée de main-d'œuvre à bon marché !

Sur la Libye, la grande peur de la bourgeoisie italienne est de perdre le contrôle du gaz et du pétrole, qui sont actuellement gérés par la compagnie italienne ENI. Donc on voit se succéder des attitudes va-t-en-guerre et d'autres plus sages, alors qu'il est évident que l'ad-

ministration américaine voudrait engager complètement l'Italie. La grande presse a souvent un ton plus interventionniste que le gouvernement.

Lutte ouvrière (La Réunion)

Aujourd'hui en cette période de crise et d'offensive patronale, la situation continue à se détériorer pour les classes laborieuses. Le chômage atteint plus de 28 % de la population active. Sur une population de 850 000 habitants, 180 000 personnes n'ont pas d'emploi. 60 % des jeunes de 15 à 24 ans, sont sans emploi. C'est le plus fort taux de toutes les régions européennes et de tous les départements d'outre-mer. Des dizaines de milliers de Réunionnais sont dans l'attente d'un logement. Le surendettement des ménages atteint des records. Le taux de pauvreté est d'environ 42 %, avec 350 000 personnes qui doivent vivre avec moins de 950 euros par mois. En métropole, ce taux est de 14 %. Près de 9 % de personnes touchent le RSA au niveau national. À La Réunion, ce taux grimpe à 32 %, soit 275 000 personnes.

La Réunion, petite île de 2500 km², perdue dans l'océan Indien, n'échappe pas au sort commun imposé aux populations du monde du fait de l'anarchie et des aberrations du système capitaliste. Elle est même un condensé de ces aberrations. Les meilleures terres sont accaparées par une culture en surproduction sur la planète : la canne à sucre. Les produits de première nécessité sont importés depuis des milliers de kilomètres. Faute de transports en commun, l'île est engorgée d'automobiles ; du coup on ouvre un chantier pharaonique pour faire une route sur la mer.

Aujourd'hui, dans une situation de plus en plus difficile, de très nombreux travailleurs

voient leurs conditions de travail et d'existence se dégrader. Pour se défendre et réagir, pour s'opposer à la situation qui leur est faite, il faut de la combativité, mais aussi des perspectives qui ne peuvent être portées que par des organisations ayant des objectifs de classe. Malheureusement, de telles perspectives qui se confondent avec les valeurs du mouvement ouvrier, ne sont portées par aucun parti, et ne l'ont d'ailleurs jamais été.

À La Réunion, le courant communiste s'est construit tardivement : en 1947, par la création d'une fédération dont le principal dirigeant était issu d'un comité républicain prônant la démocratie et l'action sociale, puis en 1959 par la création du Parti communiste réunionnais proprement dit. Le

courant qui se revendiquait du communisme s'est donc créé à une époque où le mouvement stalinien était déjà fortement intégré à la société bourgeoise et avait rejeté toutes les valeurs essentielles du communisme.

Toute l'évolution ultérieure du PCR s'est faite avec un même positionnement politique qui l'a conduit à rechercher des alliances tous azimuts ; une fois à gauche et plusieurs fois à droite, pour parvenir à diriger la région. À chaque virage, nombre de ses militants sont restés sur le bas-côté, cessant toute activité ou rejoignant une autre écurie électorale.

Alors il ne faut pas s'étonner d'entendre aujourd'hui ce parti avoir des propos élogieux vis-à-vis du gouvernement. Il a suffi

que Hollande et Valls créent, lors du dernier remaniement ministériel, un vague secrétariat d'État à l'Égalité réelle, avec à sa tête la députée réunionnaise Ericka Bareigts, pour que la direction du PCR s'empresse de féliciter la nouvelle promue en ces termes : « *Bon travail, Madame Bareigts, bon travail pour notre île, bon travail pour toute la France, bon travail pour nos populations... Vous avez peu de temps pour ouvrir certains chantiers essentiels. Ouvrez en le plus possible. Nous vous en serons reconnaissants.* »

Cette déclaration n'a pas dû faire frémir de crainte ceux qui prospèrent sur l'inégalité, et les près de 2 000 personnes assujetties, à La Réunion, à l'impôt sur la fortune.



Près de la moitié des Réunionnais sont sous le seuil de pauvreté.

En conclusion

La camarade de Voz Obrera a rappelé à quel point les deux grands partis de la bourgeoisie d'Espagne sont déconsidérés. Et vous l'avez entendu constater avec quelle rapidité ont émergé des forces politiques qui se prétendent nouvelles mais qui ne demandent en fait qu'à prendre le relais pour se mettre au service des possédants de ce pays.

Podemos, tout nouveau, tout beau, n'est pas encore au pouvoir central que déjà les maires issus de ses rangs se sont retrouvés contre des travailleurs en grève à Barcelone! Et vous avez entendu son explication: «Maintenant, j'ai des responsabilités!».

En Catalogne, la Cup (Candidature d'unité populaire), dont les députés ont permis de donner la direction de la Generalitat à la droite bourgeoise catalane, se prétend pourtant anticapitaliste et chante *L'Internationale* à la fin de ses meetings!

Eh bien, oui, même si ses vieux partis finissent par se déconsidérer, la bourgeoisie n'a aucun mal à trouver de nouveaux serviteurs dans les rangs des forces politiques, y compris parmi ceux qui sont prêts à parler le langage qui plaît à l'électorat de gauche! Que l'on se souvienne des espoirs suscités en Grèce par Syriza et ce qu'il en est advenu.

Disons-nous bien que ceux qui ne se situent pas dans le camp du prolétariat par leurs idées et par leurs perspectives communistes révolutionnaires, s'ils parviennent au pouvoir, se mettront inévitablement au

service de la bourgeoisie.

Il faut bien se mettre dans la tête qu'il y en aura bien d'autres, se présentant aujourd'hui en alternative à la gauche gouvernementale, qui, une fois aux responsabilités, vireront leur cuti. Il ne serait même pas juste de dire qu'ils changeront de camp car ni Tsipras, de Syriza, ni Pablo Iglesias, de Podemos, ne représentent, n'ont jamais représenté, une perspective politique pour la classe ouvrière.

Alors, le plus important pour nous, c'est de tenir sur la base de nos idées et d'être conscients que seuls ceux qui se situent sur le terrain du communisme révolutionnaire peuvent défendre jusqu'au bout les intérêts du prolétariat, plus particulièrement dans cette période de crise.

La crise de l'économie capitaliste de notre époque suit un autre cours que celui pris en 1929. Elle n'a pas commencé dans l'effondrement brutal mais par un enlisement dans le marasme.

Mais on constate depuis plusieurs années comment, même sous cette forme-là, la crise pousse la bourgeoisie à aggraver la guerre de classe qu'elle mène contre la classe ouvrière

dans tous les pays et dans tous les domaines. On constate aussi depuis plusieurs années comment la crise déstabilise les relations internationales.

L'année 2015 a montré aussi comment l'aggravation des attaques contre les travailleurs, l'offensive de la bourgeoisie, la dégradation des relations internationales peuvent s'accélérer mais aussi s'inter-influencer.

À l'intérieur, l'année 2015 a été non seulement celle de la continuation des licenciements, de la montée du chômage, des attaques multiformes contre la condition ouvrière, y compris sur le plan légal, mais elle a été aussi l'année des attentats, de la proclamation de l'état d'urgence, de la montée accélérée de l'influence du FN. On a vu aussi comment et avec quelle rapidité des événements qui se déroulent à des milliers de kilomètres d'ici se répercutent sur la situation en France.

Cela nous donne une idée de la rapidité avec laquelle les choses pourraient se passer en cas d'effondrement économique brutal.

Alors, à quoi peut-on s'attendre dans la période à venir?

D'abord, à l'aggravation de la crise et cela, malheureusement,

dans toutes les hypothèses, c'est-à-dire même en l'absence d'une crise financière majeure et d'un effondrement brutal.

Rien que la continuation de la crise actuelle signifie nécessairement son aggravation. Car par exemple, pour un chômeur, être chômeur depuis six mois ou depuis deux, trois ans ou plus n'a pas la même signification.

Pour ce qui est de la situation internationale, rien n'indique une stabilisation dans les régions frappées par la guerre ou par les agissements des bandes armées.

On a vu, au cours des deux ou trois dernières années, comment les guerres locales entre bandes armées, qui avaient pendant quelques années l'air d'être la spécificité de certaines régions d'Afrique, le Congo ex-Zaïre, le Liberia, la Sierra Leone ou la Somalie, comment ces conflits se sont élargis en Afrique même, atteignant des pays tenus auparavant sous la férule d'une dictature, comme la Libye, ou sous un régime autoritaire plus mou, comme le Mali.

Dans certaines régions d'Afrique, il s'agit d'une véritable décomposition des États, dont il ne reste guère qu'une place à l'ONU, à l'Unesco, et dont les gouvernements officiels n'ont aucune autorité sur le pays et ne doivent leur survie, même formelle, qu'au soutien des puissances impérialistes et de leurs armées, du Mali à la Centrafrique, sans parler des situations plus anciennes comme en Somalie et dans une large mesure au Congo ex-Zaïre, où la réalité du pouvoir d'État est assurée par des bandes armées, par ailleurs concurrentes entre elles.

Depuis plus de deux ans, non seulement cette décomposition des États en bandes armées est apparue dans toute son évidence au Moyen-Orient, mais on l'a vue aussi en Europe.

Il est vrai que l'Europe était concernée, il y a quelque temps déjà, avec la décomposition de la Yougoslavie. Mais ce qui se passe aux confins de la Russie et de l'Ukraine prend une autre dimension.

Alors, là aussi, il n'est pas difficile de prévoir que, là où cela existe déjà, cela continuera, et que peut-être d'autres foyers d'infection apparaîtront dans l'avenir. L'impérialisme a tant posé de bombes à retardement que cela peut exploser pratiquement n'importe où et de façon brutale et imprévisible.

Pour ne citer que le cas des relations entre l'Inde et le Pakistan, ils sont pratiquement, depuis leur éclatement à la fin de l'ère coloniale, en état de guerre froide, entrecoupée de moments où, de froide, la guerre devient chaude, au Cachemire ou ailleurs. Entre la Libye en décomposition et la Tunisie, c'est déjà en train d'arriver.

Le fait qu'une guerre entre la Russie et la Turquie apparaisse d'un seul coup comme possible, sinon vraisemblable, est un des signes de l'instabilité de la situation internationale. D'autres signes sont les renversements d'alliances entre les États et les bandes armées qu'ils protègent, et les contre-coups de ces guerres locales sur la situation intérieure des grandes puissances impérialistes elles-mêmes.

Alors, par sa seule durée, la crise devient un facteur aggravant de la situation entre États ou à l'intérieur des États. Pour ne prendre, là aussi, qu'un exemple : qui peut deviner jusqu'où iront les conséquences de l'effondrement actuel du prix du pétrole pour des pays comme le Venezuela, l'Algérie, voire même pour la Russie ?

Et l'aggravation des tensions, même éloignées de 5 000 km ou 10 000 km, aura inévitablement des répercussions ici, c'est-à-dire y compris dans les pays

impérialistes relativement riches où même les crises sont restées jusqu'à présent plus tolérables pour les masses exploitées elles-mêmes que la situation dite normale dans les pays pauvres.

Là aussi, sans accorder une importance excessive à cette répercussion des guerres au Moyen-Orient ici même, en France, dont les attentats terroristes de 2015 fournissent une illustration sanglante, les événements de l'année dernière ont montré avec quelle rapidité cela peut se produire. L'année dernière a également montré avec quelle rapidité cela change le climat politique à l'intérieur des États des riches démocraties impérialistes, avec quelle rapidité aussi les dirigeants politiques de la bourgeoisie peuvent se saisir de ce type de situations pour promouvoir un climat d'unité nationale, voire pour imposer l'état d'urgence.

Et puis regardez cette autre conséquence des guerres au Moyen-Orient, ce qu'ils appellent la crise des migrants.

Nous ne reviendrons pas sur le fond, sur l'ignominie fondamentale de considérer comme des envahisseurs ces migrants qui fuient les bombardements, les guerres, ces situations dont notre impérialisme, entre autres, est responsable. Pourtant, d'un point de vue objectif, matériel, sans même parler du point de vue humain, trois ou quatre millions de réfugiés sur un continent riche de 550 millions d'habitants ne devraient pas poser problème.

Mais, au-delà de cet aspect-là, regardez les réactions en chaîne que ce flux migrant a entraînées partout en Europe.

Dans les relations entre États d'abord : cette fameuse construction européenne dont on nous rebat les oreilles depuis un demi-siècle est en train de s'effondrer. « *Réfugiés : L'Europe se désintègre* », voilà le gros titre à la une du *Monde* il y a

quelques jours. Les frontières sont en train de se renforcer pour la bonne raison qu'elles n'ont jamais été vraiment supprimées. Mais vous vous rendez compte : les frontières rétablies entre la Belgique et la France, entre l'Allemagne et l'Autriche, sans même parler des formes plus barbares, comme les barbelés rétablis entre la Hongrie et la Serbie et entre la Slovénie et l'Autriche ! Mais il est vrai que lorsqu'un pays, d'Europe certes, mais sous-développé et ô combien, comme la Macédoine s'entoure de barbelés pour se protéger de réfugiés venus de la Grèce, il peut se revendiquer de l'exemple donné par la plus riche des démocraties bourgeoises, les États-Unis, qui a plongé dans cette barbarie-là bien avant la Macédoine, avec ses quelque 3 000 km de frontières qui la séparent du Mexique voisin.

Les réactions en chaîne induites par le flot des réfugiés ne se limitent pas aux rapports entre pays européens. Il y a aussi les répercussions à l'intérieur de chaque pays d'Europe. Partout l'extrême droite s'empare de l'arrivée des réfugiés pour agiter le spectre d'une invasion, pour développer les réflexes les plus réactionnaires du repliement national, voire pour passer de la violence du langage à la violence des actes.

Pour le moment, les agissements de bandes de voyous d'extrême droite à Calais, ou les succès de Pegida en Allemagne, peuvent encore passer pour des épiphénomènes. Mais ces épiphénomènes se produisent en même temps dans plusieurs pays d'Europe, comme l'illustre en Allemagne l'agression de bandes d'extrême droite contre des cars amenant des migrants dans un foyer d'accueil ; comme en témoigne en Finlande, ce pays réputé si paisible, la formation de milices locales pour s'opposer aux migrants qui, pour contourner la Méditerranée

et ses dangers, sont passés par la Russie.

Nous évoquons toutes ces évolutions pour constater que, dans les mois à venir, nous aurons à militer dans des conditions plus dures, même dans l'hypothèse où il ne se produirait pas d'effondrement trop brutal de l'économie ; des conditions plus dures sur le plan politique. [...]

Il faut également s'attendre à la poursuite de la montée des idées réactionnaires, sous les formes les plus diverses, parmi lesquelles il y a évidemment l'influence de l'extrême droite, y compris sur la classe ouvrière, mais aussi tout ce qui va avec comme préjugés parmi les plus crasses.

Le FN lui-même, au-delà de ses ambitions politiques propres, ou plus exactement des ambitions du personnel politique qui mise sur le succès futur du parti d'extrême droite, fédère en quelque sorte tout un tas de courants réactionnaires extrêmement divers, dont chacun mène sa propre propagande réactionnaire au sein de la société. Les uns sur le terrain moral, d'autres sur le terrain religieux, d'autres encore sur les rêveries d'une grandeur passée, saupoudrée de souvenirs embellis du colonialisme.

Tous propagent l'individualisme, la capacité de s'en sortir des plus méritants, etc. Tous méprisent profondément la classe ouvrière. Cela n'empêche pas certains de ces courants de faire de la démagogie vis-à-vis des pauvres (à condition qu'ils soient français bien sûr) et même vis-à-vis des travailleurs.

L'une des diverses formes du mépris vis-à-vis de la classe ouvrière est d'ignorer, de nier l'idée que la classe ouvrière peut jouer un rôle indépendant et, à infiniment plus forte raison, qu'elle représente l'avenir de la société.

En leur temps, le mépris des

maîtres d'esclaves vis-à-vis de leurs esclaves ne se manifestait pas forcément dans le fait qu'ils étaient plus ou moins méchants avec eux, mais dans le fait qu'il était inconcevable pour eux que l'économie, que la société puisse exister autrement qu'avec des esclaves pour travailler et des maîtres pour les commander.

Ce mépris est largement partagé par bien d'autres, la gauche gouvernementale, la gauche caviar bien sûr, jusques et y compris le PCF.

C'est là que l'influence croissante de l'extrême droite, exprimée par les résultats électoraux du FN, est l'aboutissement ultime de toute une évolution. Mais à son tour, cela en devient un facteur aggravant et pèse, ô combien, sur la société.

Sans même que, en tout cas pour l'instant, cette influence se manifeste de façon violente.

La possibilité d'une évolution à la fasciste demeure entière. Mais, nous l'avons dit l'année dernière, cette évolution-là ne dépend pas seulement de ce qu'il y a dans la tête ou dans les projets politiques de Marine Le Pen et de ceux qui l'entourent. La possibilité d'une évolution dans ce sens-là dépend de l'aggravation de la crise et surtout de la mobilisation des différentes catégories sociales.

Il y a des catégories sociales plus ou moins touchées par la crise qui se mobilisent, notamment certaines catégories de la petite bourgeoisie, les paysans par exemple, plus précisément certaines catégories de paysans, en fonction de la conjoncture. Mais cela reste encore limité, ponctuel. Marine Le Pen a certes reçu, au Salon de l'agriculture, l'accueil favorable que l'on sait, aux antipodes de l'accueil réservé à Hollande, Valls ou Le Foll. Mais, à l'étape actuelle de la crise, aucune classe sociale ne cherche encore massivement de solution radicale.

Sur ce plan-là, les choses n'ont pas changé par rapport à l'année dernière, ou pas encore. Les multiples catégories petites-bourgeoises mécontentes de la situation expriment encore leur mécontentement, leurs frustrations, principalement sur le terrain électoral, en votant Front national. Il n'y a pas encore de quoi nourrir un courant fasciste qui serait prêt à s'en prendre aux « pourris qui dirigent là-haut » et dont la colère pourrait être orientée par la grande bourgeoisie pour s'attaquer à la classe ouvrière, ou à telle ou telle de ses catégories.

Mais cela peut se produire très vite. Et sans chercher à deviner comment cela pourra se produire concrètement, les violences contre les migrants peuvent constituer l'axe autour duquel se développe une mobilisation de type fasciste.

Encore une fois, pour le moment on n'en est pas là. Le FN, son influence, sont encore des phénomènes essentiellement électoraux. Mais, même en tant que tels, cela pèse sur la société, cela pèse même sur l'état d'esprit de notre classe.

Le repliement communautaire est un autre aspect de cette évolution réactionnaire des choses. Les deux, c'est-à-dire le développement du FN et celui du communautarisme, se nourrissent mutuellement.

Alors, pour ce qui est du contexte politique dans lequel nous allons militer, on peut le résumer grossièrement en disant que le vent ne souffle pas dans le sens des idées collectivistes et communistes révolutionnaires. Nous pourrions avoir l'impression d'être isolés avec nos idées et avec les perspectives que nous proposons, entre ceux, de plus en plus nombreux, qui se tournent vers l'extrême droite, vers le FN, et ceux, ex-militants du Parti socialiste ou du Parti communiste, ex-militants de la gauche au sens générique du terme

(associatifs, etc.), pour qui le « combat contre le FN » deviendra le seul marqueur de gauche, pour reprendre une expression à la mode.

Raison de plus pour que nous nous battions de la façon la plus claire possible autour de nos idées et de nos perspectives révolutionnaires. Raison de plus pour que nous militions pour le « camp des travailleurs », qui résume en une formule simple l'idée que nous militons dans la lignée de ces générations d'ouvriers qui avaient pour drapeau l'émancipation sociale et qui se situaient dans la tradition de la Commune de Paris, de la Révolution russe. Dans la lignée de ceux qui se sont donné un parti qui agissait dans la perspective du renversement du pouvoir de la bourgeoisie : le Parti socialiste à ses origines, puis le Parti communiste d'après la révolution prolétarienne en Russie.

L'expression « camp des travailleurs » ne prend sa véritable signification qu'avec l'existence d'un parti communiste révolutionnaire. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, même au temps où il avait du poids sur la société, existaient en permanence des courants réformistes et des courants révolutionnaires, en lutte pour la direction du prolétariat.

La longue période de recul du mouvement ouvrier initiée par le stalinisme connaît depuis plusieurs années sa phase ultime. Trotsky parlait dans le *Programme de transition* de la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières, notamment des organisations politiques, le Parti socialiste et le PCF. À notre époque, on en est arrivé à leur autoliquidation, non pas nécessairement en tant que parti, mais en tout cas en tant que direction du prolétariat. Rôle auquel d'ailleurs ils ne postulent plus. Cela fait longtemps que même le PCF ne parle plus de politique pour la classe ou-

vrière, mais de politique pour le pays.

La conclusion que l'on doit en tirer est que le mouvement ouvrier doit renaître sur la base du communisme révolutionnaire.

Notre raison d'être, notre ADN spécifique si j'ose m'exprimer ainsi, a toujours été de militer pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire. Nous le faisons en tant que trotskystes – et dans le « nous », nous incluons aussi bien sûr ceux qui nous ont précédés, notre propre ancienne génération comme les générations trotskystes qui ont précédé notre organisation. Nous le faisons à l'époque du stalinisme dominant, quand l'idée même qu'on puisse être communiste sans se revendiquer de Staline et de ses sous-fifres locaux, de Thorez à Marchais, passait pour saugrenue. Il a fallu à l'époque se battre pour survivre. Aujourd'hui, le stalinisme est devenu ce qu'il est devenu, après avoir accompli un rôle catastrophique dans la démolition du mouvement ouvrier.

Attention, cela ne signifie absolument pas qu'on ne trouvera pas sur notre chemin les staliens, au sens que cela avait, sinon au temps de l'URSS, du moins au temps du PCF dominant dans la classe ouvrière.

Dans plusieurs endroits, les camarades ont signalé un regain d'activisme des JC, dans la préparation de la journée du 9 mars. Les étudiants de l'UNEF, de leur côté, ont été plus ou moins en pointe ; or l'UNEF est dirigée par des étudiants proches des frondeurs du PS. Il ne faut pas s'étonner pour ce qui est des JC. Le PC a beau avoir perdu beaucoup de plumes, il lui en reste encore pas mal et le PC, même tel qu'il est, est l'héritier du PC tel qu'il a été il y a vingt ans, trente ans ou plus. C'est-à-dire un véritable parti présent à peu près partout. Et même ses abdications successives ces temps derniers

devant la droite ne coupent pas nécessairement la direction du PC de sa base, ou en tout cas ce qu'il en reste.

Rappelons-nous qu'au-delà des discours politiques multiples et changeants adressés aux militants et sympathisants de ce parti, au-delà même des problèmes de fond tels que l'électoratisme, ce qui les sépare de nous c'est leur profonde méfiance à l'égard de la classe ouvrière. Au temps où ils dominaient la CGT, cela se manifestait par leurs réactions épidermiques vis-à-vis de tout ce qui était réunions syndicales et par leur hostilité déclarée vis-à-vis des assemblées de travailleurs qui décident, et vis-à-vis des comités de grève.

Nous n'avons ni le crédit ni le poids numérique pour attirer vers nous les militants et les sympathisants les plus indéfectibles de la mouvance stalinienne. Mais nous pouvons au moins nous faire respecter d'eux, ne serait-ce qu'en montrant notre capacité militante et notre capacité à défendre les idées de la lutte de classe parmi les travailleurs.

Alors, on peut philosopher tant qu'on veut pour savoir laquelle était la période la plus défavorable pour le courant communiste révolutionnaire : quand il fallait survivre comme courant très minoritaire, quasi insignifiant, à côté du puissant courant stalinien, ou aujourd'hui, quand le stalinisme est devenu ce qu'il est devenu, c'est-à-dire une resucée, lamentable, du réformisme.

Mais nous ne sommes pas des philosophes et cette question ne nous intéresse pas. Nous militons dans les circonstances que l'histoire nous a données, en essayant de saisir toutes les possibilités, même les moindres, que ces circonstances nous permettent de saisir.

Nous devons être conscients que, petite organisation que nous sommes, quasi insignifi-

fiants par notre nombre, non seulement par rapport aux 60 millions de citoyens de ce pays mais même par rapport aux quelque 20 millions de prolétaires, notre capital principal est notre capital politique. Il ne résulte pas de notre propre expérience ni de notre propre capacité – parce que les deux sont liées – mais de celles que nous avons héritées des générations qui nous ont précédés, des générations qui nous relient à Marx à travers Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky et bien d'autres. Qui nous relient aussi à une multitude de combats, de victoires et surtout de défaites qui ont jalonné l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Alors, nous avons à tenir à ces idées et à ce qu'elles représentent, comme à la prune de nos yeux.

C'est la raison pour laquelle nous accordons tant d'importance à la transmission de ces idées, à notre petite échelle. [...] Le capital politique, c'est avant tout la compréhension marxiste de la société, de ses ressorts et du rôle irremplaçable du prolétariat dans sa transformation, ces idées fondamentales telles qu'elles nous ont été transmises par Lénine et Trotsky. Mais c'est aussi la volonté de donner aux problèmes politiques au jour le jour, aussi bien à l'intérieur qu'à l'échelle internationale, un éclairage qui corresponde aux intérêts de la classe ouvrière.

Il n'y a pas d'analyse objective de la situation, ni en politique intérieure ni à l'international. Il n'y a qu'une analyse de classe ou, plus exactement : seule une analyse qui correspond aux intérêts du prolétariat est objective. Essayez donc de trouver une analyse objective de la crise économique actuelle sous la plume des plus brillants économistes du monde bourgeois !

Maintenir ce capital politique n'est pas seulement une question de fidélité aux générations précédentes qui

ont mené le même combat que nous pour le renversement de l'ordre bourgeois, combat qui ne s'achèvera que lorsque ce renversement sera accompli. Il ne s'agit pas seulement du passé mais aussi du présent et de l'avenir. C'est précisément aujourd'hui, avec l'évolution réactionnaire des choses, qu'il apparaît sans doute le plus clairement que c'est seulement sur la base des idées de la lutte des classes que nous pouvons toucher les nôtres, la classe ouvrière. [...]

C'est là qu'il faut réaliser que, aussi importante que soit la perte de repères dans la classe ouvrière, l'abandon, l'oubli des traditions de classe, ces traditions ne sont pas seulement du domaine des idées. Ou plus exactement ces idées, ces valeurs ne sont pas sorties de rien. C'est la réalité elle-même, la réalité des inégalités sociales, la réalité de l'exploitation qui les rappelle aux travailleurs, même les moins conscients.

Rappelez-vous le coup de la chemise déchirée du cadre d'Air France. Des centaines de



Les deux cadres dirigeants d'Air France à la suite d'une manifestation contre les licenciements, le 5 octobre 2015.



Le vote de la grève à Oyak-Renault, le 15 mai 2015, en Turquie.

milliers, sinon des millions de travailleurs se sont réjouis de cet épisode.

Notre camarade de Sinif Mucadelesi en Turquie a montré, lui aussi, avec quelle rapidité les travailleurs ont retrouvé à Bursa la conscience de leurs intérêts collectifs et même la capacité à s'organiser sur cette base.

Alors, si dans la période à venir plus que jamais nous devons nous présenter au nom de ces idées le plus clairement possible, ce n'est ni par sectarisme ni par simple fidélité au passé, mais c'est parce que, malgré le recul, c'est sur ce terrain que nous pouvons toucher les travailleurs, et que nous avons intérêt à les toucher. [...]

Faisons une parenthèse, pour souligner les changements qui sont intervenus dans la classe ouvrière au cours des dernières années, disons au fur et à mesure de l'aggravation de la crise.

Nous savons tous qu'à l'intérieur des entreprises il y a de plus en plus d'intérimaires et de précaires en tout genre. Plus de 80% des nouveaux embauchés le sont en statut précaire. Bien sûr, il y a des différences considérables entre entreprises et, globalement, même si les patrons embauchent de préférence sous statut précaire dans les entreprises qui n'ont pas

licencié massivement, il reste une majorité de travailleurs qui sont en CDI, d'autant plus que l'âge de la retraite est repoussé: cela maintient encore, dans la plupart des entreprises, une majorité de travailleurs en CDI.

Mais l'évolution va dans le sens de la diminution progressive de ces catégories. Et si les anciennes générations gardent leur statut de CDI jusqu'à la retraite, le renouvellement passe par l'intérim, par les CDD.

Il faut qu'on prenne bien conscience du fait que s'accroît progressivement, dans la jeune génération de la classe ouvrière, la catégorie des travailleurs qui n'ont jamais connu d'autre condition que la précarité.

Le système capitaliste d'aujourd'hui est en train de trouver mieux encore que les différentes formes de précarité: le statut d'autoentrepreneur. Oh, que ça sonne bien!

Le vieux capitalisme français réinventé, comble de modernité, ce qui court les rues, au sens propre comme au sens figuré, de toutes les grandes villes des pays sous-développés: au croisement de n'importe quelle rue d'Abidjan, par exemple, ou à un feu rouge, des dizaines et des dizaines de ces autoentrepreneurs entourent votre voiture et essaient de vous vendre, à

l'unité, qui des cigarettes ou des kleenex, qui des stylos ou des friandises...

Eh bien, cela permettra peut-être à de savants sociologues d'expliquer qu'il n'y a plus de classe ouvrière, qu'il n'y a plus de prolétariat, que nous vivons dans un monde où il n'y a plus de classe, il n'y a plus que des entrepreneurs plus ou moins bénis des cieus, de Bill Gates au vendeur de pizzas dans sa camionnette au coin de la rue, en passant par Bolloré!

Eh bien, ces prétendus autoentrepreneurs font bel et bien partie du prolétariat et sans doute sous la pire forme qui soit, c'est-à-dire un prolétariat émietté, dispersé, à qui ses conditions imposent la mentalité du chacun pour soi, à qui on essaie de faire oublier jusqu'à la condition de prolétaire.

C'est un retour en arrière dans la condition ouvrière. Ça l'est incontestablement dans quelques riches pays impérialistes dont la bourgeoisie avait éprouvé le besoin de concéder à une partie de sa classe ouvrière une certaine protection sociale et avait les moyens de le faire.

Mais c'est la précarité qui est le propre de la condition ouvrière. Cela a été comme cela au temps de Marx, au temps de Lénine, même dans l'entre-deux-guerres, et cela reste vrai aujourd'hui pour la majorité de la classe ouvrière de la planète.

Nous nous sommes toujours élevés contre les stalinien qui présentaient comme des acquis, voire des conquêtes la législation du travail, la Sécurité sociale, les statuts protégés.

Pour ce qui est des acquis, les travailleurs sont en train de constater avec leur peau que les acquis ne le sont pas vraiment. Quant aux conquêtes, si certains avantages ont été arrachés à la bourgeoisie par des luttes ouvrières, les stalinien avaient l'art de transformer verbalement en conquêtes ce

que la bourgeoisie avait concédé à la bureaucratie syndicale.

Alors, bien sûr, il faut que nous soyons du côté des travailleurs qui défendent ce qu'ils avaient, quelles que soient les raisons pour lesquelles on veut le leur retirer. Mais il faut réaliser que pour toute une partie de la classe ouvrière, en particulier les plus jeunes, ce n'est plus leur problème. Il faut réaliser qu'on ne peut pas les gagner avec un langage de syndicalistes, quand bien même les syndicats ont abandonné même ce langage-là.

Des camarades ont souligné à quel point, dans leur ville, se constitue un véritable milieu d'intérimaires, qui changent d'entreprise au gré des circonstances, qui se croisent, qui reviennent parfois dans les mêmes entreprises, mais pour qui des expressions du style «*Je suis de chez Renault, ou de chez Citroën*» n'ont plus de sens.

Alors, bien sûr, si une lutte s'engage dans une entreprise, il faut chercher à les associer à la lutte et il faut militer pour qu'intérimaires et CDI comprennent la nécessité de lutter ensemble.

Par ailleurs, il faut savoir s'adresser aux jeunes prolétaires, qu'ils soient intérimaires ou non, mais pas en exprimant la nostalgie vis-à-vis de ce qui était le statut des travailleurs il y a dix, quinze ou vingt ans. Il faut leur tenir un langage de classe, en essayant de les gagner politiquement, en leur disant que leur avenir c'est comme leur présent : c'est la précarité, c'est d'aller de boîte en boîte à la recherche de travail. Il faut leur dire que la société capitaliste, et surtout la société capitaliste en crise d'aujourd'hui, n'a rien d'autre que cela à leur offrir. Il faut leur donner envie de militer pour l'émancipation de leur classe par la révolution sociale, par le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

Pour paraphraser une phrase célèbre : les prolétaires qui n'ont pas de patrie, à bien plus forte raison n'ont pas non plus d'entreprise. Ils gagnent leur vie là où ils trouvent du travail, quelle que soit l'entreprise. Et, pour beaucoup d'entre eux, quel que soit le pays. Il ne faut pas les tirer en arrière vers un passé révolu et qui de toute façon n'a pas protégé tant que cela leurs pères et leurs grands-pères. Il faut qu'ils regardent vers l'avenir.

La bourgeoisie et ses porte-plume, quand ils parlent de compétitivité, des intérêts de l'entreprise – ce dont d'ailleurs ils se contrefichent car il n'y a qu'à leurs capitaux qu'ils sont attachés – misent sur ces réflexes que les syndicats et notamment les staliniens ont inculqués au fil des ans aux travailleurs.

Eh bien, la condition ouvrière ne réside pas dans le lieu de l'exploitation, mais c'est l'exploitation elle-même. Si on veut gagner ces jeunes travailleurs, il faut les gagner à la lutte des classes, quelle que soit l'entreprise où ils trouvent un emploi forcément précaire. [...]

Nous ne savons évidemment pas si les situations nouvelles seront créées dans le cadre de l'évolution réactionnaire des choses, par la mobilisation de forces sociales hostiles à la classe ouvrière, ou si au contraire la classe ouvrière se mettra en branle.

Ce qui est certain, c'est que la reprise de combativité éventuelle de la classe ouvrière ou de certains de ses secteurs ne résultera pas de la politique des directions syndicales. L'attitude de ces directions syndicales par rapport au projet de loi travail l'a amplement démontré. Nous n'insisterons pas sur le retard à l'allumage pour réagir, même de la part de la CGT. Nous parlons là aussi du cafouillage organisé, des initiatives qui se chevauchaient et

qui se contredisaient, entre le 9 et le 31 mars, entre les appels de telle ou telle corporation un jour, les retraités le lendemain. S'il y a quelque chose d'organisé là-dedans, c'est le sabotage.

Malgré tous ces cafouillages, la manifestation du 9 mars a été un succès. Oh ! pas l'explosion sociale, mais cela fait plaisir quand même. Et le plus important n'est évidemment pas notre plaisir, mais la façon dont le restant de la classe ouvrière ressent ces choses, la façon dont une manifestation, un débrayage remue ou pas ceux qui n'étaient pas dans le mouvement.

Nous ne pouvons évidemment pas deviner le rythme de la mobilisation de la classe ouvrière, ni même si elle continuera. Mais la mobilisation passe souvent d'abord dans les têtes.

Nous devons profiter de la période, avec ses échéances multiples, pour discuter autour de nous dans les entreprises, non pas pour appeler à tout bout de champ à la lutte collective, mais pour en expliquer la nécessité. Nous devons nous entourer et il n'est pas impossible que la tactique des directions syndicales de disperser le mouvement en fonction des dates des corporations se retourne contre elles.

Pour le moment, la fédération de la métallurgie appellerait à se mobiliser en participant aux manifestations du 17 mars au côté des étudiants ; au 24 mars, jour de la présentation du projet au gouvernement ; et au 31 mars, journée interprofessionnelle. Nous oublions certainement d'autres échéances, tant les directions syndicales veulent rester dans le coup tout en dispersant l'action. Ils peuvent encore changer d'avis dix-huit fois. [...]

Même les appareils syndicaux les plus ouvertement dévoués aux intérêts du grand patronat peuvent être poussés par des travailleurs qui se battent. Pour le moment, tout le

problème est là.

C'est une banalité de dire que redonner confiance à la classe ouvrière, à plus forte raison déclencher des luttes, n'est pas à notre portée. En tout cas, pas au niveau d'une fraction significative de la classe ouvrière. Bien malin d'ailleurs celui qui pourrait deviner laquelle des multiples attaques successives de la bourgeoisie ou du gouvernement sera ressentie par les travailleurs comme le franchissement de la ligne rouge. Nous ne savons pas non plus par quoi, de quoi cela partira.

Rappelons-nous que le grand mouvement de juin 1936 a été précédé par tout un tas de luttes partielles indiquant les étapes de la mobilisation du mouvement ouvrier.

À l'origine de Mai 1968, il y a eu cette revendication ô combien dérisoire des étudiants de Nanterre de pouvoir rendre visite aux étudiantes dans les chambres universitaires.

EN CONCLUSION

Pour conclure, nous avons à militer dans une période qui n'est pas facile. Nous ne sommes pas portés par une vague de montée ouvrière, et c'est un

euphémisme!

Mais prenons exemple sur les générations qui nous ont précédés et qui parfois l'ont fait dans des conditions bien plus difficiles que celles dans lesquelles nous militons. Nous pouvons citer un extrait d'une lettre datée du 16 février 1917 écrite par Rosa Luxemburg à une amie personnelle, depuis la prison où elle était enfermée, et dans un contexte où la guerre durait encore, ainsi que l'abattement des masses, même si, peu de temps après la rédaction de cette lettre, la révolution allait éclater en Russie :

« *Toute ton argumentation contre ma devise: «Je suis là – je ne puis agir autrement» se résume en ces mots: tout cela est bel et bon, mais les gens sont trop lâches et trop faibles pour cet héroïsme-là; ergo, adaptons notre tactique à leur faiblesse, suivant le principe: chi va piano va sano. Mon petit agneau, c'est là un point de vue historique d'une étroitesse! Il n'y a rien de moins immuable que la psychologie des hommes. D'autant que la psyché des masses recèle toujours, [...] à l'état latent, toutes les virtualités: un calme de mort et la tempête grondante, la lâcheté la plus vile et le plus farouche héroïsme. La masse est toujours ce*

qu'elle doit nécessairement être en fonction des circonstances et elle est toujours sur le point de devenir quelque chose de tout à fait différent de ce qu'elle paraît être. Ah quel beau capitaine il ferait, le navigateur qui fixerait sa route en se fiant uniquement à l'aspect momentané de la mer et ne saurait pas prévoir l'arrivée de la tempête à partir des signes observés dans le ciel et dans l'océan! «Être déçu par les masses», ma petite, pour un dirigeant politique, c'est toujours donner la preuve de son incapacité. Un dirigeant de grande envergure ne fonde pas sa tactique sur l'humeur momentanée des masses, mais sur les lois d'airain de l'évolution; il s'en tient à sa tactique en dépit de toutes les déceptions et, pour le reste, laisse tranquillement l'histoire mener son œuvre à maturité.»

Cette lettre a été écrite à une époque où les prolétaires européens, trahis par leurs propres dirigeants, étaient entraînés dans une guerre sanglante, à s'entretuer les uns les autres. Une époque où les masses exploitées, mobilisées sous l'uniforme, semblaient au fond du désespoir et de la démoralisation. Mais quelques jours plus tard cependant, la révolution prolétarienne éclatait en Russie...

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)



- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)
- La grande bourgeoisie en France (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}
Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse :
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozerera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>

ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



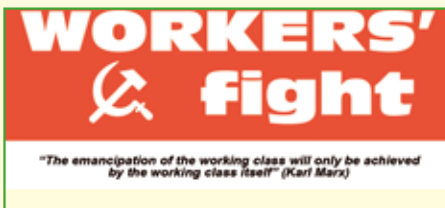
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM,
six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an :
GB £8 - Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € -
Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Nieve Ippolito 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>

